

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LE DILEMME DE L'INSTITUTIONNALISATION ET DE L'AUTONOMIE
AU SEIN DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX : ETUDES DES CAS
DES MOUVEMENTS DES GILETS JAUNES ET DES INDIGNES**



THESE DE MASTER RECHERCHE

Yunus TURAN

Directeur de Recherche : Dr. Magali BOUMAZA

DECEMBRE 2022

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LE DILEMME DE L'INSTITUTIONNALISATION ET DE L'AUTONOMIE
AU SEIN DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX : ETUDES DES CAS
DES MOUVEMENTS DES GILETS JAUNES ET DES INDIGNES**



THESE DE MASTER RECHERCHE

Yunus TURAN

Directeur de Recherche : Dr. Magali BOUMAZA

DECEMBRE 2022

REMERCIEMENT

Je tiens, dans un premier temps, à remercier et à adresser toute ma reconnaissance à ma directrice de mémoire, Dr. Magali BOUMAZA, pour sa patience, ses conseils et les corrigés qu'elle a fait au cours de rédaction de ce travail. Ses remarques et conseils ont beaucoup ouvert mon esprit critique et ont beaucoup alimenté ma réflexion.

Spécialement un grand merci à Prof. Jan Spurr, l'ancien directeur de mémoire à Université de Paris Cité, qui a suscité mon attention sur le dilemme de l'institution et de l'autonomie au sein de nouveaux mouvements sociaux. Ensuite, je tiens aussi à remercier Dr. Muhammed A. Agcan, professeur de la théorie politique à Université d'Istanbul, qui m'a soutenu dans tous mes projets et qui a beaucoup alimenté ma réflexion.

Je désire aussi remercier mes collègues de Université *Gelişim* et plus particulièrement Onur KAYA qui a beaucoup facilité la rédaction de ce mémoire, car il a pris en charge une bonne partie de mes tâches au travail.

Je tiens également à témoigner toute ma reconnaissance, même si elle ne suffira jamais pour la récompenser, à ma famille qui n'a jamais retenu son soutien.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCEMENT	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES ABREVIATIONS.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES FIGURES	viii
RÉSUMÉ.....	ix
ABSTRACT	xiii
ÖZET.....	xvii
INTRODUCTION.....	1
1. PREMIERE PARTIE : OSCILLER ENTRE L'AUTONOMIE ET L'INSTITUTION : LES DÉTERMINANTS DE L'INSTITUTIONNALISATION ET DE L'AUTONOMIE AU SEIN DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX.....	12
1.1. Les origines du dilemme : les organisations divergentes des mouvements sociaux.....	14
1.2. Les déterminants structurels et internes des organisations de mouvements sociaux.....	20
1.3. Conclusion de la partie	28
2. DEUXIEME PARTIE : L'ETAT FRANCAIS FACE A LA CONSTESTATION POLITIQUE : LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES POLITIQUES EN FRANCE ET LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES	29
2.1. Le contexte politique des Gilets jaunes : les opportunités politiques face à l'Etat fort	30
2.2. La révolte du « petit peuple » : le mouvement des Gilets jaunes.....	46
3. TROISIEME PARTIE : L'ETAT ESPAGNOL FACE A L'INDIGNATION POPULAIRE : LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES POLITIQUES ET LE MOUVEMENT DES INDIGNES	58
3.1. L'impasse du système bipartisan marqué par le néolibéralisme face à la crise économique et politique	59

3.2. L'indignation dans la quête de changement politico-social : Le mouvement des Indignés en Espagne.....	75
4. QUATRIEME PARTIE : COMMENT EXPLIQUER LES TRAJECTOIRES DIVERGENTES MALGRE LA SIMILITUDE AU DEPART ? : LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES CHANGEANTES ET LE CARACTERE UNIQUE DE LA SOCIALISATION MILITANTE	91
4.1. Les déterminants structurels au début du mouvement des Gilets jaunes et des Indignés	93
4.2. La structure des opportunités politiques en changement à l'essor des Gilets jaunes et des Indignés.....	95
4.3. Les expériences différenciées produites par des répertoires similaires : les ronds-points et les assemblées populaires en tant que champs de socialisation militante.....	108
4.3.1. L'expérience issue des ronds-points : le rejet renforcé du rapport représentatif et de l'institutionnalisation.....	110
4.3.2. L'expérience issue des assemblées populaires des Indignés : la collaboration tendue entre les militants de type différents	116
4.4. Conclusion de la partie	123
CONCLUSION.....	125
BIBLIOGRAPHIE.....	131
CV	148

LISTE DES ABREVIATIONS

AdA	: Assemblée des assemblées
AP	: Alliance populaire
CEVIPOF	: Centre de recherches politiques de Science Po
CGT	: Confédération générale du travail
CIS	: Centre d'investigation sociale
CNT	: Confédération nationale du travail
CsM	: Castelló en Moviment (Mouvement social en Espagne)
ENA	: Ecole nationale d'Administration
ERE	: Expediente de Regulacion de Empleo (Expédiant de régulation d'emploi)
Ifop	: Institut français d'opinion publique
IU	: Izquierda Unida (la Gauche unie)
UCD	: Union du centre démocratique
UE	: Union européenne
LFI	: France Insoumise
FN	: Front National
LREM	: La République en Marche
RN	: Rassemblement National
MRP	: Mouvement républicain populaire
PAH	: Plateforme des victimes du crédit hypothécaire
PCF	: Parti communiste français
PIB	: Produit intérieur brut
PP	: Parti Populaire

PSEO	: Parti socialiste ouvrier espagnol
SAT	: Syndicat andalou des travailleurs
SDF	: Sans domiciles fixés
SFIO	: Section française de l'Internationale ouvrière
SIDA	: Syndrome d'immunodéficience acquise
TVA	: Taxe valeurs ajouté



LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 4.1 : LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES POLITIQUES 95

**TABLEAU 4.2 : LES DÉTERMINANTS INTERNES DE L'ORGANISATION DES
MOUVEMENTS EN ESPAGNE ET EN FRANCE 110**

LISTE DES FIGURES

FIGURE 4.1 : LES TROIS GRANDS PROBLEMES SELON LA POPULATION ESPAGNOLE 99



RÉSUMÉ

Ce travail vise à comprendre le changement de rapports aux systèmes politico-institutionnels de nouveaux mouvements sociaux. Dans ce but, il est fondé sur une analyse comparative du mouvement des Gilets jaunes et de celui des Indignés. Comme l'on le constate, depuis les années 1960s les mouvements sociaux prennent de plus en plus leur distance face au système politico-institutionnel. Ainsi, ils construisent des organisations horizontales, déhiérarchisées et décentralisées sans avoir un leader ni de structure plus ou moins institutionnalisée. Ainsi, une contradiction entre les mouvements sociaux dits les anciens et les nouveaux émerge, considérant que les anciens se sont plus ou moins institutionnalisés au cours du temps comme les mouvements populaires et le mouvement ouvrier l'illustrent. A ce sujet, les enjeux de l'institutionnalisation et de l'autonomie sont considérés comme un dilemme concernant les organisations de mouvements sociaux. En toute conformité avec cette tendance autonomiste, l'on affirme que le mouvement des Gilets jaunes et celui des Indignés représentent un bon exemple de ce type de mouvements dits autonomes. Néanmoins nous avons constaté que ces deux mouvements disposent une différenciation développée au cours du temps quant à leurs rapports au système politico-institutionnel auquel ils s'opposent au départ. A partir de ce constat, nous nous posons la question suivante : comment expliquer les trajectoires différenciées du mouvement des Indignés et de celui des Gilets jaunes alors qu'ils présentent au départ des similitudes ?

Pour répondre à cette question, ce travail s'appuie sur la littérature scientifique de mouvements sociaux qui se penche surtout sur les déterminants de leurs structures organisationnelles. Dans ce cadre, nous mobilisons la théorie de la structure des opportunités et celle de la mobilisation de ressources afin de préciser les déterminants structurels. A partir de ces théories, nous considérons l'accès du mouvement au système partisan et au processus de la prise de décision, la capacité des autorités politiques de mettre en place les politiques publiques et la structure des alliances et des conflits comme des déterminants structurels. Puis, nous mobilisons la théorie de processus de cadrage afin de dresser une liste des déterminants internes de l'organisation des mouvements sociaux. A ce titre, nous considérons les profils, les identités politiques, les expériences des militants et les cadrages du mouvement comme des déterminants internes au mouvement. A partir de cette base théorique, nous mettons en contexte ces déterminants pour le mouvement des Gilets jaunes et pour celui des Indignés. Pour ce faire, nous présentons, dans un premier temps, les particularités du contexte politique français. Dans ce cadre, nous démontrons que le

système politique français n'est pas ouvert à l'encontre des mouvements sociaux. Nous précisons que la structure du pouvoir politique est en faveur de l'exécutif grâce au système semi-présidentiel et à la tendance de la démocratie majoritaire. Par conséquent, nous affirmons que la capacité de mettre en place les politiques publiques des autorités politiques est très forte. Puis, nous montrons que le système partisan est bipartite, polarisé sur l'axe de gauche-droite d'une telle manière que le paysage du système partisan est stable depuis les années 60s. Ce faisant, nous montrons les origines de la désaffection politique auprès des Français. De plus, nous expliquons que l'écart entre les élites et le peuple se creuse en parallèle de l'instauration du régime néolibéral, de même que les inégalités augmentent et le sentiment d'injustice auprès du peuple se renforce. De cette manière, nous affirmons que la structure des alliances et des conflits se cristallise autour du clivage entre les élites et le peuple.

D'une même manière, nous mettons en avant que le système politique espagnol partage beaucoup de similarités avec celui français. Dans ce cadre, nous montrons que certaines particularités de la transition démocratique en Espagne jouent un grand rôle sur la structure du pouvoir politique. Par exemple, la position surplombante des élites politiques dans le champ politique marque les particularités de la démocratie espagnole qui est majoritaire et qui fonctionne sur la base d'un système bipartisan depuis des années 80s. Ainsi, l'exécutif espagnol devient prééminent face au législatif et au judiciaire. De plus, nous validons l'hypothèse que malgré la structure étatique décentralisée, le pouvoir du gouvernement central est prééminent sur ceux régionaux comme il est très fort. Ainsi, nous montrons que le système politique espagnol est strictement fermé à l'encontre des mouvements sociaux. En lien avec ce premier constat, nous affirmons aussi que la capacité de mettre en place les politiques publiques des autorités politiques est assez forte. Ensuite, nous montrons que les inégalités augmentent à cause de l'instauration des politiques néolibérales qui creusent de plus en plus l'écart entre les élites et le peuple. D'une manière similaire avec la situation en France, nous affirmons que la structure des alliances et des conflits se façonne autour du clivage entre les élites et le peuple.

A partir de ces deux contextes très similaires, nous présentons les caractéristiques principales du mouvement des Gilets jaunes et des Indignés qui s'inscrivent dans la critique du néolibéralisme ainsi que dans celle de la démocratie représentative. A ce sujet, nous précisons que les militants de ces deux mouvements viennent des classes populaires et moyennes qui rencontrent le risque de déclassement. En revanche, nous constatons une différence légère entre les deux, comme les Gilets jaunes sont plus âgés, peu diplômés et logés dans des zones périphériques ou rurales alors que les Indignés sont plutôt jeunes, diplômés et logés dans des zones urbaines. D'ailleurs, nous montrons que les deux mouvements se sont organisés à travers des réseaux sociaux sans recours aux organisations structurelles qui sont hiérarchiques et bureaucratisées. De même, ils ont développé des cadrages similaires qui mettent l'accent sur l'antiélitisme, les inégalités sociales, économiques et politiques. Par conséquent, nous affirmons que les deux étaient, au départ, des mouvements autonomes quant à leur rapport distancié face au système politico-institutionnel. Ainsi, nous constatons que ces deux mouvements ont recouru aux répertoires très similaires pour militer ces cadrages. Dans ce cadre, les manifestations dans des grands boulevards des grandes villes, les occupations des espaces publics et le cyber activisme représentent les répertoires principaux de ces deux mouvements.

Après avoir bien précisé les similarités entre ces deux mouvements, nous revenons sur la question principale : pourquoi les deux mouvements ont-ils développé des trajectoires différenciées au cours du temps comme les Indignés ont développé des points de convergence avec les agents du système politico-institutionnel alors que les Gilets jaunes sont restés autonomes et qu'ils ont refusé de négocier avec le système politico-institutionnel. Afin de répondre à cette question, nous proposons deux arguments principaux : le changement de la structure des opportunités politiques pendant le mouvement et le caractère unique de la socialisation militante qui cause des expériences militantes différenciées. Pour soutenir ces arguments, nous nous concentrons sur la structure des opportunités politiques en changement au cours du temps dans ces deux contextes. Sur ce point, nous arguons que le système politique espagnol a maintenu les opportunités qui avaient facilité l'émergence du mouvement des Indignés dans les phases suivantes du mouvement. Ainsi, nous mettons en avant que le champ politique en Espagne a disposé des opportunités de taille pour l'introduction des nouvelles forces dans la politique qui suscite les militants du mouvement à s'y engager. Pour soutenir cet argument, nous recourons aux sondages publics qui montrent que les majeurs problèmes économiques et politiques comme le chômage et la corruption ne sont résolus par aucun des partis présents sur le système partisan. Ainsi le peuple espagnol a problématisé ces partis et hommes politiques ineffectifs, ce qui débouche à faire gagner de terrain aux nouveaux partis politiques. Ainsi, nous montrons que l'émergence de Podemos et son succès ont été soutenus par les opportunités politiques. Au contraire de l'exemple espagnol, nous arguons que les opportunités politiques ont fait l'objet d'un changement qui empêche l'introduction des nouvelles forces dans le contexte politique français. Pour développer cet argument, nous expliquons le changement récent du système partisan en France qui a connu l'introduction des nouvelles forces comme La République en Marche (LREM) et le renouvellement de façade des partis comme le Rassemblement national (RN) et La France Insoumise (LFI). A la suite de ce changement, nous mettons en avant que la politique française est prise par une nouvelle polarisation multidimensionnelle entre le centre (LREM), l'extrême droite (RN) et la gauche populiste (LFI). Comme cette polarisation a dominé l'espace politique, les opportunités ont changé au détriment de l'introduction des nouvelles forces politiques dans le système politique et ainsi qu'une motivation suscitant l'institutionnalisation du mouvement des Gilets jaunes n'a pas émergé. En outre, nous montrons que la pandémie de Covid-19 a dominé l'opinion publique en changeant l'ordre du jour et les priorités politiques au détriment des revendications des Gilets jaunes. D'une grande importance, la pandémie a renforcé la capacité répressive de l'Etat français et a ainsi causé l'enfermement la socialisation militante dans des espaces numériques qui ne suffisent guère à maintenir l'organisation du mouvement.

Pour la deuxième partie de notre argumentation, nous nous focalisons sur la socialisation militante au sein de ces deux mouvements. Pour ce faire, privilégions la littérature académique alimentée par les recherches de terrain sur ces deux mouvements. A partir de ces travaux, nous précisons que la socialisation militante ne s'est pas déroulée de la même manière au sein de ces deux mouvements. Les assemblées issues des occupations des espaces publics ont permis aux Indignés de se socialiser avec des militants de types très variés ainsi qu'elles ont favorisé l'émergence des points de convergence entre eux. C'est parce que ces espaces ont été régulés par certaines règles qui favorisent autant que possible l'inclusion sans laisser aucune place pour l'hésitation d'être récupéré par tel ou tel parti ou syndicat. Les militants venant des autres mouvements autonomes ont aidé à institutionnaliser les pratiques

délibératives qui permettent à n'importe quel type de militant de s'exprimer au sein des espaces militants. Ainsi, les Indignés n'ont pas eu besoin d'expulser les militants partisans/syndicaux. Ainsi, ces derniers se sont socialisés avec les non organisés au sein des espaces militants. Par conséquent, les points de convergence entre les deux ont émergé, ce qui a favorisé le changement de trajectoire du mouvement des Indignés en suscitant ses militants à se présenter dans la politique institutionnelle. Au contraire de l'exemple espagnol, nous montrons que les Gilets jaunes ont limité l'échange entre ses militants de type différents comme ceux partisans/syndicaux et les non organisés par le biais des règles internes qui soulignent le caractère « apolitique » du mouvement. Par conséquent, les militants partisans/syndicaux sont soit expulsés des espaces militants, soit forcés à cacher leurs engagements partisans/syndicaux. De cette manière, la socialisation militante s'est passée entre les « Gilets jaunes » qui soulignent le caractère autonome du mouvement, mais non entre les militants de type différent de telle manière qui pourrait renforcer le rapprochement du mouvement dans champ politique institutionnelle. Ainsi, nous montrons que la socialisation militante a produit des résultats divergents au sein de ces deux mouvements.

Les mots clés : gilets jaunes, indignés, mouvements sociaux, autonomie, institutionnalisation

ABSTRACT

This work aims to understand the change in the relationship to the politico-institutional systems of new social movements. To this end, it is based on a comparative analysis of the Yellow Vests movement and that of the Indignados. As we can see, since the 1960s, social movements have increasingly distanced themselves from the institutional politics. Thus, they build horizontal, de-hierarchical and decentralized organizations without having a leader or a more or less institutionalized structure. Consequently, a contradiction between the so-called old and new social movements emerges, considering that the old ones have been more or less institutionalized over time, as the popular movements and the labor movement exemplify. In this regard, the issues of institutionalization and autonomy are seen as a dilemma in terms of social movement organizations. In full conformity with this autonomist tendency, it is asserted that the Yellow Vests movement and that of the Indignados represent good examples of this type of so-called autonomous movement. Nevertheless, we found that these two movements have developed different trajectories over time in terms of their relationship to the political-institutional system to which they oppose at the very beginning. From this fact, we ask ourselves the following question: How to explain the differentiated trajectories of the movement of the Indignados and that of the Yellow Vests although they initially present similarities?

To answer this question, this work is based on the scientific literature of social movements which focuses mainly on the determinants of their organizational structures. In this context, we mobilize the theory of the political opportunity structures and that of the resource mobilization in order to specify the structural determinants of social movement organizations. Based on these theories, we consider the movement's access to the party system and to the decision-making process, the capacity of political authorities to implement public policies and the structure of alliances and conflicts as structural determinants. Then, we mobilize the framing process theory in order to draw up a list of the internal determinants of the social movement organizations. By doing so, the profiles, the political identities, the experiences of the activists and the frames of the movement are considered as the internal determinants of the movement organization. From this theoretical basis, we put these determinants into context on the example of the Yellow Vests movement and that of the Indignados. To do this, we first present the particularities of the French political context. In this context, we demonstrate that the French political system is not open to social movements. We specify that the structure of political power is in favor of the executive thanks to the

semi-presidential system and the majoritarian democratic tendency. Therefore, we affirm that the capacity to implement the public policies of the political authorities is very strong. Then, we show that the party system is bipartisan, polarized on the left-right axis in such a way that the landscape of the party system has been stable since the 1960s. By doing so, we explain the origins of political disaffection among the French population. In addition, we explain that the gap between the elites and the people is widening in parallel with the establishment of the neoliberal regime, because the inequalities are increasing and the feeling of injustice among the people is growing. That is why, we affirm that the structure of alliances and conflicts crystallizes around the cleavage between the elites and the people.

In the similar way, we highlight that the Spanish political system has many similarities with the French one. Within this framework, we show that certain particularities of the democratic transition in Spain play a major role in the structure of political power. For example, the dominant position of the political elites in the political field determines the peculiarities of Spanish democracy, which is majoritarian and operating on the basis of a bipartisan system since the 1980s. Thus, the Spanish executive becomes preeminent over the legislature and the judiciary. Moreover, we validate the hypothesis that despite the decentralized state structure, the power of the central government is preeminent over the regional ones as it is well-equipped in terms of the authorization. On this basis, we confirm that the Spanish political system is strictly closed against social movements. In connection with this first observation, we also affirm that the capacity to implement public policies of political authorities is quite strong. Then, we show that inequalities are increasing because of the establishment of neoliberal policies which are widening the gap between the elites and the people. Similar to the French case, we argue that the structure of alliances and conflicts is shaped around the cleavage between elites and people.

From these very similar contexts, we present the main characteristics of the Yellow Vests and the Indignados movement, which are part of the criticism of neoliberalism as well as that of representative democracy. On this subject, we specify that the militants of these two movements come from the popular and middle classes who encounter the risk of shrinking. On the other hand, we note a slight difference between the two, as the Yellow Vests are older, less qualified and based in rural areas while the Indignados are rather young, qualified, and based in urban areas. Moreover, we show that the two movements organized themselves through social networks without recourse to structural organizations which are hierarchical and bureaucratized. Likewise, they have developed similar frames that emphasize anti-elitism, social, economic and political inequalities. Therefore, we argue that both are, initially, autonomous movements in terms of their distanced relationship to the politico-institutional system. Thus, we find that these two movements have put in place very similar repertoires to advocate for these framings. Within this context, demonstrations in the large cities, occupations of public spaces and cyber activism constitute the main repertoires of these two movements.

After clearly specifying the similarities between these two movements, we come back to the main question: why the two movements have developed different trajectories over time, as one has developed points of convergence with institutional political agents while the other remained fully autonomous and refused to negotiate with the institutional political system. In order to answer this question, we construct two main arguments: The change in the political opportunity structures during the

movement and the uniqueness of militant socialization which causes differentiated militant experiences. To support these arguments, we focus on the changing political opportunity structure over time in these two contexts. At this point, we argue that the Spanish political system maintained the opportunities that had allowed the emergence of the Indignados movement even in the next phases of the movement. Thus, we highlight that the political field in Spain has had great opportunities for the introduction of new forces in politics by encouraging activists of the movement to engage in it. To support this argument, we resort to public polls which show that major economic and political problems such as unemployment and corruption are not solved by any of the parties present in the party system. Thus, the Spanish people have problematized these ineffective parties and politicians, which leads to the new political parties gaining ground. Thus, we show that the emergence of Podemos and its success were supported by these political opportunities. Contrary to the Spanish example, we argue that the political opportunities have undergone a change that prevents the introduction of new forces into the French political context. To develop this argument, we explain the recent change in the partisan system in France which has seen the introduction of new forces like *La République en Marche* (LREM) and the renewal of political images of parties like *Le Rassemblement national* (RN) and *La France Insoumise* (LFI). Following this change, we argue that French politics is dominated by a new multidimensional polarization between the center (LREM), the far right (RN) and the populist left (LFI). As this polarization dominated the political landscape, the opportunities changed at the expense of the introduction of new political forces into the political system and thus motivation for the institutionalization of the Yellow Vests movement did not emerge. Furthermore, we show that the Covid-19 pandemic has dominated public opinion by changing the political agenda and priorities to the detriment of the demands of the Yellow Vests. More importantly, the pandemic has reinforced the repressive capacity of the French state and has thus caused the confinement of militant socialization in digital spaces which are hardly sufficient to maintain the organization of the movement.

For the second part of our argument, we focus on militant socialization within these two movements. To do this, we favor academic literature fed by field research on these two movements. From these works, we specify that militant socialization did not happen in the same way within these two movements. The assemblies emerging from the occupations of public spaces allowed the Indignados to socialize with militants of very varied types as well as they favored the emergence of convergence between them. This is because these spaces have been regulated by certain rules that promote as much inclusion as possible without leaving any room for hesitation to be co-opted or captured by any political party or labor union. Activists from other autonomous movements have helped institutionalize deliberative practices that allow any type of activist to express themselves within the activist spaces. Thus, the Indignados did not need to expel the partisan/unionist activists, on the contrary the latter socialized with the unorganized militants. Consequently, the convergences between the two types of activists emerged, which favored the change of trajectory of the Indignados movement by creating the incentives for the militants to present themselves in institutional politics. In contrast with the Spanish example, we show that the Vests limited the exchange between its different types of militants such as those partisans/unionists and the unorganized ones through internal rules which underline the “apolitical” character of the movement. Consequently, partisan/unionist activists are gradually expelled from militant spaces or they are forced to hide their partisan/unionist involvements. In this way, militant solidarity has developed between

the "yellow vests", underlining the autonomy of movement, but not between the different types of militants in such a way that could strengthen the rapprochement of the movement to the institutional political field. On this basis, we argue that the Yellow Vest movement has maintained its autonomous organizational form.

Keywords: yellow vests, indignados, autonomy, social movements, institutionalization



ÖZET

Bu çalışma, yeni toplumsal hareketlerin siyasal-kurumsal sistemlerle ilişkisindeki değişimi anlamayı amaçlamaktadır. Bu amaç doğrultusunda çalışma, Sarı Yelekliler ve Öfkeliiler Hareketlerinin karşılaştırmalı analizine dayanmaktadır. Bilindiği üzere, 1960'lardan bu yana toplumsal hareketler siyasal-kurumsal sistemle arasına giderek daha fazla mesafe koyarak otonom hale gelmiştir. Böylece bir lidere veya az çok kurumsallaşmış bir yapıya sahip olmadan yatay, hiyerarşik olmayan ve merkezi olmayan örgütler geliştirmişlerdir. Bu durum, geçmişte halk hareketleri ve işçi hareketinin örneklediği gibi “eski” toplumsal hareketlerin zaman içinde az çok kurumsallaştığı göz önüne alınırsa, eski ve yeni toplumsal hareketler arasında bir çelişkiye işaret etmektedir. Bu çelişki akademik literatürde toplumsal hareket örgütleri açısından kurumsallaşma ve otonomi ikilemi olarak değerlendirilmektedir. Bu ön bilgiye dayanarak, Sarı Yelekliler ve Öfkeliiler Hareketlerinin geliştirdikleri örgütsel yapı ve kurumsal siyasal sistemle olan ilişkileri göz önüne alındığında, bu iki hareketin otonom hareketlere iyi birer örnek teşkil ettiği tespit edilmektedir. Bununla birlikte, bu iki hareketin, başlangıçta karşı çıktıkları siyasal-kurumsal sistemle ilişkileri açısından zaman içinde farklılaştıkları da gözlenmiştir. Sarı Yelekliler kurumsal siyasal sistemle ilişki geliştirmez iken Öfkeliiler kurumsal siyaset ile çeşitli işbirlikleri geliştirmiştir. Bu gözlemden yola çıkarak bu araştırmanın sorusu şu şekilde ifade edilmiştir: Öfkeliiler ve Sarı Yelekliler hareketinin başlangıçta benzerlikler göstermelerine rağmen siyasal kurumsal sistem ile olan ilişkilerindeki farklılaşma nasıl açıklanabilir?

Çalışma, bu soruyu cevaplamak için esas olarak toplumsal hareketlerin örgütsel yapılarının belirleyicilerine odaklanan bilimsel literatüre yaslanmaktadır. Bu bağlamda, örgütsel yapıların yapısal belirleyicilerini tespit etmek için fırsatların yapısı ve kaynak mobilizasyonu teorisine başvurulmuştur. Bu teorilere dayanarak, hareketin parti sistemine ve karar alma sürecine erişimi, siyasi otoritelerin kamu politikaları uygulama kapasiteleri ve ittifakların ve çatışmaların yapısı yapısal belirleyiciler olarak değerlendirilmiştir. Ardından, toplumsal hareketlerin örgütlenmesinin içsel belirleyicilerinin bir listesini çıkarmak için çerçeveleme süreci teorisine müracaat edilmiştir. Bu itibarla, aktivistlerin profilleri, siyasi kimlikleri, militan deneyimleri ve hareketin geliştirdiği çerçeveler hareketin organizasyonel yapısının içsel belirleyicileri olarak değerlendirilmiştir. Bu teorik temelden yola çıkarak, bu belirleyiciler Sarı Yelekliler ve Öfkeliiler hareketleri özelinde bağlamsallaştırılmıştır. Bu çerçevede, öncelikle Fransız siyasi bağlamının özelliklerini sunulmuş ve Fransız siyasi sisteminin toplumsal hareketler karşısında açık olmadığı tespit edilmiştir. Bu durumun, yarı

başkanlık sisteminin getirdiği özellikler, çoğunlukçu demokrasi eğilimi ve yürütmenin diğer erkler üzerindeki hakimiyeti gibi nedenlerden kaynaklandığı ifade edilmiştir. Bu nedenle, siyasi otoritelerin kamu politikalarını uygulama kapasitesinin çok güçlü olduğunu tespit edilmiştir. Ardından, parti sisteminin 1960'lardan bu yana istikrarlı bir görünüm sergileyecek şekilde sağ-sol ekseninde kutuplaştığını ve iki partili olduğunu gösterilmiştir. Böylelikle, Fransız toplumunda giderek artan siyasi hoşnutsuzluğun kökenleri açıklığa kavuşturulmuştur. Ayrıca neoliberal rejimin kurulmasına paralel olarak elitlerle halk arasındaki uçurumun genişlediği, eşitsizliklerin arttığı ve halk arasında adaletsizlik duygusunun arttığı vurgulanmıştır. Bu temelden hareketle, siyasal sistemdeki ittifak ve çatışma yapısının seçkinler ve halk arasındaki bölünme etrafında belirginleştiğini gösterilmiştir.

Daha sonra, İspanyol siyasi sisteminin Fransız sistemiyle pek çok benzerliği olduğunu altını çizilmiştir. Bu çerçevede, İspanya'daki demokratik geçişin belirli özelliklerinin siyasi gücün yapısında önemli bir rol oynadığını gösterilmiştir. Örneğin, siyasi elitlerin siyasal alandaki baskın pozisyonu, 1980'lerden beri varlığını sürdüren iki partili sistem ve bu temelde işleyen çoğunlukçu demokratik sistem 1978 yılında gerçekleştirilen demokratik geçişin bir sonucu olarak tanıtılmaktadır. Bu özellikler temelinde, yürütmenin yasama ve yargı erkleri üzerinde üstünlük kurduğu gösterilmiştir. Ayrıca, adem-i merkeziyetçi devlet yapısına rağmen, merkezi hükümetin gücünü koruduğu ve bölgesel hükümetler üzerinde üstünlük kurabildiği de vurgulanmıştır. Bütün bu siyasal özellikler nedeniyle, İspanyol siyasi sisteminin toplumsal hareketler karşısında kapalı olduğunu olduğu tespit edilmiştir. Bu ilk gözlemle bağlantılı olarak, siyasi otoritelerin kamu politikası uygulama kapasitelerinin oldukça güçlü olduğunu da belirtilmiştir. Ardından, seçkinler ve halk arasındaki uçurumu genişleten neoliberal politikaların yerleşmesi nedeniyle eşitsizliklerin arttığı gösterilmiştir. Böylelikle, Fransa'daki duruma benzer şekilde, siyasal sistemdeki ittifak ve çatışma yapısının seçkinler ve halk arasındaki bölünme etrafında şekillendiği vurgulanmıştır.

Bu çok benzer iki siyasal bağlamdan hareketle, çalışmanın ilerleyen bölümünde, temsili demokrasi kadar neoliberalizmin de eleştirisini yapan Sarı Yelekliler ve Indignados Hareketlerinin temel özellikleri sunulmuştur. Bu çerçevede, bu iki hareketin militanlarının, sınıf düşme riskiyle karşı karşıya kalan alt ve orta sınıflardan oluştuğu gösterilmiştir. Öte yandan, eylemcilerin profilleri sunulurken Sarı Yeleklilerin daha yaşlı, daha az vasıflı ve kent çeperindeki ya da kırsal nüfusu temsil ettiği; Öfkeliilerin ise oldukça genç, nitelikli ve kentsel bir nüfusu temsil ettiği vurgulanmıştır. Bu küçük farklılaşmaya rağmen, iki hareketin hiyerarşik ve bürokratikleşmiş kurumsal örgütlenmelere başvurmada kendilerini sosyal ağlar aracılığıyla örgütlediklerini gösterilmiştir. Ayrıca, bu iki hareketin, elitizm karşıtlığını, sosyal, ekonomik ve siyasi eşitsizlikleri vurgulayan benzer çerçeveler geliştirdikleri de gösterilmiştir. Bu itibarla, her ikisinin de başlangıçta, politik-kurumsal sistemle olan mesafeli ilişkileri açısından özerk hareketler olduğu doğrulanmıştır. Dolayısıyla, bu iki hareketin geliştirdikleri çerçeveleri savunmak için de çok benzer repertuarlara başvurduğunu gösterilmiştir. Bu bağlamda büyük şehirlerin ana bulvarlarındaki gösteriler ve yürüyüşler, kamusal alanların işgali ve siber aktivizm bu iki hareketin ana eylem repertuarını oluşturmaktadır.

Bütün bu benzerliklere rağmen, Öfkeliiler hareketi kurumsal siyasi sistemdeki aktörlerle ilişkiler geliştirirken Sarı Yeleklilerin siyasal kurumsal sistemle arasındaki mesafeyi koruyarak otonom kaldığını gözlemlenmiştir. Bu farklılıktan hareketle araştırma sorusu tekrar hatırlanabilir: Bu kadar benzerliğe rağmen bu iki hareket

zaman içinde neden farklı yörüngeler geliştirdi? Bu soruyu cevaplamak için bu çalışma kapsamında iki temel argüman ileri sürülmüştür: Hareket sırasında siyasi fırsatların yapısında yaşanan değişiklikler ve farklı militan deneyimleri üreten militan sosyalleşmenin biricikliği. Bu argümanları desteklemek için, öncelikle bu iki siyasi bağlamda zaman içinde değişen siyasi fırsatların yapısına odaklanılmıştır. Bu açıdan, İspanyol siyasi sisteminin, Öfkeli Hareketi'nin ortaya çıkmasına izin veren fırsatları hareketin ilerleyen safhalarında da koruduğu öne sürülmüştür. Bu nedenle, İspanya'daki siyasi alanın, yeni siyasi güçlerin ortaya çıkması için hareketin aktivistlerini siyasete katılmaya teşvik edecek büyük fırsatlara sahip olduğunun altını çizilmiştir. Bu argümanı gerekçelendirmek için, İspanyol halkının ülkenin önemli sorunlarına dair gündemini ortaya koyan kamuoyu araştırmalarına başvurulmuştur. Böylece işsizlik ve yolsuzluk gibi büyük ekonomik ve siyasi sorunların İspanyol toplumunda uzun süre en önemli sorunlar olarak düşünüldüğü ve mevcut siyasi partiler tarafından uzun bir süre çözülmediğini için de mevcut siyasi partilerin ve siyasetçilerin toplum nezdinde imajının zayıfladığı ve hatta bir sorun olarak düşünüldüğü gösterilmiştir. Bu sorunsallaştırmanın ise yeni siyasi partilerin zemin kazanmasına yol açtığı öne sürülmüştür. Böylece Podemos'un ortaya çıkışının ve başarısının siyasi fırsatlarla desteklendiğini gösterilmiştir. İspanya örneğinin aksine, Fransız siyasi bağlamının yeni siyasi aktörlerin siyasal alana girmesini engelleyen bir değişim geçirdiği savunulmuştur. Bu kapsamda, La République en Marche (LREM) gibi yeni güçlerin devreye girmesi ve de La Rassemblement national (LRN) ve La France Insoumise (LFI) gibi partilerin imajlarını yenilemesi neticesinde Fransız siyasi parti sisteminde ortaya çıkan değişiklikler tanıtılmıştır. Bu değişimin ardından, Fransız siyasetinin merkez (LREM), aşırı sağ (LRN) ve popülist sol (LFI) arasında yeni bir çok boyutlu kutuplaşma tarafından domine edildiği öne sürülmüştür. Bu kutuplaşmanın siyasal alana hakimiyet kurarak yeni siyasi aktörlerin sahip olduğu fırsatları kısıtladığı ve bu nedenle Sarı Yelekliler hareketinin kurumsallaşması yönünde gelişebilecek herhangi bir motivasyonun sınırlandırılmış olduğu iddia edilmiştir. Ayrıca, Covid-19 salgınının siyasi gündemi ve sosyal, ekonomik ve siyasi öncelikleri Sarı Yeleklilerin talepleri aleyhine değiştirerek kamuoyuna hakim olduğu öne sürülmüştür. Daha da önemlisi, pandemi döneminde güç kazanan kamu politikasının, Fransız devletinin baskı kapasitesini güçlendirdiğini ve böylece militan toplumsallaşmanın, hareketin örgütlenmesini sürdürmek için pek de yeterli olmayan dijital alanlara hapsolmasına neden olduğu gösterilmiştir.

Çalışmanın geliştirdiği argümanın ikinci kısmı için, militanlar arasındaki sosyalleşme süreçlerine odaklanılmıştır. Bu kapsamda, bu iki hareket üzerine gerçekleştirilen alan araştırmalarını öncelikli kaynaklar olarak değerlendirilmiş ve militanların hareket içerisinde nasıl sosyalleştiği ve bu sosyalleşmenin niteliği analiz edilmiştir. Saha araştırmasına dayanan ilgili literatürün sağladığı bilgilerden hareketle, eylemciler arasında gelişen sosyallığın bu iki hareket için aynı şekilde gelişmediği savunulmuştur. Kamusal alanların işgali neticesinde ortaya çıkan halk meclisleri temelinde Öfkeli Hareketinin, çok çeşitli arka plana sahip eylemcinin bir arada sosyalleşmesine izin verdiği gibi, aralarında yakınlaşma noktalarının da ortaya çıkmasını desteklediğini gösterilmiştir. Bu durum, eylem alanlarının, hareketin siyasal partili ya da sendikalı katılımcıları tarafından ele geçirileceğine dair herhangi bir tereddüte yer bırakmadan, mümkün olduğunca fazla kapsayıcılığı teşvik eden belirli kurallarla düzenlenmiş olmasından kaynaklanmaktadır. Diğer özerk hareketlerden gelen eylemcilerin, örgütlü ve örgütsüz eylemcilerin harekete ait sosyalleşme alanlarında kendilerini ifade etmesine izin veren müzakereci pratiklerin kurumsallaşmasına yardımcı olduğu gösterilmiştir. Böylece, Öfkeli Hareketi'nin

çeşitli siyasi partiler ya da sendikalar düzeyinde örgütlenmiş katılımcılarını dışlamak zorunda kalmadığını, aksine her türden örgütlü eylemcinin ve örgütsüz eylemciler ile sosyalleşmesine imkan tanıdığı kanıtlanmıştır. Sonuç olarak, örgütlü ve örgütsüz eylemciler arasında hareketin siyasal kurumsal sistemle ilişki geliştirmesine ön ayak olacak ve böylece hareketin yörüngesini etkileyecek ortaklıkların kurulduğunu gösterilmiştir. İspanya örneğinin aksine, Sarı Yeleklilerin partili ve sendikalı eylemciler ve de örgütsüz eylemciler arasındaki sosyalleşme imkanlarını hareketin “apolitik” karakterinin altını çizen iç kurallar aracılığıyla sınırladığını gözlenmiştir. Bunun neticesinde, sendikalı ve partili eylemciler kademeli olarak eylem alanlarından ya dışlanmışlar ya da sendika ve siyasi parti kimliklerini gizlemek zorunda kalmışlardır. Bu şekilde, eylemciler arası sosyalleşme hareketin kurumsal siyasi alana yaklaşmasını sağlayacak ortaklıkları geliştirecek şekilde değil de siyasal sistemle mesafenin korunması temelinde inşa edilmiş "sarı yelekli" kimliğini güçlendirecek şekilde gerçekleşmiştir. Bu temelden hareketle, çalışma kapsamında hareket içi sosyalleşme dinamiklerinin bu iki hareketin siyasal-kurumsal sistemle geliştirdiği ilişkinin yönünü zaman içerisinde geliştirdiği savlanmıştır.

Anahtar Kelimeler: sarı yelekliler, öfkeli, otonomi, toplumsal hareketler, kurumsallaşma

INTRODUCTION

Ce travail vise à comprendre les déterminants de la différenciation des trajectoires de nouveaux mouvements sociaux en termes du dilemme de l'institution et de l'autonomie. A ce but, il étudie le mouvement des Gilets jaunes et celui des Indignés d'une manière comparative. On sait que jusqu'à aujourd'hui les mouvements sociaux se sont institutionnalisés sous des formes très diverses. Pour prendre un exemple, au cours de l'émergence de la modernité, la souveraineté des monarques est contestée par les peuples (Noiriel, 2018; Tilly, 1986). A la suite, les mouvements populaires se sont institutionnalisés comme des partis politiques en parallèle de l'établissement des régimes démocratiques afin de représenter les intérêts du peuple (Offerlé, 2012, 2015). Puis, le mouvement ouvrier a émergé en parallèle du développement du capitalisme et s'est institutionnalisé sous la forme de syndicats et de nouveaux partis politiques tout au long du XIXème siècle (Cordillot, 2014; Robert, 2014). Plus récemment, depuis 1968, nous avons assisté à une transformation profonde dans des formes et des revendications des mouvements sociaux. Selon cette transformation, les mouvements sociaux dits nouveaux se sont focalisés sur l'émancipation des individus alors que les anciens mouvements sociaux étaient plutôt centrés sur l'émancipation des ouvriers ou sur l'établissement de la souveraineté du peuple (Frère & Gardin, 2017). A ce titre, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, l'environnement, les droits des homosexuels et des autres minorités sont devenus des questions prises en charge par les nouveaux mouvements sociaux. Néanmoins, cette transformation n'est pas limitée aux thèmes des mobilisations, mais a aussi entraîné des conséquences sur les organisations de mouvements sociaux. Alors que les anciens mouvements sociaux développaient des structures organisationnelles plus formelles et centralisées comme les partis politiques et les groupes d'intérêt divers, les nouveaux

mouvements sociaux restent plus autonomes en construisant des structures organisationnelles plus décentralisées, horizontales et informelles (Offe, 1985; Touraine et al., 1984). Nous constatons ce phénomène au sein du mouvement des Gilets jaunes et celui des Indignés, comme les deux se sont organisés à travers les réseaux sociaux sans construire des structures institutionnelles.

En outre, l'on constate, depuis des décennies, que les mouvements sociaux prennent des formes autonomes en refusant de collaborer avec les corps intermédiaires politiques comme les partis politiques et les syndicats. De plus, ils refusent même de s'intégrer dans le système d'intermédiation des intérêts politiques en gardant leur distance à l'encontre du système politico-institutionnel. Ainsi, le refus des organisations hiérarchiques et l'autonomie deviennent des cadrages maîtres des nouveaux mouvements sociaux, comme le constate à la fois auprès des Gilets jaunes et des Indignés. Dans cette perspective, un contraste émerge entre les mouvements autonomes et ceux anciens. Il s'agit du dilemme de l'institution et de l'autonomie au sein de nouveaux mouvements sociaux, qui indique que l'institutionnalisation du mouvement lui apporte à la fois des avantages et des désinconvénients. D'un côté, le mouvement peut devenir durable à travers l'institutionnalisation mais subit le coût de la bureaucratisation et connaît un processus d'oligarchisation (Böhm et al., 2010; Holloway, 2002; Katsiaficas, 2006; Lefebvre, 2019; Moura de Oliveira & Dowbor, 2020; Tüfekçi, 2017). D'ailleurs, les travaux récents ont montré que malgré cette apparence dichotomique, certains mouvements attestent aussi d'une hybridation entre ces deux formes d'organisation des mouvements sociaux en mêlant au cours du temps les caractéristiques organisationnelles propres aux mouvements autonomes et à ceux des anciens (López, 2016a; Minkoff, 2002; Rich, 2019; Roca & Diaz-Parra, 2017). Cela indique un changement de trajectoire du mouvement, puisque de cette manière, il bascule d'une position à une autre en vue du dilemme de l'institution et de l'autonomie au cours du temps, ce qu'on a observé sur le mouvement des Indignés, même si c'était d'une manière limitée. Nous pensons que les déterminants de ce basculement méritent plus d'attention afin de mieux comprendre les enjeux du dilemme de l'institution et de l'autonomie au sein des nouveaux mouvements sociaux.

Notons que ce dilemme est une question d'organisation des mouvements sociaux. A ce sujet, on le sait, le contexte politique (les opportunités politiques) et les

ressources mobilisées sont considérés comme des déterminants structurels de l'organisation des mouvements sociaux (Kriesi et al., 1992; Rucht, 1996; Tarrow, 1996). De plus, les cadrages produits et les répertoires mis en pratique au cours de la mobilisation et les profils, les expériences et les visions du monde des manifestants sont considérés comme des déterminants internes de l'organisation des mouvements sociaux (Benford & Snow, 2000; Piven & Cloward, 1978). Du fait de ces nombreux facteurs, la question de savoir de quoi découle cette différenciation entre les structures organisationnelles des nouveaux mouvement sociaux a une nature qui nous force à étudier ce sujet d'une manière comparative puisqu'on a besoin de constater les impacts entraînés par ces facteurs dans des contextes différents afin d'avoir une meilleure compréhension.

Partant de là, ce travail vise à examiner, d'une manière comparative, le mouvement des Gilets jaunes en France et celui des Indignés en Espagne. Dès lors, pour détailler et ainsi construire notre problématique, il faut noter que ces deux mouvements ont émergé dans des contextes politiques majoritairement similaires - deux pays démocratiques et membres de l'Union européenne¹- qui sont dominés par le néolibéralisme dans lesquels un sentiment d'injustice sociale, économique et politique est né. A ce point, précisons que même si l'Espagne est un pays décentralisé au contraire de la France, l'exécutif fort est l'une des particularités à la fois de la France et de l'Espagne ². De plus nous constatons aussi que les systèmes politiques de ces deux pays ne sont pas très ouverts à l'encontre des mouvements sociaux et de ce fait les deux pays ont l'habitude de négliger les demandes faites par la base (Colomer, 2020; Fishman, 2012; Giugni & Passy, 1993; Hopkin, 2006; Kriesi et al., 1992). Autrement dit, les deux contextes révèlent un clivage entre les élites et les peuples. Par conséquent, en suivant l'approche de Sidney Tarrow (2011, 1996), la structure des alliances et des conflits dans le système politique pour ces deux mouvements se façonne en parallèle de ce clivage. De ce point de vue, les contextes espagnol et français sont assez similaires.

¹ Même si l'Espagne est devenue le membre de l'Union très tard par rapport à la France, les institutions et leur fonctionnement sont régulés conformément aux exigences de l'Union. Ce fait révèle qu'il y a un certain niveau de similarité entre ces deux pays.

² A titre illustratif, l'échec de tentative de referendum en 2017 pour l'indépendance de la Catalogne a très bien exemplifié que l'Etat central maintient sa prépondérance héritée de la dictature franquiste en face des régions autonomes qui ont été fondées à la suite de la transition démocratique en 1978.

Quant aux cadrages et buts de ces deux mouvements, il faut garder en tête que ces deux mouvements font partie de la même famille de nouveaux mouvements sociaux en s'inscrivant dans la critique du néolibéralisme et de la démocratie représentative (Canet, 2012; Gerbaudo, 2017; Jellab, 2019; Romanos, 2011, p. 9). C'est pourquoi, au niveau des revendications et des buts, ces deux mouvements se positionnent aux mêmes rangs et se composent des classes moyennes et populaires qui demandent la justice économique, sociale et politique et de même une démocratie plus horizontale, directe, ainsi que participative (Bedock et al., 2020; Canet, 2012; Jellab, 2019; Le Bart, 2020; Romanos, 2011; Romanos et al., 2022; Tomès, 2019, p. 226). Ainsi, les profils des militants de ces deux mouvements ont plusieurs points communs : au regard de leurs problèmes économiques, sociaux et politiques, mais aussi de leurs revendications comme la justice économique, la démocratie horizontale et participative. Par conséquent, ces deux mouvements ont développé des cadrages très similaires. Ils ont donc mis en cause l'écart économique creusé entre les élites politiques et économiques et le peuple dans les pays respectifs. A ce titre, ils ont demandé une redistribution plus juste et égale de la richesse nationale. De même, ils ont questionné l'écart politique entre les élites et peuple en demandant une démocratie horizontale et participative.

Toutes ces demandes évoquées ci-dessus ont été portées à l'attention publique à travers des répertoires très similaires comme les occupations des espaces publics, les assemblées publiques, le cyber-militantisme, les manifestations dans les grands boulevards des villes capitales au sein de ces deux mouvements. Par exemple, les Indignés ont occupé la place *Puerto del Sol* à Madrid et ont diffusé cette pratique dans d'autres places principales alors que les Gilets jaunes sont majoritairement restés dans des zones périurbaines voire rurales pour établir des assemblées en occupant les ronds-points qui lient les territoires de l'Hexagone (Bendali et al., 2019; Jeanpierre, 2019; Nez, 2012, 2017). De plus, les militants de ces deux mouvements se sont organisés à travers les réseaux sociaux sans recours aux organisations structurelles hiérarchiques et plus ou moins institutionnalisées (Anduiza et al., 2014; Le Bart, 2020). Les deux mouvements ont d'abord construit des structures organisationnelles très similaires conformément à la revendication de la démocratie horizontale. De ce point de vue, nous pouvons classer les deux mouvements comme le type de base (*grassroot*) qui se structure d'une manière horizontale, décentralisée sans hiérarchie ni leader et pas

de structure institutionnelle (Rucht, 1996). Dès lors, pour une durée déterminée, les places principales de l'Espagne ont vu s'organiser des assemblées populaires où les manifestants discutaient des problèmes et des solutions éventuels pour leurs problèmes variant de l'économie à la politique (Nez, 2012, 2017). De même, les ronds-points de la France sont devenus des espaces de convivialité qui vivaient au rythme des assemblées publiques où les militants éprouvaient des nouvelles formes de la politique (Bendali et al., 2019; Challier, 2019; Jeanpierre, 2019).

Malgré autant de similarités, ces deux mouvements se sont différenciés quant à leurs rapports au système politico-institutionnel. Les Gilets jaunes ont obstinément refusé toutes sortes d'engagements militants syndicaux et partisans au sein des espaces militants du mouvement à cause de la peur d'être récupéré par le système politico-institutionnel, alors que les Indignés ont construit une structure dite hybride en recueillant ouvertement les militants syndicaux, partisans en plus ceux venant des luttes urbaines diverses qui développaient des collaborations avec les militants non-organisés du mouvement (Bendali et al., 2019; Canet, 2012; Flesher Fominaya, 2015; Le Bart, 2020). De cette manière, les Indignés ont préparé le terrain pour la naissance d'un parti politique qui nous permet de faire le constat qu'une extension du mouvement est entrée dans le champ politique institutionnel. De leur côté, les Gilets jaunes ont choisi de rester autonomes en refusant toute sorte de proposition de se présenter dans le champ politique institutionnel. Même s'il y a beaucoup de travaux qui expliquent les causes, l'organisation et les conséquences de ces deux mouvements, il n'y a pas assez d'études qui s'intéressent aux causes de la différenciation de leurs trajectoires malgré autant de similarité entre ces deux mouvements.

En nous appuyant sur cette base, encore plus spécifiquement nous nous posons la question suivante : comment expliquer les trajectoires différenciées du mouvement des Indignés et de celui des Gilets jaunes alors qu'ils présentent au départ des similitudes ? A partir de cette question de recherche, nous tentons de définir les causes qui poussent les mouvements vers différentes directions. Pour atteindre cet objectif, ce travail consiste en une étude comparative en considérant la trajectoire de ces deux mouvements comme la variable dépendante et le contexte politique et les répertoires, les identités, les expériences des manifestants comme les variables indépendantes. De cette manière, nous construisons un modèle de recherche intitulé « le plus différent »

afin d'expliquer la différenciation des trajectoires de ces deux mouvements (Della Porta, 2002).

Ce travail s'appuie sur la littérature existante sur le mouvement de Gilets jaunes et des Indignés. Dans ce cadre, les articles scientifiques, les blogs, les actualités de l'époque et les sondages d'opinion publique de la période entre 2000-2016 pour le contexte espagnol et 2007-2021 pour le contexte français³, seront nos sources principales. De surcroît, les recherches de terrain publiées sur ces deux mouvements seront des sources privilégiées afin d'alimenter les arguments avec les données à la fois empiriques et qualitatives. Par ailleurs, le temps limité et les opportunités restreintes actuelles ne nous permettent malheureusement pas d'effectuer une recherche de terrain dans ces deux pays. C'est pourquoi, nous tenterons de prioriser autant que possible les données des autres recherches du terrain lié à notre question de recherche.

Ce faisant, nous arguons que les déterminants de l'organisation des mouvements sociaux ont joué des rôles différents dans ces deux contextes. Ainsi, dans un premier temps, nous affirmons, à propos des déterminants structurels, que le système de partis politiques, malgré sa similarité dans ces deux pays⁴, a entraîné des impacts différents sur ces deux mouvements au cours du temps. En France, depuis 2017, la polarisation entre le centre et l'extrême droite a créé une atmosphère défavorable pour l'émergence des nouvelles forces politiques dans le système politico-institutionnel. En d'autres termes, le clivage politique qui a émergé dans les années 1990s entre le centre, la gauche et l'extrême droite (notamment dans les scrutins à la proportionnelle (élections régionales) est réapparu de manière plus nette dans la politique française à partir des élections présidentielles en 2017. De cette manière, le comportement électoral est devenu de plus en plus stratégique tout en limitant la marge de manœuvre politique pour les nouveaux partis politiques. En revanche, le champ politique en Espagne a

³ Ce faisant, nous visons à couvrir à la fois le temps qui précède à ces deux mouvements afin d'expliquer leurs causes et contextes et qui leur succède afin de rendre compte la différenciation produite au cours du temps.

⁴ Même si le système de partis en France est multipartite, du moins en apparence, le système électoral majoritaire pousse les Français à la logique du vote stratégique en renforçant le clivage de gauche-droite. De cette manière, le système politique est dominé par le clivage gauche-droite jusque récemment. En Espagne nous constatons une situation similaire comme il y a un système bipartite à cause du système électoral. Néanmoins, notons que depuis 2017, ce clivage se métamorphose en faveur de celui centre-extrême droite en France.

connu des changements politiques bouleversant le système partisan. Les Indignés étaient le résultat de l'effondrement de la confiance dans le système de partis politiques qui était bipartite depuis longtemps. Les Indignés ont marqué la fin du système bipartite en favorisant une atmosphère politique convenable pour l'émergence de nouveaux partis politiques. Pour le dire autrement, les anciens clivages politiques sont devenus de plus en plus inefficaces sur le comportement électoral des Espagnols. Dans ces conditions, les opportunités politiques pour influencer le système politique ont changé en Espagne en faveur de la politique institutionnelle. De plus, nous affirmons que ces opportunités favorables à l'institutionnalisation se renforcent par le processus de socialisation politique au sein du mouvement des Indignés qui permet le rapprochement entre les militants non-organisés et ceux partisans/syndicaux.

Enfin, nous mettons l'accent sur les conditions spécifiques créées par la pandémie qui a interrompu le mouvement des Gilets jaunes en renforçant la capacité répressive de l'Etat. Dans ce cadre, nous arguons que l'établissement de nouvelles règles comme le confinement, l'interdiction de rassemblement, les couvre-feux ont indéniablement réduit la capacité des Gilets jaunes à maintenir le mouvement. Dans de telles conditions, l'organisation du mouvement ne peut trouver le point d'ancrage que dans les espaces numériques. C'est pourquoi, la structuration de l'organisation du mouvement d'une manière encore plus solide et durable devient de plus en plus difficile. En nous appuyant sur cette base, nous affirmons que l'organisation autonome du mouvement des Gilets jaunes se renforce au contraire de celle des Indignés considérant que ces derniers n'ont jamais rencontré une telle capacité étatique de répression.

D'ailleurs, nous mettons en avant, à propos des déterminants internes, que la socialisation militante au sein de ces deux mouvements est assez différente. D'une manière plus spécifique, le mouvement des Indignés a assuré une atmosphère militante pour que ses militants non-organisés et ceux partisans/syndicaux aient des échanges et se socialisent ensemble en se connaissant les uns les autres alors que les Gilets jaunes l'ont limité puisqu'ils ont forcé les militants partisans/syndicaux à cacher leurs identités politiques au sein des espaces militants. De cette manière, malgré la présence des militants partisans/syndicaux dans ces deux mouvements, le mouvement des Indignés a encouragé la collaboration entre les deux types de ses militants, tandis que les Gilets

jaunes ont priorisé de renforcer l'identité de « gilet jaune » en imposant aux militants partisans et syndicaux cette identité. En d'autres termes, les Gilets jaunes ont agi de sorte à ce que les militants partisans/syndicaux ne récupèrent pas le mouvement. Par conséquent, le processus de la socialisation politique au sein de ces deux mouvements n'a pas donné les mêmes résultats. La socialisation politique des Indignés a renforcé le rapport entre ces types différents de militants alors que celle des Gilets jaunes a affaibli le rapport entre les militants partisans/syndicaux et ceux non-organisés. Les Gilets jaunes ont gardé ainsi un fort préjugé à l'encontre du système politico-institutionnel, au contraire au moins d'une partie des Indignés.

Afin de soutenir cette argumentation, dans la première partie de ce travail, nous construisons les éléments théoriques nécessaires. Nous introduisons le dilemme de l'institution et de l'autonomie et présentons les enjeux de l'autonomie au sein de nouveaux mouvements sociaux. Ensuite, nous présentons les déterminants de l'organisation des mouvements sociaux à partir de la littérature sur les mouvements sociaux. Pour ce faire, nous recourons à la théorie de la structure des opportunités politiques, à celle de la mobilisation des ressources et enfin à celle du processus de cadrage. Ce faisant, nous séparons les déterminants en deux parties : les structurels et les internes. A ce titre, nous dressons la liste des déterminants structurels de la manière suivante : l'accès du mouvement au système de parti politique et au processus de la prise de décision, la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités publiques et enfin la structure des alliances et des conflits dans le système politique. Les déterminants internes, quant à eux, sont les profils, les identités politiques, les expériences des militants et les cadrages du mouvement.

Dans la deuxième partie, nous présentons le contexte politique français et le mouvement des Gilets jaunes. A ce titre, nous tentons de contextualiser les déterminants structurels de l'organisation des mouvements sociaux dans le contexte politique français. A ce titre, nous soulignons que le contexte politique français est marqué par la présence d'un Etat fort, centralisé plutôt fermé à l'encontre des mouvements sociaux. Puis, nous expliquons les raisons de cette fermeture vis-à-vis des mouvements sociaux en accentuant la présidentialisation de la Cinquième République et le système politique majoritaire qui limite la participation de la base à la politique. A ce stade, nous précisons que la capacité de mise en œuvre des politiques

publiques des autorités politiques est assez forte. De plus, nous montrons que ces traits caractéristiques du contexte français se sont renforcés par la néolibéralisation de l'économie et la politique. De cette manière, nous mettons l'accent sur les inégalités en croissance et l'écart creusé entre les élites politiques et économiques et le peuple. En nous appuyant sur ce fait, nous affirmons que la structure des alliances et des conflits se façonnent conformément au clivage entre les élites et le peuple. De cette manière, nous préparons le terrain pour présenter le mouvement des Gilets jaunes.

Dans la deuxième sous-partie, nous passons à la présentation du mouvement des Gilets jaunes. En nous appuyant sur les caractéristiques du contexte français. Nous expliquons les causes et les caractéristiques principales des Gilets jaunes. Ce faisant, nous précisons les profils et les idéologies des militants. Puis, nous éclaircissons les détails de leur organisation qui est extrêmement horizontale et privée de la centralisation des mécanismes de prise de décision. De plus, nous soulignons que ce mouvement a pris sa distance avec le système politico-institutionnel et toutes sortes d'organisations institutionnelles comme les partis et syndicats. Enfin, nous affirmons que la socialisation politique interne au mouvement a renforcé la tendance autonome en constituant très solidement l'identité des « gilets jaunes ». De cette manière, nous présentons tous les éléments nécessaires à alimenter la discussion comparative dans la dernière partie.

Dans la troisième partie, nous présentons le contexte politique espagnol et le mouvement des Indignés. Pour ce faire, nous nous mettons d'abord à contextualiser des déterminants structurels de l'organisation des mouvements sociaux. Dans ce cadre, nous mettons l'accent sur le fait que l'Espagne a eu un passé dictatorial pendant lequel l'opposition politique a été interdite et la société civile a été écrasée. Puis, nous expliquons la transition démocratique et ses caractéristiques principales comme la prépondérance des élites franquistes au cours de ce processus de la transition et ainsi que l'établissement de la démocratie majoritaire qui évolue dans un régime du type de partocratie où les grands partis politiques bénéficient à leurs membres grâce à leurs positions avantageuses accordées par l'exécutif fort dans le système politique. Nous précisons que le système électoral en Espagne cause un système bipartite en limitant l'expression de vote du peuple espagnol dans deux choix majeurs qui sont le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste ouvrier (PSOE). De plus, nous soulignons que

l'écart politique entre les élites et le peuple se renforce par le biais de l'établissement du régime néolibéral qui augmente toutes sortes d'inégalités dans la société espagnole. Enfin, nous attirons l'attention sur le fait que le fort exécutif et la domination de deux grands partis politiques crée une base solide pour la corruption qui sera la goutte qui fait déborder le vase en 2011 avec le début du mouvement des Indignés. A partir de ce contexte, nous présentons, dans la deuxième sous-partie, les caractéristiques principales des Indignés et les profils de ses militants. Nous soulignons que ce mouvement s'est organisé à travers les réseaux sociaux d'une manière horizontale et s'est formé autour de la critique des élites politiques et économiques. En outre, nous montrons que ce mouvement accueille des militants partisans et syndicaux en plus ceux venant des luttes urbaines diverses qui ont émergé dès la crise économique en 2008 et ainsi qu'il constitue une forme organisationnelle dite hybride. Ce faisant, nous préparons la discussion de la dernière partie.

Dans celle-ci, nous faisons une comparaison entre le mouvement des Gilets jaunes et des Indignés. Dans ce cadre, nous reprenons tous les éléments que nous avons construits jusque-là. A ce titre, en comparant les contextes politiques d'où ces deux mouvements ont émergé, nous affirmons que les deux systèmes politiques ne sont pas très ouverts à l'encontre des mouvements sociaux. C'est parce que l'exécutif fort et la capacité forte de mise en œuvre des politiques publiques des autorités publiques dans ces deux pays permettent aux autorités de négliger les demandes de la base. De même, le système électoral limite aussi l'expression de vote par deux grands partis ou par un clivage fort gauche-droite à cause de la logique majoritaire dans ces deux pays. De cette manière, la politique perd sa caractéristique d'être le champ de négociation publique, mais plutôt devient la compétition de deux pôles conflictuels qui tentent de couvrir toutes les demandes politiques en soi. Ainsi, cette compétition limitée force les électeurs espagnols et français, qui ne sont pas contents de ces partis existants, à s'exprimer lors des élections dans des limites de ces clivages. Par conséquent, nous affirmons qu'un tel système est destiné à soulever la question de la légitimité politique. On songe notamment à la chute de la participation électorale et de la confiance politique dans les institutions et les hommes politiques observée dans ces deux pays. Malgré ce constat général, nous montrons que le clivage entre la politique du centre et de l'extrême droite se renforce à partir des élections présidentielles en 2017 en France. Dès lors, même si les critiques publiques étaient toujours fortes face au mandat

d'Emmanuel Macron en 2022, plus la polarisation se renforce entre ces deux pôles politiques, plus les électeurs voient l'intérêt de s'exprimer à travers les élections. Cela n'est pas à confondre avec l'augmentation du taux de participation électorale, mais plutôt ce fait indique que la marge à travers laquelle peuvent émerger les nouveaux partis politiques devient étroite. Enfin, nous montrons comment la pandémie de Covid-19 a entraîné des conséquences importantes sur la structure des opportunités politiques en France considérant qu'elle a renforcé la capacité répressive de l'Etat. Ce faisant, nous démontrons que la capacité des Gilets jaunes à maintenir leur structure organisationnelle s'est beaucoup affaiblie à cause des mesures sanitaires mises en place contre la pandémie. En revanche, nous affirmons que la situation sur le plan politique en Espagne présente un contre-exemple en fournissant un contexte politique favorable à l'émergence de nouveaux partis politiques. De plus, la socialisation politique au sein de ces deux mouvements a entraîné des impacts différents sur les trajectoires de ces deux mouvements. Les Indignés ont renforcé la collaboration avec la politique institutionnelle à travers l'échange des militants partisans/syndicaux et venant des luttes urbaines diverses. Alors que les Gilets jaunes ont limité cet échange entre les différents types de ses militants en mettant l'accent sur l'identité de « gilet jaune ». Ainsi, le mouvement des Indignés a développé la collaboration avec le système politico-institutionnel en canalisant une bonne partie de ses militants dans la politique institutionnelle alors que celui des Gilets jaunes est resté autonome en gardant sa distance avec le système politico-institutionnel.

1. PREMIERE PARTIE : OSCILLER ENTRE L'AUTONOMIE ET L'INSTITUTION : LES DÉTERMINANTS DE L'INSTITUTIONNALISATION ET DE L'AUTONOMIE AU SEIN DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

Nous savons que jusqu'à aujourd'hui les mouvements sociaux ont développé des structures organisationnelles très différentes. Pour prendre un exemple, au cours du processus de modernisation, les mouvements populaires ont construit certaines institutions politiques comme les partis politiques ainsi qu'ils ont contribué à la formation de la démocratie représentative (Offerlé, 2012). Puis, nous pouvons nous rappeler que le mouvement ouvrier a construit des syndicats et de nouveaux partis politiques comme des structures formelles et institutionnelles au XIXème siècle (Cordillot, 2014; Robert, 2014). Plus récemment, depuis 1968, les nouveaux mouvements sociaux ont construit les associations et les nouveaux groupes d'intérêt au sein de la démocratie libérale comme des formes institutionnelles et ils ont ainsi diversifié la société civile (Rucht, 1996). Toutes ces institutions formelles représentent des formes organisationnelles différentes qui se sont évoluées au cours du temps et qui se sont ainsi vues prendre des formes plus formelles, institutionnelles et stables.

Par ailleurs, cette différenciation entre les structures organisationnelles des mouvements sociaux s'enracine dans les caractéristiques différentes à la fois des mouvements et de leurs contextes politiques. Les mouvements qui priorisent le niveau électoral ont pris la forme de parti politique tout comme les autres qui s'engagent au système de l'intermédiation des intérêts politiques ainsi qu'ils se sont institutionnalisés sous la forme de groupes d'intérêts divers en gardant leurs rapports forts avec la base.

Néanmoins, ce qui mérite l'attention, c'est que ces formes organisationnelles trouvent, bon gré ou mal gré, leur place dans le système de l'intermédiation politique. Par conséquent, malgré cette apparence variée et diverse des structures organisationnelles, nous pouvons souligner que toutes ces organisations se sont structurées d'une manière plus ou moins verticale et hiérarchique ayant des leaders et une division de travail interne jusqu'à un certain niveau déterminé. Néanmoins, depuis un certain temps, nous observons le fait que l'institutionnalisation des mouvements sociaux et la construction des structures organisationnelles dures et stables ne sont plus des faits très répandus. Les nouveaux mouvements sociaux sont devenus de plus en plus susceptibles à construire des structures organisationnelles horizontales, participatives, décentralisées n'ayant ni leader ni division du travail interne qui est précise et tranchée. Malgré cette particularité, cette organisation de mouvement social non-hiérarchisée représente aussi une forme organisationnelle qui devient de plus en plus dominante dans les nouveaux mouvements sociaux depuis plusieurs décennies.

Dans ce cadre, notre but principal est de présenter les déterminants de l'organisation de nouveaux mouvements sociaux. Pour ce faire, nous présenterons, dans un premier temps, certains idéaux-types d'organisations des mouvements sociaux en nous appuyant sur la littérature académique. Puis, nous détaillerons ces idéaux-types afin d'introduire la fameuse dichotomie de l'autonomie et de l'institution au sein de nouveaux mouvements sociaux. En suivant cette piste, nous discuterons des caractéristiques de nouveaux mouvements sociaux qui sont horizontaux sans structure institutionnelle ni leader ni hiérarchie. Ce faisant, nous discutons des enjeux des modes d'organisation de nouveaux mouvements sociaux. Enfin, nous chercherons à expliquer les causes de l'émergence de tous ces modes différents d'organisation. De cette manière, nous expliquons les déterminants de l'organisation structurelle des mouvements sociaux qui se constitue au moins à travers deux dimensions : les facteurs structurels comme le contexte politique en vue de la structure des opportunités et ceux internes qui sont liés au processus de cadrage. De cette manière, nous espérons avoir construit tous les éléments théoriques nécessaires auxquels nous recourrons tout au long de ce travail.

1.1. Les origines du dilemme : les organisations divergentes des mouvements sociaux

Pour commencer, il nous faut définir le concept d'« organisation de mouvement social ». Comme nous le savons, les mouvements sociaux sont des « *défis collectifs, fondés sur des objectifs communs et des solidarités sociales, en interaction soutenue avec les élites, les opposants et les autorités* » (Tarrow, 2011, p. 9). Ainsi, les individus se regroupent autour d'un but commun et construisent une organisation collective qu'on appelle « organisation de mouvement social » qui vise à faciliter les prochaines mobilisations (McAdam & Scott, 2005; D. Minkoff & McCarthy, 2006). En d'autres termes, les organisations des mouvements sociaux sont les bases et les mécanismes à travers lesquelles le mouvement collecte, mobilise et utilise ses ressources d'une manière organisée qu'elle soit limitée ou bien développée (Rucht, 1996, p. 186). D'ailleurs, les structures organisationnelles ne sont qu'une partie des structures mobilisatrices, car les structures formelles de l'action collective sont diverses. Sur ce point, Hanspeter Kriesi (1996, p. 152-153) nous présente quatre structures formelles principales de l'action collective : les organisations des mouvements sociaux qui renvoient directement à la structure d'un mouvement et qui prend en charge la mobilisation. La deuxième est les organisations de soutien qui facilitent la mobilisation, mais ne pas en faire directement partie. La troisième est les associations des mouvements qui sont institutionnalisées par le mouvement pour le but de rendre service aux besoins des militants et enfin les partis et groupes d'intérêt qui se présentent dans le système politico-institutionnel. Les quatre derniers de ces organisations peuvent être considérées comme des alliés d'un mouvement alors que le premier constitue directement l'organisation structurelle du mouvement. De ce point de vue, toutes ces organisations différentes constituent une bonne partie de l'espace des mouvements sociaux dans lequel les alliances et les concurrences des mouvements sociaux différents se façonnent (Mathieu, 2007).

D'un autre point de vue, nous savons que l'organisation des mouvements se construit au cours de la mobilisation. A partir de cette base, selon Kriesi (1996, p. 154), l'organisation passe par certaines étapes au cours du processus de structuration : la première est la formalisation qui renvoie à l'introduction de certaines procédures établies pour le bon fonctionnement interne du mouvement. La professionnalisation,

en tant qu'autre étape, indique l'émergence la gestion exécutée par une équipe professionnelle payée qui n'est pas du tout obligatoire pour tous les mouvements. La différenciation interne, quant à elle, renvoie à la division de travail et la décentralisation territoriale du mouvement. Enfin, l'intégration indique la coordination et le développement des mécanismes de prise de décision au sein du mouvement. Toutes ces étapes sont influencées principalement par les caractéristiques économiques, sociales et politiques du mouvement respectif et de son environnement comme nous en discuterons par la suite.

Ces étapes représentent les processus à travers lesquels l'organisation du mouvement se façonne. C'est pourquoi, ces processus de structuration sont très importants pour saisir la diversité des structures des mouvements sociaux. Sur ce point, Rucht (1996, p. 186-188) indique trois idéaux-types de structures organisationnelles des mouvements sociaux : le type de base (*grassroot*), celui de groupe d'intérêt et le modèle des mouvements orientés vers le parti politique. Les différences entre ces trois s'enracinent dans celles des structures formelles différentes que nous avons résumé ci-dessus. Dès lors, pour les détailler, les mouvements structurés de type de base sont largement décentralisés et horizontaux sans leader hégémonique et sans hiérarchie de même qu'ils mobilisent leurs adhérents engagés à travers les réseaux informels et plus récemment à travers les réseaux sociaux (Tarrow, 2011, p. 128-129; Tufekci, 2017, p. 269-270). Ce type des mouvements se manifestent en général d'une manière violente et radicale comme ils n'ont pas de points d'ancrages qui peuvent les limiter et les intégrer ainsi dans le système politico-institutionnel (Katsiaficas, 2006; Rucht, 1996, p. 187-188). De même, considérant le manque de hiérarchie, ce type de structures organisationnelles peuvent être qualifiées de plus ouvertes à la participation des militants au processus de décision au sein du mouvement. En mettant toutes ces caractéristiques ensemble, ces mouvements sont qualifiés comme des mouvements autonomes dans la littérature comme ils prennent une posture distanciée avec le système politico-institutionnel en refusant de s'identifier avec les corps intermédiaires politiques (Flesher Fominaya, 2015; Holdo, 2019; Katsiaficas, 2006; Pruijt & Roggeband, 2014; Tufekci, 2017). De surcroît, ces mouvements sont considérés comme autonomes, non seulement parce qu'ils prennent leurs distances avec le système politico-institutionnel, mais aussi parce qu'ils prétendent développer certaines pratiques autonomes vis-à-vis du capital et les alternatives aux discours hégémoniques

du développement (Böhm et al., 2010). De cette manière, l'autonomie des mouvements sociaux parvient à inclure l'indépendance à la fois des contraintes du système politico-institutionnel et de ceux du capitalisme.

Quant au deuxième idéal type de l'organisation, le type de groupe d'intérêt est orienté à influencer les autorités et les décisions politiques en s'intégrant dans le système de l'intermédiation des intérêts par le biais d'organisations formelles au sein du système politico-institutionnel (Kriesi, 1996, p. 156; Staggenborg, 1988). De plus, ils sont moins radicaux et plus susceptibles de développer des règles internes plus rigides concernant le fonctionnement de la mobilisation puisqu'ils ont des points d'ancrage dans le système politico-institutionnel. D'une même manière, c'est aussi très probable qu'ils développent une division du travail plus tranchée, même parfois professionnelle, au sein du mouvement (Staggenborg, 1988). Enfin, le dernier type priorise le niveau électoral en ayant tendance à construire des partis politiques ou dans un format plus hybride, des partis-mouvements. La structure de ce genre des mouvements est plus susceptible de se construire de manière verticale et même hiérarchique (Tarrow, 2011, p. 124-125), considérant que la participation à la compétition électorale nécessite à la fois plus de ressources matérielles/humaines et d'une organisation structurelle plus rigoureuse. De même, ils développent des règles internes qui limitent les caractéristiques propres à l'espace extra-institutionnel qui renvoie à la radicalité comme ces mouvements canalisent leurs efforts à la présentation de soi dans le système politico-institutionnel (Staggenborg, 1988). Ces deux derniers types de mouvements peuvent être considérés comme des mouvements plus ou moins institutionnalisés comme ils s'intègrent dans le système politico-institutionnel (Pruijt & Roggeband, 2014; Staggenborg, 1988).

A partir de cette précision, nous pouvons introduire le dilemme de l'institution et de l'autonomie au sein des nouveaux mouvements sociaux. Pour l'expliquer, il nous faut encore une fois se rappeler que la posture distanciée avec le système politico-institutionnel ainsi que des corps intermédiaires comme les partis politiques et les syndicats est considérée comme une des particularités des nouveaux mouvements sociaux (Flesher Fominaya, 2015; Katsiaficas, 2001; 2006; Moura de Oliveira & Dowbor, 2020; Offe, 1985; Pruijt & Roggeband, 2014). Notamment dans la société post-68, les mouvements sociaux revendiquent de plus en plus d'autonomie vis-à-vis

du système politique institutionnel. De surcroît, avec l'émergence de mobilisations en réseau (*networked mobilization*) cette tendance s'est encore renforcée (Castells, 2015; Tüfekçi, 2017). De cette manière, les mouvements sociaux actuels s'ancrent de plus en plus dans l'espace extra-institutionnel. Par conséquent, ils émergent dans un format plus lâche, flexible, spontané et horizontal tout en étant marqués par l'absence de structure institutionnelle (Flesher Fominaya, 2015, p. 145; Offe, 1985, p. 820, 825-832; Pruijt & Roggeband, 2014, p. 146). En d'autres termes, ces mouvements ne se construisent pas dans une forme institutionnelle stabilisée avec des règles rigides et contraignantes. En revanche, les mouvements sociaux dits anciens ont construit des formes organisationnelles plus stables, hiérarchisées à travers la centralisation des mécanismes de prise de décision d'une manière compatible avec la domination de la vie politique basée sur les institutions (Flesher Fominaya, 2015, p. 146 ; Offe, 1985, p. 821-825).

En s'appuyant sur cette caractéristique générale, il est très souvent affirmé que ce type de mouvements autonomes sont prometteurs au niveau de l'émancipation parce qu'il permettent d'éviter la cooptation par le système (Holdo, 2019; Katsiaficas, 2001; 2006; Pruijt & Roggeband, 2014). Selon cette idée, plus les mouvements sociaux se rapprochent du système politique et trouvent des points d'ancrages dans ce système, plus ils font l'objet d'un changement en perdant leurs particularités comme la radicalité, l'organisation non-hiérarchisée et l'absence de structure institutionnelle. De cette manière, ils sont cooptés par le système à travers les processus d'intégration dans le système institutionnel puisque ce dernier leur attribue une fonction qui est non plus destructive mais coopérative sur le plan politico-institutionnel (Gamson, 1990, p. 29; Lima, 2021; Piven & Cloward, 1978, p. 30; Trumpy, 2008)⁵. Par conséquent, ce processus de la cooptation finit en général par la une modification des objectifs, ce qui conditionne le changement du mouvement en entier. Ce dernier se transforme, enfin, en une association d'entraide, un parti politique ou bien un groupe d'intérêt intégré dans le système d'intermédiation des intérêts (Kriesi, 1996, p. 155-157).

⁵ D'un autre point de vue, Holdo (2019) montre que la cooptation en tant que stratégie des élites n'est pas si répandue que la majorité de la littérature le considère. L'irrationalité du recours à ce moyen est vue à partir du rapport entre les élites et les mouvements sociaux comme une coopération conflictuelle.

On peut donc faire l'hypothèse que les efforts dédiés à institutionnaliser le mouvement constituent l'une des causes d'échec de ce dernier. En effet, les efforts pour y parvenir puisent de l'énergie au sein du mouvement qui s'affaiblit. La réussite d'un mouvement se mesure alors à travers ses impacts destructifs sur les institutions politiques qui ne parviennent plus à couvrir les demandes de la base (Piven & Cloward, 1978, p. 27-31). Aussi les tactiques radicales (qui impliquent l'autonomie) et l'utilisation stratégique de la violence augmentent la chance de réussite alors que l'institutionnalisation du mouvement aboutit à l'échec (Piven & Cloward, 1978). En effet le mouvement institutionnalisé ne sera plus capable de recourir aux tactiques radicales et recourir à des répertoires d'action visant à troubler l'ordre public. C'est parce que l'institutionnalisation du mouvement lui attribue *de facto* une identité institutionnelle régulée par le système. L'exigence de construire des institutions est ainsi mise en cause. En s'appuyant sur l'exemple du mouvement zapatiste, John Holloway (2002) montre que ce genre de mouvements autonomes ne visent pas à prendre le pouvoir. Selon lui, la co-construction de l'action collective ne peut reposer sur les seules idées révolutionnaires basées sur la centralité de la prise du pouvoir. L'exemple du mouvement zapatiste affirme que le changement de la société peut s'effectuer à petite échelle sans prendre le pouvoir politique. Suivant Holloway, Katsiaficas (2006) a fait une analyse comparative sur les mouvements autonomes en Europe et il a démontré que ces mouvements impliquent une opportunité pour la « décolonisation » de la vie quotidienne. Cette notion indique tout simplement l'émancipation de l'individu des contraintes et des hétéronomies imposées aux individus par le système social, économique et politique qui est dominant et qui détermine de cette manière le mode vie des individus. Par la participation à ce genre des mouvements, l'individu devient de plus en plus conscient de ces hétéronomies et contraintes intrinsèques au système dominant et il s'en débarrasse ainsi à travers ce processus de décolonisation (Katsiaficas, 2006, p. 6). Katsiaficas met ainsi en avant que ce type de mouvements sociaux fournissent l'autonomie nécessaire de construire une vie libérée des contraintes de l'ordre établi pour leurs militants. C'est pourquoi, l'on peut arguer que ce type des mouvements sociaux ne portent pas, dans un premier temps, la mission d'influencer la politique en captant le pouvoir et de causer ainsi des changements politiques, mais plutôt entraîner des changements sociaux en débarrassant l'individu de contraintes de la société contemporaine. Ce faisant, ils entraînent aussi des changements politiques.

Malgré ces approches positives, ce trait est d'autant défendu, car prometteur sur le plan de la confrontation par rapport au système politique dans son ensemble, qu'il est critiqué en raison de sa tendance à renforcer la domination du néolibéralisme (Böhm et al., 2010; Steyn, 2012). Selon cette argumentation l'autonomie est déjà un concept proposé et même imposé par le capitalisme lui-même à travers la transformation néolibérale dans des formes diverses comme l'auto-gestion, la flexibilisation. D'un autre point de vue, on met en avant que l'absence de la structure organisationnelle ne garantit pas l'autonomie, mais bien au contraire, dans certains cas, qu'elle cache la « tyrannie » des certains privilégiés qui s'imposent leur pouvoir grâce à l'asymétrie de savoir-faire parmi les militants comme le mouvement féministe l'exemplifie (Freeman, 2013). Outre ces critiques générales, il y a aussi des arguments qui contredisent Piven et Cloward (1978) en mettant en avant que l'institutionnalisation des mouvements est cruciale pour que les buts du mouvement soient atteints. C'est ce que Gamson montre à partir des mouvements de tempérance qui en s'institutionnalisant parviennent à leurs fins (Gamson, 1990). La durabilité de ce type des mouvements autonomes est mise en cause considérant surtout qu'ils sont susceptibles de s'effacer sur le plan politique à long terme à cause de l'absence de structure institutionnelle et de mécanismes centralisés de prise de décision. On fait l'hypothèse que même si l'organisation de ce genre de mouvements est largement facilitée par les réseaux sociaux, les impacts des mouvements autonomes restent courts, limités et voire inefficaces à long terme (Tüfekçi, 2017, p. 269-270). C'est pourquoi, l'absence de structure institutionnelle et de leader est souvent considérée comme un des points faibles de ces mouvements. Selon certains chercheurs, le rapport actuel au système politique institutionnel d'aujourd'hui pose « *l'exigence inévitable de la représentation politique* » comme un argument en faveur de l'institutionnalisation (Lefebvre, 2019). En d'autres termes, selon Lefebvre, l'acteur politique doit se présenter dans le champ politique institutionnel puisque son rapport au système politico-institutionnel l'oblige. Sur cette base, il est considéré comme une nécessité de se présenter auprès du système politique institutionnel pour l'influencer et ainsi réaliser les revendications.

En résumé, les enjeux de l'autonomie et de l'institution au sein des mouvements sociaux sont largement discutés dans la littérature et il nous semble que cette

discussion sera encore au cœur du débat. Si nous faisons un constat général à partir de ces interprétations conflictuelles, il est possible de dévoiler que ces recherches ont majoritairement traité le sujet autour d'une dichotomie (E. S. Clemens & Minkoff, 2004). D'un côté, la bureaucratisation et la centralisation du pouvoir entre les mains d'un groupe réduit pour assurer l'efficacité, la durabilité et la réussite. De l'autre, l'émancipation, l'horizontalité et la participation au coût de l'inefficacité et la non-durabilité à long terme en face du caractère éphémère de la société contemporaine. Cette impasse indique le dilemme de l'institution et de l'autonomie dans les nouveaux mouvements sociaux. Malgré cette apparence dichotomique, certaines recherches récentes documentent que ce dilemme n'émerge pas obligatoirement. Minkoff (2002) montre, dans le contexte américain, que les mouvements féministes et noirs des années 60s ont développé une forme hybride en mêlant les associations volontaires et l'action collective directe. Pruijt et Roggeband (2014) montrent que certains mouvements peuvent mêler les aspects des mouvements autonomes et ceux des institutionnels en construisant des formes dualistiques dans les contextes politiques sélectivement ouverts à l'encontre des mouvements sociaux à partir d'une recherche comparative sur les mouvements des squats urbains et des féministes aux Etats-Unis, au Pays bas et en Espagne. Plus récemment, certaines études montrent que les Indignés représentent un mouvement hybride où se mêlent les aspects autonomes et ceux institutionnels considérant que les militants syndicaux interagissent avec les militants non-organisés qui implique un mouvement autonome (Flesher Fominaya, 2015; Roca & Diaz-Parra, 2017). De même, Rich (2019) montre une hybridation organisationnelle dans le mouvement de lutte contre le SIDA, au Brésil puisque ce dernier développe des collaborations avec des fonctionnaires d'Etat. Bien sûr, cette forme organisationnelle toute particulière émerge dans certaines conditions à cause des influences de divers facteurs. Cette tendance de l'hybridation nécessite des explications plus détaillées en présentant les déterminants de l'organisation structurelle des mouvements sociaux.

1.2. Les déterminants structurels et internes des organisations de mouvements sociaux

Comme nous l'avons déjà indiqué, les mouvements sociaux émergent dans l'espace des mouvements sociaux qui constitue l'environnement proche des mouvements sociaux, à savoir les alliés et les concurrents du mouvement comme les

partis politiques, les syndicats, les associations de soutien les autres mouvements (Kriesi, 1996, p. 153-154; Mathieu, 2007). Dans une échelle plus large, il faut noter aussi que les mouvements émergent dans un système social et politique qui couvre cet espace des mouvements sociaux. En d'autres termes, le système politique et social couvre l'espace des mouvements sociaux dans lequel les mouvements interagissent avec les autres acteurs de ce domaine. Ce fait nous oblige à approfondir le caractère multidimensionnel du contexte à partir duquel les mouvements sociaux émergent. En effet, le système politique a des impacts forts sur l'organisation des mouvements sociaux. De plus, chaque mouvement a ses propres particularités qui jouent indéniablement un rôle sur la structuration du mouvement. Ainsi, il convient d'envisager les facteurs structurels/externes (contexte politique incluant le type de régime, le système de partis politiques, l'espace de mouvement sociaux) et les facteurs internes (importance de l'idéologie, identité politique et vécus des militants, leur rapport au monde extérieur du mouvement).

Dès lors, pour commencer avec les facteurs structurels, l'approche prépondérante à ce sujet fait l'hypothèse que les caractéristiques de l'action collective se déterminent majoritairement par la vie institutionnelle et les contraintes imposées par elle (Piven & Cloward, 1978, p. 15-23). Ainsi, le système d'élection est considéré comme un facteur important considérant que les mouvements sociaux émergent principalement dans le but de transmettre certaines demandes économiques, sociales et politiques au système politico-institutionnel basé sur le système électoral lorsque ce dernier apparaît moins réceptif (Piven & Cloward, 1978, p. 15-18). Les mouvements sociaux sont ainsi considérés comme des occasions pour influencer la politique. Plus généralement, le contexte politique est considéré comme un élément principal des possibilités d'émergence ainsi que pour la structuration d'un mouvement (Kriesi et al., 1992, p. 220; Meyer, 2004, p. 126). Selon la théorie de la structure des opportunités politiques, le système politique a la capacité à la fois de produire des opportunités et des contraintes pour le développement des mouvements sociaux (Kriesi, 1996; Kriesi et al., 1992; Meyer, 2004; Meyer & Minkoff, 2004; Rucht, 1996; Tarrow, 1996). A partir de cette piste, la structure des opportunités est définie comme des facteurs externes au mouvement qui suscitent les acteurs sociaux ou politiques de former des mouvements sociaux en les encourageant ou décourageant à utiliser leurs ressources internes (Meyer & Minkoff, 2004, p. 1457; Tarrow, 1996, p. 54). Dans la littérature de la

structure des opportunités, une liste de ces facteurs principaux⁶ est développée comme suit (Kriesi et al., 1992, p. 220-221; Rucht, 1996, p. 191-192; Tarrow, 1996, p. 54-56) : l'ouverture de l'accès politique, l'instabilité des alliances politiques, la présence des alliés forts dans le système, la présence des divisions parmi les élites.

Dès lors, pour les détailler, l'ouverture de l'accès politique à l'encontre des acteurs politiques est considérée essentielle en vue de l'émergence des mouvements sociaux. De ce point de vue, on considère que l'ouverture de l'accès des mouvements au système politique peut renforcer, dans les régimes démocratiques, la conviction que les acteurs ont une chance forte d'influencer le système politique et de cette manière, ils deviennent de plus en plus susceptibles à descendre dans la rue (Tarrow, 1996, p. 54). De plus, l'accès au système politique crée plus d'opportunités et de ressources politiques afin de s'organiser (Rucht, 1996, p. 190-191; S. Tarrow, 1996, p. 54). Cet accès peut être fourni par un allié déjà présent sur le plan politique ou l'un créé grâce au changement de la structure des alliances (Piven & Cloward, 1978, p. 15-18). De même, comme cette opportunité est considérée en vue de la structure formelle du contexte politique (Kriesi et al., 1992, p. 220), le régime et la configuration du pouvoir politique est décisif concernant l'ouverture du système politique. Dans la littérature, il est constaté que certains régimes politiques, comme ceux démocratiques et décentralisés, sont plus ouverts à l'encontre des mouvements sociaux ainsi qu'ils disposent plus d'opportunités pour les mouvements (Giugni & Passy, 1993; Kitschelt, 1986, p. 61-64; Kriesi, 1996; Rucht, 1996). C'est-à-dire que si le système politique est ouvert à l'encontre des mouvements sociaux, les opportunités politiques et les ressources sont nombreuses et ainsi que les mouvements se développent à travers les canaux institutionnels politiques en développant des répertoires plus paisibles (Giugni & Passy, 1993; Kitschelt, 1986; Kriesi et al., 1992; Rucht, 1996). En revanche, ces recherches constatent aussi qu'un Etat de structure institutionnelle forte et centrale peut avoir la tendance à produire des mouvements plus radicaux et violents dont la France représente un bon exemple (Kriesi et al., 1992, p. 227; Tilly, 1986, p. 380-386), comme les opportunités et ressources fournies à la disposition du mouvement sont très minimales. De même, l'Etat fort et centralisé possède des moyens forts à faire face au

⁶ Pour voir une lecture critique de l'application de ces facteurs aux contextes différentes : (Meyer & Minkoff, 2004) et (Meyer, 2004).

mouvement en introduisant plus de répression contre le mouvement⁷ (McAdam, 1996, p. 27-28). Par conséquent, la violence devient le seul moyen pour ces mouvements de s'exprimer face à la répression de l'Etat à cause des opportunités et des ressources pauvres. Pour l'expliquer, Tilly (1978, p. 143-159) met en avant que les mouvements choisissent leurs répertoires et tactiques selon les opportunités politiques disponibles dans le contexte politique. Par ailleurs, le niveau de l'ouverture de l'accès peut changer au cours du temps tout comme les autres composants de la structure des opportunités, considérant surtout que certains grands changements peuvent les influencer. Sur ce point, Tilly (1993, p. 7-8) met en avant que la fin de la guerre en Europe a produit des nouvelles opportunités dont les mouvements ont fait usage. De plus, le paysage de l'espace des mouvements sociaux dans les pays européens a inévitablement changé.

L'instabilité des alliances politiques, quant à elle, renvoie aux changements de la composition des alliances politiques qui émerge surtout à travers l'instabilité électorale dans les démocraties (Tarrow, 1996, p. 54). Selon cette idée, les élections, en dépendant du système électoral, poussent les acteurs à se rapprocher les uns des autres ou de s'opposer pour arriver au pouvoir. De cette manière, la structure de l'alliance politique entre ces acteurs peut changer. Un tel changement peut, par conséquent, créer des nouvelles opportunités politiques et ressources pour les mouvements sociaux. Un mouvement social peut trouver ainsi un allié dans le système politique. Certains travaux montrent que la présence des alliés dans le système politique influence d'une manière positive l'émergence des mouvements en leur fournissant des opportunités de taille (Kriesi et al., 1992, p. 233; Tarrow, 1996, p. 54). Selon Rucht (1996, p. 191-192), la structure des alliances faibles comme le manque de soutien des syndicats ou des partis politiques forts pousse les mouvements à développer leurs propres structures organisationnelles alors que l'inverse cause l'émergence des organisations structurelles faibles dans les mouvements sociaux vu que ces mouvements peuvent bénéficier des organisations structurelles de leurs alliés. Par ailleurs, le changement de la structure des alliances révoque la structure de conflit dans le système politique. C'est-à-dire que les acteurs politiques ont autant de concurrents que d'alliés. Dans ce cadre, Meyer et Staggenborg (1996) montrent que l'Etat, en tant qu'acteur de l'action collective, peut influencer la nature de concurrence entre les mouvements dans le système politique.

⁷Pour plus d'informations sur le « *protest policing* » qui définit les moyens et politiques de l'Etat pour faire face aux mouvements sociaux voir : (Della Porta, 1996; Della Porta & Fillieule, 2004)

A ce point, Rucht (1996, p. 191-192) fait l'hypothèse que la présence des concurrents forts comme les contre-mouvements oblige les mouvements à construire des structures organisationnelles fortes pour qu'ils puissent entrer en compétition avec leurs concurrents.

Le changement de la structure des alliances peut aussi causer l'instabilité gouvernementale et de même que la dégradation de la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des gouvernements. Les divisions entre les élites peuvent jouer en faveur des mouvements sociaux puisque la division entre les élites affaiblit indéniablement la capacité des autorités à faire face aux mouvements (Bloom, 2014; Tarrow, 1996, p. 54). Dans ce cadre, Bloom (2014) montre très bien, dans le contexte de la Pologne communiste, que les conflits dans le parti politique gouvernant ont largement facilité l'émergence d'un mouvement réformiste qui ne trouvait pas assez d'opportunités auparavant. A partir de cette piste, Rucht (1996, p. 191-192) met en avant que plus la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités politiques s'augmente, plus les mouvements s'organisent d'une manière décentralisée en développant une posture critique vis-à-vis des organisations politiques hiérarchiques et bureaucratiques. De même, lorsque la capacité des autorités politiques de mise en œuvre des politiques publiques est forte, l'ouverture de l'accès à la politique pour les mouvements diminue. Il en va de même concernant la capacité à s'opposer aux autorités politiques des mouvements qui s'affaiblit lorsque les opportunités et les ressources sont minimales (Tarrow, 1996, p. 54).

En résumé, l'accès du mouvement au système politique et au processus de la prise de décision, la capacité de mise en œuvre des politiques des autorités politiques, la structures des alliances et la structure de conflit dans le système politique indiquent des déterminants structurels de l'organisation des mouvements sociaux. Néanmoins, les facteurs internes sont aussi importants que ceux structurels en vue de l'organisation de mouvements sociaux. Si nous prenons en compte que le champ politique est très dynamique et interactif, les mouvements sociaux sont influencés autant par la société et les caractéristiques individuelles de leurs militants que la structure du système politique. Ainsi, les militants et leurs idéologies et expériences individuelles gagnent indéniablement de l'importance en vue de leurs impacts sur l'organisation du mouvement pour la structure que le mouvement développerait. Rucht (1996) a relevé

l'importance du contexte social et culturel - même s'il ne les a pas du tout considérés dans son analyse. Il s'agit des facteurs moraux d'environnement des mouvements sociaux qui s'imposent inévitablement pendant la structuration des mouvements.

En nous appuyant sur une telle perspective, nous sommes par conséquent obligés de prendre en compte les déterminants internes des mouvements sociaux vu que ces facteurs moraux façonnent autant les ressources tant matérielles que symboliques d'un mouvement. A cet égard, la théorie du processus de cadrage de Benford et Snow (2000, 1998) considère les mouvements sociaux non plus comme de simples porteurs d'idées ou de significations qui se développent à partir du contexte général sur la base des arrangements structurels. Au contraire, les acteurs du mouvement sont considérés comme signifiants et engagés à la production et au maintien de la signification des actions politiques et des idées pour les militants éventuels, les concurrents, les spectateurs, à savoir tous les composants de l'espace des mouvements sociaux (Benford & Snow, 2000, p. 613). Le cadrage de l'action collective est défini comme un ensemble des croyances et des significations orientées à l'action afin d'inspirer et de légitimer les activités d'une organisation de mouvement social (Benford & Snow, 2000, p. 614; Snow & Benford, 1988, p. 198). Conformément à cela, le processus de cadrage commence à se construire d'une manière collective dès que les doléances, leurs causes et les solutions éventuelles sont identifiées et de cette manière, ils se font encadrer autour des certains thèmes (Benford & Snow, 2000, p. 615).

Les processus de cadrage font l'objet de certains changements au cours du temps. Dans l'introduction d'un ouvrage collectif, McAdam et ses collègues ont mis en avant que le cadrage pourrait être plus efficace pour amener les gens à participer au mouvement à condition que le mouvement ait une organisation structurelle forte (McAdam et al., 1996, p. 9-10). Néanmoins, les développements récents ont réfuté cette conviction puisque l'émergence des mouvements organisés en réseaux sociaux ont marqué un tournant. C'est parce que les réseaux sociaux transforment la façon et l'intensité de l'interaction entre les acteurs dans l'espace des mouvements sociaux sans nécessiter des organisations structurelles fortes. Ainsi, les processus de cadrage s'en trouvent facilités. Le mouvement « *#metoo* » s'est principalement développé à travers les réseaux sociaux et son cadrage s'est construit par le biais des interactions numériques (McDonald, 2019). De même, les mouvements « *Occupy Wall Street* » en

tant que cycle d'une série des mouvements sociaux répandus dans une large partie du monde dans les années 2010s, illustrent les facilités fournies par les réseaux sociaux pour développer une conscience et créer certains cadrages concernant les problèmes sociaux, économiques et politiques (DeLuca et al., 2012). Les Indignés et les Gilets jaunes peuvent s'inscrire dans ce type de mouvements : tous deux ont émergé en bénéficiant des facilités proposées par les réseaux numériques (Anduiza et al., 2014; Vernier, 2020).

Deux points sont à souligner : le processus de cadrage renvoie aux interactions entre les acteurs. Deuxièmement, les cadrages aident le mouvement pour se positionner dans l'espace des mouvements sociaux. Si nous détaillons ces deux points importants, il faut souligner que la culture et les événements historiques qui gardent une place dans la mémoire collective deviennent importants parce qu'ils constituent les bases à travers lesquelles l'interaction entre les acteurs se passe (Zald, 1996). Au cours de ce processus dualistique, le mouvement construit majoritairement sa posture idéologique à travers laquelle l'organisation du mouvement prend sa forme. Outre ce niveau collectif, les identités, les vécus, les expériences et l'idéologie des militants sont à prendre en compte comme les militants font partie de cette interaction (Piven & Cloward, 1978, p. 18-23). Plus concrètement, les instruments matériels et moraux des militants comme la richesse, le niveau d'étude et le milieu social peuvent influencer les caractéristiques de l'organisation des mouvements sociaux. A titre illustratif, Piven et Cloward (1978, p. 21) donnent l'exemple qu'un mouvement fasciste se structure strictement d'une manière centralisée étant à la disposition d'un chef alors qu'un mouvement environnemental s'organise en général de façon plus horizontale et déhiérarchisée. De même, si nous modifions cet exemple conformément aux mouvements sociaux autonomes, la peur d'être coopté, récupéré et ainsi devenir banal, mais avant tout cela, la perte de confiance dans le système politique institutionnel qui se compose des partis politiques et des syndicats, peuvent aussi faire partie des vécus, des expériences ainsi que des visions du monde des militants qui jouent un rôle considérable dans la formation de la structure d'un mouvement. De même, Piven et Cloward (1978, p. 21) soulignent l'importance de l'identité sociale, politique et économique au niveau de l'organisation des mouvements sociaux et des répertoires de l'action collective : les milieux pauvres recourront plus souvent à la violence comme ils ne possèdent pas assez de moyens moraux et matériels pour s'exprimer autrement

dans l'espace public. De même, les usines proposent des espaces plus susceptibles à organiser l'action collective comme les grèves et manifestations puisque les conditions de travail nécessitant une collectivité les facilitent, tandis que les espaces de travail des cols-blancs n'en disposent pas assez. C'est pourquoi le mouvement ouvrier parvient à se présenter plus souvent dans l'espace public alors que les cols-blancs n'y parviennent guère (Piven & Cloward, 1978, p. 21).

Quant au deuxième point que nous avons évoqué, le positionnement politique d'un mouvement dans l'espace des mouvements se fait tout au long des processus de cadrage puisque le mouvement définit en effet sa base, ses revendications/buts, ses adversaires ainsi que ses alliés à travers ces processus (Benford & Snow, 2000, p. 613). Précisons que le cadrage d'un mouvement limite ses ressources ainsi que ses stratégies en les homogénéisant selon son niveau d'inclusivité et d'exclusivité (Benford & Snow, 2000, p. 616-618; Yaziji & Doh, 2013). A travers les processus de cadrage, un mouvement social inclut certaines parties des acteurs en construisant sa place dans l'espace du mouvement social où il interagit avec ses alliés et concurrents éventuels tandis qu'il exclut le reste. Conformément à cela, il se fait des alliés et des concurrents qui déterminent en partie le niveau de ses ressources.

En résumé, dans cette sous-partie, nous avons dressé une liste longue et détaillée des déterminants de la différenciation de la structure des mouvements sociaux à partir de trois théories principales des mouvements sociaux. Si nous regroupons les facteurs que nous avons dressés, il faut les séparer en deux : les structurels et les internes. Dès lors, nous qualifions l'accès du mouvement au système du parti politique et au processus de la prise de décision, la capacité de mise en œuvre des politiques des autorités politiques, la structure des alliances et la structure de conflit dans le système politique comme les déterminants externes et structurels. De même, nous considérons les profils, identités, idéologies politiques et expériences des militants et les cadrages du mouvement en guise des facteurs internes au mouvement. Néanmoins, il faut souligner que cette catégorisation n'est que pour le but de simplifier la tâche de l'analyse à laquelle nous nous attelons, car ces facteurs exercent des influences les uns sur les autres. Autrement dit, les catégoriser de telle manière ne veut pas dire qu'ils sont complètement indépendants les uns des autres. En nous appuyant sur cette base théorique, nous tenterons d'expliquer les relations entre ces déterminants

interconnectés et leurs impacts sur l'organisation structurelle des mouvements sociaux à travers deux cas d'études.

1.3.Conclusion de la partie

Dans cette partie nous avons construit le cadre théorique de ce travail. Dans un premier temps, nous avons présenté les formes différentes des organisations des mouvements sociaux et leurs caractéristiques principales en mettant l'accent sur les différences entre eux. Nous nous sommes concentrés sur l'organisation de type de base afin d'introduire la particularité de nouveaux mouvements sociaux. Puis, nous avons présenté le dilemme de l'institution et de l'autonomie chez les nouveaux mouvements sociaux en éclaircissant les enjeux de l'autonomie des mouvements. Ensuite, nous nous sommes mis à expliquer les déterminants de l'organisation de mouvements sociaux en nous appuyant sur la littérature académique en matière. Nous avons introduit la théorie de la structure des opportunités politiques où le contexte politique est influence l'organisation des mouvements grâce à sa capacité à déterminer les opportunités et les limites des acteurs dans l'espace des mouvements sociaux. Dans un second temps, nous avons montré que le contexte politique détermine aussi les ressources à la disposition des mouvements. Partant de là, nous avons identifié les déterminants structurels de l'organisation des mouvements : l'accès du mouvement au système de partis politiques et au processus de prise de décision, la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités publiques et la structure des alliances et des conflits dans le système politique. Ensuite, nous avons présenté les déterminants internes de l'organisation des mouvements à partir de la théorie du processus de cadrage. A ce titre, nous avons mis l'accent sur l'importance des particularités des militants en vue de la structuration de mouvements sociaux. Nous avons rappelé que l'idéologie, les vécus et les expériences des militants opérants au sein de mouvements sociaux importent indéniablement sur l'organisation de ces mouvements respectifs. Par conséquent, nous avons introduits ces facteurs comme des déterminants internes de l'organisation de mouvements sociaux.

2. DEUXIEME PARTIE : L'ETAT FRANCAIS FACE A LA CONTESTATION POLITIQUE : LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES POLITIQUES EN FRANCE ET LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Dans cette partie nous dévoilerons les particularités de contexte politiques français et celles du mouvement des Gilets jaunes. A cet objectif, nous commençons la présentation du contexte politique français. Dans ce cadre, nous expliquons la structure de l'Etat français qui est centrale et la configuration du pouvoir politique qui est marqué par les particularités de l'Etat fort. Ainsi, nous affirmons que le système politique français n'est pas ouvert à l'encontre des mouvements sociaux. Puis, nous précisons que le système politique français est marqué par la position surplombante de l'exécutif face au judiciaire et au législatif à la suite de l'établissement de la Cinquième république. Ensuite, nous soulignons que la prééminence de l'exécutif s'est renforcée par les tendances présidentielistes à partir de l'année 1962, car le président de la République commence à être élu par le suffrage universel à deux tours. Ce faisant, nous constatons que la capacité de mettre en places les politiques publiques des autorités politiques est assez forte. De plus, nous montrons que le système électoral français produit une démocratie majoritaire sur la base d'un système bipartisan axé sur le clivage gauche-droite. A ce point, nous met l'accent sur le fait que le paysage du système partisan ne change guère pour un longtemps. Nous expliquons que ce système partisan a causé la désaffection politique qui finit par la chute de participation politique. D'ailleurs, nous montrons que l'établissement du régime néolibéral a renforcé cette tendance en affaiblissant le clivage gauche-droite en plus de creuser l'écart entre les élites et le peuple. De cette manière, nous soulignons que la structures

des alliances et des conflits s'est façonnée autour du clivage entre les élites et le peuple. Ce faisant, nous présentons le contexte du mouvement des Gilets jaunes.

Après avoir présenté le contexte politique, nous présenterons les caractéristiques principales du mouvement des Gilets jaunes. Dans ce cadre, nous résumerons, tout court, les causes du mouvement ainsi que les profils, les identités politiques des Gilets jaunes. Nous précisons que ce mouvement s'enracine dans les classes moyennes et populaires. Ensuite, nous présentons les cadrages et les buts du mouvement. A ce sujet, nous soulignons que ce mouvement est marqué par l'antiélitisme et remet en cause l'écart politique et économique entre les élites et le peuple. De plus, nous expliquerons aussi les répertoires principaux du mouvement en affirmant le caractère autonome du mouvement. Ainsi, nous présentons les particularités intérieures au mouvement comme la structure organisationnelle et les dynamiques des interactions parmi les participants au mouvement. Ce faisant, nous serons prêts à la partie dernière où nous analyserons tous ces éléments en comparaison avec ceux du mouvement des Indignés.

2.1. Le contexte politique des Gilets jaunes : les opportunités politiques face à l'Etat fort

Dans cette sous-partie nous nous concentrons sur le contexte politique français et ses particularités. Dans ce cadre, notre but principal est, d'un côté, de présenter les caractéristiques politiques de l'Etat français à travers lesquelles nous contextualiserons les déterminants structurels des mouvements sociaux. Pour s'en rappeler, ces déterminants ont été expliqués dans la partie théorique comme l'accès du mouvement au système du parti politique et au processus de la prise de décision, la capacité de mise en œuvre des politiques des autorités politiques, la structure des alliances et la structure de conflit dans le système politique. D'un autre côté, nous résumons aussi les particularités du contexte français dans lesquelles le mouvement des Gilets jaunes a émergé. Pour atteindre ce double objectif, nous tenterons d'abord de montrer les caractéristiques principales du système politique français comme la structure institutionnelle de l'Etat central et le rapport entre les pouvoirs étatiques marqué par la position surplombante de l'exécutif face au législatif. De plus, nous soulignerons la tendance élitiste dans la politique française, alimentée à travers les grandes écoles qui s'est vue renforcer avec l'établissement d'un régime néolibéral en réévaluant les

ressources des experts dans le champ politique. Ce faisant, nous mettons l'accent sur l'écart creusé entre les élites politiques et économiques et le peuple français. Nous montrons ainsi que le système politique français est rigide et fermé à l'encontre des mouvements sociaux alors que le secteur des mouvements sociaux est très développé en France. Nous affirmons que l'accès du mouvement au processus de décision et au système de parti politique est limité. Conformément à ce premier aspect, nous mettons en avant que la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités politiques est assez forte, mais pas sans limite considérant surtout le secteur du mouvement social qui se caractérise par un regain de conflictualité ses dernières années (Bérout et al., 2008). Ensuite, nous soulignons le fait que plus le régime néolibéral se renforce, plus l'écart entre les élites politiques et économiques et le peuple se creuse. Ainsi, nous faisons l'hypothèse que les alliances politiques prennent forme conformément aux conséquences de cet écart. Par conséquent, nous soulignons que le conflit fondamental des dernières années s'enracine dans les questions économiques et culturelles. De cette manière, nous espérons avoir présenté une partie de contexte dans lequel le mouvement des Gilets jaunes a émergé.

Dans un second temps, nous discutons du système partisan français dont le paysage est majoritairement marqué par la continuité des forces politiques existantes que l'émergence de nouveaux partis. Ce faisant, nous visons à présenter certaines caractéristiques clés qui nous aideront à comprendre l'impasse contemporaine de la politique française dans laquelle le mouvement des Gilets jaunes a émergé. Dans ce cadre, nous expliquons d'abord les racines à la fois du désenchantement politique et de la crise de la démocratie représentative à travers l'absence de renouvellement politique qui aboutit à l'imposition des prescriptions néolibérales depuis des décennies. Ce faisant, nous complétons, d'un côté, le tableau sur les caractéristiques du contexte politique des Gilets jaunes pour que nous puissions discuter de ce mouvement en détail dans la sous-partie suivante. De l'autre, nous montrons que d'abord Emmanuel Macron et puis le populisme de l'extrême droite ont tenté de combler cette lacune de renouvellement politique, même s'ils ont essayé de le faire de manière complètement différente, pendant les dernières années. Ensuite, nous révélons à quel point la politique française est prise par la polarisation entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. De cette manière, nous construisons les éléments contextuels à travers lesquels

nous comparerons la différenciation entre les Indignés et les Gilets jaunes pour la dernière partie de ce travail.

La culture politique française est profondément marquée par le républicanisme (Hazareesingh, 2011; Thiers, 2017) et les mouvements révolutionnaires et sociaux qui ont été très sanglants et violents⁸ (Tilly, 1986; Tilly et al., 1975). D'ailleurs, même si ces deux particularités évoquent, en apparence, la dominance de la base sur la scène politique, le système politique français n'est pas très ouvert à l'encontre des revendications faites par la base (Giugni & Passy, 1993). Pour éclairer cette situation paradoxale, il faut savoir, d'un côté, que le républicanisme français est tout particulier, car il est suspicieux à l'égard de la démocratie (Thiers, 2017, p. 26). Cette particularité construit ainsi l'élitisme comme une caractéristique de la démocratie française à travers l'accent mis sur la rationalité et ainsi que sur l'importance centrale des savants (Rosanvallon et al., 1997, p. 62). Cette tradition s'est bien systématisée au cours du temps à travers l'Ecole nationale d'Administration (ENA) et les grandes écoles (Baruch & Duclert, 2003, p. 507-515). De l'autre, il faut prendre en considération que ces forts mouvements révolutionnaires rencontrent un Etat aussi fort qu'eux dans le contexte français. A ce point, comme nous le savons, les mouvements prennent forme à travers leurs interactions avec l'Etat considérant que ce dernier est autant l'acteur de l'action collective que les militants d'un mouvement (Tilly, 1978). Ainsi, la nature violente de ces mouvements peut être expliquée en termes de l'influence forte des caractéristiques de l'Etat français qui est extrêmement central, unitaire et fort considérant notamment que le pouvoir est concentré entre les mains de l'exécutif qui dirige une machine bureaucratique très développée (Tilly et al., 1975). D'un autre point de vue, l'on constate qu'un Etat fort peut mobiliser très bien contre les mouvements révolutionnaires alors que l'Etat faible, qui est décentralisé, incohérent en termes de rapports entre les pouvoirs étatiques, est incompetent à ce point (Birnbaum, 1985, p. 674). Conformément à cela, plus l'Etat fort s'impose dans la politique, plus les mouvements deviennent violents pour s'exprimer sur le plan politique au sein de l'espace public (Giugni & Passy, 1993). Par conséquent, la France, en tant qu'Etat fort, a développé une tradition forte à faire face aux mouvements sociaux (Giugni & Passy, 1993, p. 547).

⁸Pour une histoire détaillée des mouvements sociaux en France voir : (Pigenet & Tartakowsky, 2014)

De plus, cette tradition est transmise au système politique de la Cinquième République à travers les institutions politiques. Afin de détailler cette piste, nous avons besoin de présenter les caractéristiques de la Cinquième République. Sur ce point, Delwit (2014, p. 7) précise qu'il y a eu deux grands cadres institutionnels, depuis 1945 à nos jours, à travers lesquels le système politique et le système de partis politiques ont pris la forme et se sont développés : le premier est la constitution qui a donné naissance à la Quatrième République marquée par l'instabilité gouvernementale et la prééminence du législatif en face de l'exécutif. Le second est la réforme constitutionnelle mise en œuvre à l'initiative du Général de Gaulle qui a doté la République avec un exécutif fort par le biais de cette réforme et ainsi qu'il a débuté la Cinquième République.

Pour les détailler, il faut savoir que les caractéristiques de la Cinquième République s'enracinent principalement dans les conditions où elle est née. En se référant à ces conditions toutes particulières, nous pouvons détecter le caractère dominant de la Cinquième République qui est la position de surplomb de l'exécutif face au législatif. Pour connaître sa raison, il faut voir un peu l'histoire de la Cinquième République. Comme nous le savons, cette dernière a prévu un système bicaméral qui a eu la prééminence vis-à-vis de l'exécutif qui se concrétisait à travers le tripartisme. Selon ce système les trois grands partis politiques (le Mouvement républicain populaire (MRP), la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le Parti communiste français (PCF)) se sont mis d'accord pour gouverner le pays en cohérence entre eux et ils ont partagé les ministères, à savoir le pouvoir exécutif (Delwit, 2014, p. 8; É. Duhamel, 2000, p. 30; Pascal, 2004, p. 24-25). Notons que ce système était loin d'être efficace en termes de stabilité de l'exécutif. Il n'a donc pas beaucoup duré et est arrivé à une fin avec l'exclusion du Parti communiste français du gouvernement. Dans ces conditions dures et instables, l'exécutif français a dû faire face aux grandes crises comme la guerre en Indochine, puis l'émergence de la guerre froide comme un nouveau phénomène et enfin la guerre d'indépendance de l'Algérie (É. Duhamel, 2000, p. 38-40). Néanmoins, les gouvernements français n'ont pas pu se tenir en face de ces grandes crises à cause de leurs positions impuissantes face au parlement (Schain, 2011, p. 83). Par conséquent, le changement sériel de gouvernements a relevé le fait de la fameuse instabilité gouvernementale de la Quatrième République (É. Duhamel, 2000, p. 35-36). Ainsi, quand la faiblesse gouvernementale est arrivée au point de menacer

la sécurité nationale de la France en plein guerre en Algérie, le Général de Gaulle a obtenu l'investiture en 1958 afin de se mettre à élaborer un nouveau changement constitutionnel qui annoncera consécutivement la mort de la Quatrième République (Berstein, 1992, p. 416; Delwit, 2014, p. 7-9; Perraudau, 2001, p. 101), la constitution de 1958 donnant naissance à la Cinquième République.

La Cinquième République a pris sa forme sous l'influence de Général de Gaulle et est marquée profondément par cette expérience déplaisante. Par conséquent, elle s'est dotée d'un exécutif plus fort que le précédent face au législatif (Bastien, 2011, p. 18-19; Delwit, 2014, p. 17; Perraudau, 2001, p. 101; Schain, 2011, p. 85). Conformément à cela, le président de la République est devenu le chef de l'Etat et a en charge d'assurer « *le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat* » selon l'article 5 de la constitution (Berstein, 1992, p. 418; Delwit, 2014, p. 17; Nadeau et al., 2012, p. 30; Schain, 2011, p. 85). D'après ce régime, le premier ministre prend le rôle de la tête de l'exécutif en apparence, tandis que le président est la tête de l'Etat. Cette forme hybride du régime relève une dualité entre le président et le premier ministre. Ainsi, le régime produit une des particularités du système français, appelée la cohabitation, qui émerge dans le cas où le président de la République et la majorité parlementaire ont des couleurs politiques différentes. De cette manière, l'exécutif s'affaiblit comme le fonctionnement politique devient conflictuel entre ces deux acteurs. Dans ces conditions, l'Assemblée et le premier ministre deviennent prééminents en face du pouvoir présidentiel (Nadeau et al., 2012, p. 30). Par ailleurs, notons que la Cinquième République n'a témoigné que trois mandats en cohabitation qui datent d'abord dans les années 1986-1988, puis 1993-1995, et enfin 1997-2002 (Delwit, 2014, p. 17; Nadeau et al., 2012, p. 33). C'est-à-dire que la cohabitation en tant que source d'instabilité de l'exécutif est très rare prenant en compte qu'il n'y en a eu que trois depuis 1958. A part cette particularité politique, le système politique français ressemble à un régime présidentiel (parfois qualifié de régime semi-présidentiel) selon les conditions dans lesquelles le président et le premier ministre partagent le même agenda politique, car la présidence devient ainsi le cœur du système politique.

D'ailleurs, la primauté de la président de la République est renforcée avec le changement constitutionnel en 1962 qui a prévu l'élection directe du président au

suffrage universel (Delwit, 2014, p. 17; Perraudeau, 2001, p. 102-103). Ainsi, le président de la République est devenu directement responsable devant le peuple français, mais non plus devant le parlement, étant donné que dès lors son mandat s'éprouvait à travers les élections présidentielles. De cette manière, la cohérence politique de l'exécutif est balancée en faveur du président au fil du temps et ainsi que la tendance présidentielle s'est renforcée (Tusseau, 2019). En revanche, le changement constitutionnel en 1962 n'a pas supprimé le poste du premier ministre même s'il a accordé au président le droit de nommer le premier ministre ainsi de présider le Conseil des ministres en plus de garder la prérogative de dissoudre l'Assemblée nationale (Delwit, 2014, p. 17). De même, nous pouvons ajouter le droit de soumettre toutes sortes de projets de loi au référendum sous la condition d'assurer la constitutionnalité à cette liste des droits du président de la République (Nadeau et al., 2012, p. 31). Considérant tous ces droits de l'exécutif français, selon l'indice développé par « *Comparative Constitution Project* », la puissance de l'exécutif est notée par sept qui indique la meilleure note alors que les pays comme l'Allemagne ayant un fort législatif est noté par cinq (CCP, 2016)⁹. De ce fait, nous pouvons faire valoir l'hypothèse que la capacité de la mise en œuvre des politiques publiques est assez forte en France.

Pour comprendre comment marche ce système semi-présidentiel, le système électoral français mérite une attention particulière avec toute sa complexité et ses conséquences qui pèsent lourd sur le système politique. Le système électoral se présente dans une diversité, selon le niveau d'élection comme celle présidentielle, législative et conseils régionaux et municipaux. La modalité du scrutin varie aussi du système majoritaire à deux tours, comme les présidentielles et les législatives, jusqu'à celui proportionnel à un tour, comme les élections cantonales (Blais & Loewen, 2009, p. 345; Nadeau et al., 2012, p. 30). D'ailleurs, le contrôle de la régularité des élections et de constitutionnalité de tout ce système politique est assuré par le Conseil constitutionnel qui est composé par neuf membres en plus des anciens présidents (Delwit, 2014, p. 17). La nomination des membres dont le tiers se fait par le président de la République, l'autre par le président de l'Assemblée nationale et le dernier tiers

⁹Cet indice rend compte sept aspects importants du processus législatif de l'exécutif : le pouvoir d'initiative législative, le pouvoir de décréter, le pouvoir d'initier des amendements constitutionnels, le pouvoir de déclarer l'Etat d'urgence, le droit de veto, le pouvoir de contester la constitutionnalité de législation et enfin le pouvoir de dissoudre le parlement. Le score de l'indice implique la possession de ces sept aspects par l'exécutif. Tous ces sept droits exécutifs indiquent un point pour l'indice. Pour plus de détails voir : (CCP, 2016).

par le président du Sénat et les membres se renouvellent par tiers tous les trois ans (Wrazen, 2014).

A partir de cette apparence complexe du système électoral français, nous nous rendons compte que ce système est trop compliqué à être expliqué dans son intégralité. C'est pourquoi, nous nous concentrerons sur les élections législatives et présidentielles, car elles constituent le cœur du système politique français. En se limitant ainsi, nous expliquerons séparément les élections présidentielles et celles législatives. Dès lors, pour commencer avec les premières, elles sont très particulières comme elles entraînent autant de conséquences sur la vie gouvernementale, politique, législative et partisan du pays. Avant de passer à ses conséquences, il faut préciser que les présidentielles ont lieu tous les cinq ans depuis 2000 et se font sur la base du « *scrutin uninominal majoritaire à deux tours* » depuis 1962 (Nadeau et al., 2012, p. 21, 34; Sauger, 2007, p. 359). D'après ce système, pour être élu dans le premier tour, il faut obtenir la majorité absolue des votes exprimés. En revanche, dans le deuxième tour, les deux candidats ayant obtenu le taux de votes le plus haut du premier tour se compètent et celui qui a obtenu la majorité des votes devient donc le président de la République. Ainsi, le système électoral s'empare d'une apparence présidentielle. De plus, elles ont lieu avant tout simplement quelques semaines de celles législatives, à partir de 2001. Ainsi, la présidentialisation du système français s'est encore renforcée (Tusseau, 2019).

Quant aux législatives, il faut noter que les élections législatives se font sur la base du « *suffrage universel direct uninominal majoritaire à deux tours* » qui est très rare au niveau législatif (Assemblée nationale, 2022b; Blais & Loewen, 2009, p. 345). Pour atteindre au deuxième tour, depuis 1976, il faut être qualifié parmi les deux premiers candidats ou bien d'avoir obtenu les votes de 12,5 % des électeurs inscrits (Blais & Loewen, 2009, p. 345; Delwit, 2014, p. 17; Sauger, 2007, p. 369). En revanche, pour être directement élu dans le premier tour, il faut obtenir la majorité absolue des votes exprimés (Blais & Loewen, 2009, p. 345). A travers ces élections, l'Assemblée nationale qui compte 577 députés au total, pour une durée limitée par cinq ans, se constitue (Assemblée nationale, 2022a). Outre, l'Assemblée nationale, dotée par le droit de renverser le gouvernement, le Sénat dont les prérogatives sont beaucoup moins que celle première, se constitue par les membres comptant 348 qui se

renouvellent, par moitié, tous les trois ans. De plus, les membres du Sénat sont élus par « *un collège de 160 000 grands électeurs* » et ses membres sont dotées par la mission de représenter les collectivités des territoires français (Assemblée nationale, 2022a; Delwit, 2014, p. 17). Quant à la puissance du législatif, elle est notée par deux en termes du contrôle et de l'autorité de ce système bicaméral sur l'exécutif et cette note est plus haut que celle de l'Espagne (notée par un) selon « *Comparative Constitution Project* » (CCP, 2016)¹⁰. Ainsi, nous affirmons la prééminence de l'exécutif sur le législatif.

Ces particularités du système électoral entraînent plusieurs impacts : dans un premier plan, la probabilité de la cohabitation, à savoir, de l'incohérence politique devient peu probable comme les élections présidentielles et les législatives se sont enchaînées et la durée gouvernementale est limitée par cinq ans de mandat (Blais & Loewen, 2009, p. 348; Delwit, 2014, p. 17; Nadeau et al., 2012, p. 31,33-34). Par conséquent, la tendance de la présidentialisation du régime se renforce. Outre ses impacts en faveur de présidentialisation, ce système entraîne aussi autant de conséquences sur le système de partis. Tout d'abord, les analyses des élections présidentielles entre les années 1988 et 2007 montrent, d'un côté, que les sept forces politiques, positionnées sur un spectre politique de droite-gauche, dominant, la plupart du temps, le paysage politique en couvrant plus de 90 % des votes exprimés (Nadeau et al., 2012, p. 23). Toujours sur ce point, mais pour les élections législatives cette fois-ci, Sauger (2007, p. 370) montre que le nombre des candidats effectifs en moyen par circonscription n'arrive guère à quatre en 2002 tandis que les partis effectifs par circonscription sont dénombrés presque cinq dans la même année. De même, nous constatons le nombre des groupes parlementaires effectifs¹¹ au nombre de cinq en 2017 (Coustaussé, 2017).

A partir de tous ces faits, cela devient clair que le système de partis politiques en France est à la fois multipartisan (Duverger, 1981, p. 331-332; Sauger, 2007, p.

¹⁰Cet indice couvre, au total, 32 éléments fondamentaux, possédés par le législatif, qui compose la puissance du législatif comme le droit de nommer le prime ministre, le droit d'investiguer l'exécutif, la motion de censure etc. Ces éléments sont tiré du travail de Fish et Kroenig (2011). D'ailleurs, les nombres plus élevés indiquent plus de puissance législative. Pour plus d'informations voir : (CCP, 2016)

¹¹Par le mot « effectifs » nous avons l'intention d'indiquer les groupes ayant au moins 20 députés dans l'Assemblée.

359-362) et bipolaire (Nadeau et al., 2012, p. 23). Il est multipartite puisqu'il est fragmenté par la présence au moins de trois partis effectifs. En revanche, il est bipolaire¹², car il est caractérisé par la polarisation créée d'un côté par les élections présidentielles (Perraudeau, 2001, p. 105) et d'autre côté par l'axe droite-gauche qui s'est beaucoup érodé dans les dernières décennies, mais toujours significatif (Cautrès, 2018; Mossuz-Lavau, 2020, p. 143-158). Le paysage du système de partis politiques de la fin des années 70s et du début des 80s l'exemplifie très bien comme les quatre forces politiques sont parvenues à obtenir un peu plus de 20 % des votes par chacun en couvrant 90 % des votes exprimés (Perraudeau, 2001, p. 110).

Outre, Sauger (2007, p. 360-361) et Blais et Loewen (2009, p. 352-357) relèvent l'émergence des coalitions politiques stables à cause du système majoritaire comme un résultat important. Selon cette idée, comme le second tour pousse les électeurs à voter un candidat parmi les imposés par la majorité des votes, ils le font en faveur du candidat qui est considéré comme proche en termes de la coalition politique. De cette manière, les coalitions politiques gagnent beaucoup d'importance et ainsi que la fragmentation politique est empêchée jusqu'à un certain niveau. A titre illustratif, la chute du nombre des partis politiques législatifs et présidentiels ayant obtenu au moins 7 % des votes valables à partir des années 80s est frappant étant donné que leurs nombres se déclinent jusqu'à trois en 2002 et puis en 2007 alors qu'il était sept en 1962 (Blais & Loewen, 2009, p. 347). De plus, l'on constate la forte présence du vote stratégique qui s'enracine dans le système majoritaire et qui récompense les grands partis politiques au détriment de petits dans les élections législatives (Blais & Loewen, 2009, p. 349-350, 352-357). C'est-à-dire que les petits partis politiques sont sous-représentés au parlement. De plus, ces tendances se renforcent aussi à travers les élections présidentielles comme la compétition politique se réduit à celle entre deux candidats. Par conséquent, le système majoritaire contribue indéniablement à la dégradation de la qualité démocratique puisqu'il finit par la centralisation de la compétition politique autour peu de forces politiques diverses. Ce fait aboutit à l'émergence d'un système bipolaire et ainsi que d'une démocratie majoritaire (Perraudeau, 2001, p. 105-111).

¹²Le système partisan français est considéré comme quadrille bipolaire qui indique en effet la polarisation autour de quatre partis politiques axés sur le spectre politique de gauche-droite. Chacun de ces partis représente la gauche ou la droite, mais il se différencie selon leurs radicalités. Pour plus de détail voir : (Perraudeau, 2001)

C'est dans ces particularités contextuelles que le comportement électoral en France se façonne. Il faut d'abord noter que la participation électorale est en décroissement et que les élections ont profondément été marquée par le taux de l'abstentionnisme en accroissement depuis des décennies. Le taux d'abstention dans les élections présidentielles 2017 était 22,23 % pour le premier tour et 25,44 % pour le deuxième alors qu'il était 16,23 % pour le premier tour et 16,23 % pour le deuxième en 2007 (Ministère de l'Intérieur, s. d., 2017a). Quant à la présidentielle 2022, d'après le ministère de l'Intérieur, le taux d'abstention est 26,31 % pour le premier tour et 28,01 % pour le deuxième (Ministère de l'Intérieur, 2022). Ce taux n'était jamais si bas sauf la présidentielle en 2002. En contradiction avec les élections présidentielles, le taux d'abstention aux élections législatives se trouve beaucoup en haut, comme il était 40,02 % en 2007 et 57,36 % en 2017 (Ministère de l'Intérieur, 2007, 2017b). De plus, ce taux était 64,4 % en 2002 qui indiquait le taux le plus bas jusqu'à cette date (Statista, 2022b). D'ailleurs, une recherche à partir des données collectées entre les années 1988 et 2007 montre que les plus âgés, pratiquants, mieux fortunés et ayant un héritage politique familial plus droite participent davantage aux élections présidentielles que les autres (Nadeau et al., 2012, p. 51). De plus, selon Gonthier (2021, p. 802-803) les votes des Français sont majoritairement marqués par deux dimensions culturelles et économiques qui créent quatre pôles électoraux fondamentaux qui sont valables même pour 2021 : la droite libérale et républicaine dont les électeurs sont conservateurs d'un point de vue culturel et plutôt libéraux du point de vue de la dimension économique. La gauche modérée dont les électeurs ne sont pas susceptibles par rapport à l'économie de marché, mais libéraux en termes des valeurs culturelles. La gauche radicale soutenue par les électeurs qui priorisent les questions économiques en étant en faveur de l'Etat et qui sont libéraux en termes culturels. Enfin, l'extrême droite dont les électeurs sont conservateurs en termes culturels mais sensibles aussi aux questions économiques et ainsi qu'ils sont plus susceptibles à la gauche en termes économiques. En nous appuyant sur cette simplification des profils des électeurs, nous pouvons faire l'hypothèse que le caractère bipolaire du système de partis politiques français continue toujours à fonctionner et ainsi nous fournit une chance de simplification.

A partir de ces données, nous pouvons remarquer deux faits importants. Le premier est la différenciation du taux de participation entre les élections présidentielles et législatives considérant que la participation électorale aux présidentielles est plus vive. Le deuxième est l'abstentionnisme électoral. Les causes de ce premier fait s'enracinent majoritairement dans les particularités du système électoral français qui renforce l'aspect présidentiel du système politique (Delwit, 2014, p. 17-18). D'abord, sachant que les élections présidentielles précèdent celles législatives ainsi qu'il y a très peu de temps entre les deux, un changement de la couleur de vote entre les deux élections n'est pas très attendu. De plus, les Français décident, en général, la couleur de leurs votes législatifs à partir des résultats des élections présidentielles afin d'éviter la cohabitation (Blais & Loewen, 2009, p. 338; Delwit, 2014, p. 17-18). Ainsi, la perception de l'utilité de vote pour les législatives n'est pas très favorable pour y participer puisque le système politique français est semi-présidentiel et a développé des tendances fortes en faveur du présidentielisme au fil du temps. C'est pourquoi, les résultats des élections présidentielles se corrélaient majoritairement avec celles des législatives. Par conséquent, les élections législatives perdent leur importance aux yeux du peuple (Delwit, 2014, p. 17-19; Nadeau et al., 2012, p. 36).

Les racines de l'abstentionnisme, quant à elles, sont très complexes et représentent aussi une tendance stable et répandue parmi les démocraties occidentales. Dans ce cadre, afin d'expliquer cette tendance, la polarisation politique (Steiner & Martin, 2012), l'obligation de voter (Delwit, 2013), la méfiance et l'insatisfaction politique (Grönlund & Setälä, 2007), le mode de scrutin majoritaire (Kostadinova, 2003) et l'âge (les jeunes sont plus abstentionnistes) (Bhatti et al., 2012) sont considérés comme les facteurs qui causent l'abstentionnisme électoral. Outre cette littérature très générale, pour le contexte politique français, nous pouvons recourir à l'ouvrage de Braconnier et Dormagen (2007) qui présentent quelques caractéristiques importantes des classes populaires en vue de l'abstentionnisme : il y a très peu de politisation auprès des classes populaires tandis que le fatalisme et le sentiment d'incompétence sont très forts et mènent conséquemment à l'abstentionnisme. Ensuite, ils introduisent deux facteurs principaux de l'abstentionnisme électoral chez les classes populaires : la sous-représentation des classes populaires sur le champ politique et la déception produite par la gauche (Poliak, 2007). Sur ce point, Muxel (2013) nous montre que la confiance aux institutions ainsi qu'aux partis politiques est l'un des

déterminants importants de l'abstentionnisme en France à partir des analyses sur les élections de 2012. Par cet égard, les résultats des sondages du Centre de recherches politiques de Science Po (CEVIPOF) sur la confiance aux institutions politiques sont très intéressants. Selon ces sondages, le président de la République se trouve dans le dernier rang en terme de confiance populaire avec le taux de 69 % de méfiance au total en 2011 (CEVIPOF, 2011). Ce taux de méfiance arrive jusqu'à 83 % au total pour les partis politiques tandis qu'il se mesure 61 % pour les syndicats en 2011 (CEVIPOF, 2011). Le même sondage en 2020 constate que la méfiance à l'égard du président de la République se mesure 60 % alors qu'il est 85 % pour les partis politiques et 69 % pour les syndicats (CEVIPOF, 2020). Conformément à cela, nous constatons la durabilité de la méfiance des Français à l'égard des institutions politiques et de cette manière, la faible participation électorale devient de plus en plus compréhensible. De plus, sous ces conditions, ce n'est pas du tout surprenant que le taux d'adhésion aux partis politiques n'est que 2 % de la population française (Tournier, 2021). De même, le taux de l'adhésion aux syndicats n'arrive qu'à 10,3% des salariés français en 2020 (Dares, 2021). D'ailleurs, l'attachement politique des Français aux partis et aux syndicats n'était jamais très étroit (Nadeau et al., 2012, p. 45) puisque considérant surtout l'Etat fort, l'adhésion aux partis et l'engagement à la politique représentait une source de risque en termes politiques. Néanmoins, à partir de ces données, nous constatons un relâchement encore plus poussé depuis un certain temps. Par conséquent, nous constatons l'indifférence politique forte chez les Français. Selon le sondage mené par CEVIPOF en 2018, 48 % de la population française ne portent pas l'intérêt sur la politique (CEVIPOF, 2018).

Ce tableau général soulève plusieurs questions concernant la légitimité politique et la qualité de la démocratie représentative. Tout d'abord, plus le taux d'abstention augmente plus il devient difficile de franchir le seuil de 12,5 % dans les législatives. A titre illustratif, en 2012 il a fallu obtenir en moyenne 21,85 % des votes des inscrits pour être compté valable pour le deuxième tour (Delwit, 2014, p. 19). C'est pourquoi, la capacité de représentabilité des élections législatives se dégrade. Ce qui est encore plus important, c'est que ce tableau ne se limite pas avec les législatives, mais bien au contraire se répand aussi sur les élections présidentielles parce que le système majoritaire fonctionne sur la base de vote stratégique qui limite les choix politiques du peuple. De ce fait, une crise de la représentation et ainsi que de la légitimité politique

émerge. Selon le sondage de CEVIPOF en 2011 et 2018, le taux de ceux qui considèrent le fonctionnement de la démocratie « pas bien » arrive respectivement à 60 % et 61 % de la population totale (CEVIPOF, 2011, 2018). Sachant que le taux d'insatisfaction avec la démocratie est à peu près stable pendant toutes ces années le fonctionnement démocratique semble remise en cause par le peuple français. En résumé, nous avons affirmé jusqu'ici, que le système politique français est très profondément déterminé par la polarisation entre les forces politiques axées sur un spectre solide de gauche-droite et qu'il s'est développé leurs positionnements sur le plan politique sous l'influence lourde des caractéristiques du régime semi-présidentiel comme la démocratie majoritaire. C'est ainsi que la qualité de la démocratie s'est dégradée.

Outre ces résultats généraux, nous constatons aussi que les contraintes structurelles de la Cinquième République comme le caractère bipolaire du système des partis politiques, le système majoritaire et ainsi que le conservatisme des dirigeants des partis ont empêché le renouvellement politique des partis puisque ces facteurs ont limité la politique française dans le clivage entre gauche et droite (Bernard, 2022). Pendant une longue durée, les changements des noms des partis ont été instrumentalisés afin de satisfaire ce manque de renouvellement politique, mais ces efforts sont restés désespérés comme la famille politique de ces partis restait la même (Bernard, 2022). C'est pourquoi, sauf les Verts et l'extrême droite, le paysage du système de partis est très longtemps resté le même. Ce fait a rendu la politique incompatible à faire face aux problèmes socio-politiques et économiques du jour puisque l'occupation principale de ces partis était de défendre leur positionnement sur le spectre politique de gauche-droite. Ainsi, la politique se rend inefficace comme les partis politiques n'ont pas parvenu à construire des recettes politiques efficaces pour les crises économiques, sociales et politiques. C'est-à-dire que la politique perd la capacité d'être considérée comme la source de solution. Cela représente une des raisons importantes au derrière de l'indifférence politique (Bernard, 2022).

D'un autre point de vue, à cause du manque de renouvellement politique les programmes politiques des partis ayant une probabilité forte d'arriver au pouvoir, ont perdu la spécificité et la distinction puisque le néolibéralisme s'est imposé à la politique tout comme à l'économie. Afin d'élargir cette piste, nous devons présenter l'installation

du régime néolibéral en France. L'on constate que l'instauration des politiques publiques néolibérales en France, même si d'une manière limitée et intermittente par rapport à ses homologues, s'est réalisée au fil du temps. Ces politiques sont instaurés d'une manière graduelle, mais dans un certain niveau de stabilité (Brookes, 2021; Godin, 2019, p. 62) considérant que les gouvernements de gauche ont soutenu cet ordre du jour autant que ceux de droite, sans prononcer le mot « néolibéral » (Howell, 2006, p. 231). Ainsi, selon François Denord (2007) le néolibéralisme économique est devenu l'idéologie dominante chez les dirigeants français à partir de la fin du 20^e siècle (Todd, 2009). Avant la dominance du néolibéralisme, les gouvernements français trouvait le milieu entre les politiques publiques néolibérales et ceux de l'Etat-providence au contraire de ses homologues sur la scène internationale malgré sa prédisposition au néolibéralisme grâce à l'exécutif fort, l'intégration au marché international et l'avènement fréquent des gouvernements de droite qui sont plus susceptibles à adopter un programme néolibéral (Brookes, 2021, p. 10-12). Cela est très intéressant considérant surtout le fait que le néolibéralisme en tant qu'idéologie a été fabriqué en partie en France où le colloque de Lippmann a eu lieu en 1938 (Denord, 2007). La raison de cette exception française est expliquée par le coût politique élevé de soutenir le néolibéralisme en public, l'Etat-providence fort, la résistance de la base (Brookes, 2021, p. 13-16). Malgré tous ces empêchements, les gouvernements français entre les années 1984-1991 ont graduellement introduit des instruments politiques propres au programme du néolibéralisme, à savoir *New Public Management*¹³ (Dreyfus, 2010, p. 859). A ce titre, le renouveau de services publics a été réalisé pour le but d'assurer l'efficacité et il est fini par les privatisations de certains services publics dans les années 90s (Dreyfus, 2010, p. 859-860). D'ailleurs, les gouvernements français, quel que soit droite ou gauche, ont renforcé la flexibilisation du marché du travail (Amable, 2016, p. 523-524). De même, la privatisation des entreprises publiques s'est réalisée pour le but d'efficacité et diminuer le déficit de dette publique. Dans ce cadre, entre 1986 et 1988 Jacques Chirac a effectué la privatisation en partie de plusieurs entreprises d'Etat qui se présentaient dans plusieurs secteurs comme ceux financières, des télécommunications et beaucoup d'autres. Ensuite, les gouvernements français entre 1993 et 1997 ont finalisé le processus de privatisation lancé par Jacques Chirac (Poingt, 2018). Néanmoins, notons qu'ils l'ont fait avec prudence jusqu'au moment où François Hollande a été élu, car il a adopté un agenda politique qui visait

¹³ Pour l'information détaillée voir : (Hughes, 1998).

directement implémenter les politiques néolibérales en changeant les lois de travail en faveur de la flexibilisation du marché de travail et renforçant la retraite de l'Etat à travers les privatisations (Amable, 2016, p. 524). Les privatisations ont continué sans cesse avec le gouvernement socialiste entre les années 1997 et 2002 et sont arrivées à leur point culminant sous la présidence d'Emmanuel Macron, qui est arrivé au pouvoir en se proclamant d'avoir dépassé le clivage gauche-droite, à partir de 2017 (Bernard, 2022; Poingt, 2018). Sans surprise, l'installation de ces politiques néolibérales ont causé des changements socio-politiques et économiques comme la hausse des inégalités de toutes sortes ainsi que l'écart creusé entre les élites et le peuple français. Sur ce point, Thomas Piketty (2019, p. 190) montre que les plus pauvres 50 % de la société française détiennent 5 % du total des patrimoines en 2018 alors que le centile supérieure en détient presque 25 %. D'une même manière, la part 10 % des plus riches dans le total des revenus est plus de 30 %, celle 50 % des plus pauvres n'est guère plus de 20 % en 2015 (Piketty, 2019, p. 193). Les origines de cette inégalité économique s'enracinent en partie dans la politique de fiscalité. Sur ce point, la réforme fiscale en 2017, qualifié comme « *une faute historique* » par Piketty (Piketty, 2017), a fini par le bénéfice des riches, car les plus riches 0,1 % de la société française ont augmenté leurs pouvoirs d'achat près de 4 % alors que celui de la plupart des Français n'atteint guère 3 % (Bonneau, 2019). Ainsi, l'écart entre les plus riches 1 % et le reste de la société française s'est creusée. A titre illustratif, selon le rapport d'OXFAM qui date en 2017, 10 % des plus riches possèdent 50 % de la richesse nationale bien que 50 % les plus pauvres de la société française n'en possèdent presque que 10 % (OXFAM, 2021). Outre ces problèmes économiques, la qualité de la démocratie s'est dégradée avec l'établissement du régime néolibéral dont le rôle n'est pas du tout à « *corriger les effets destructeurs du marché sur la société* » et qui ne prend pas en considération des revendications et demandes de la base (Brown, 1969; Foucault, 2004, p. 151). Par conséquent, l'installation des politiques publiques néolibérales d'une manière permanente a vidé le sens de la politique comme ce programme néolibéral est imposé à la fois par la droite et gauche. De cette manière, la domination du néolibéralisme a majoritairement rendu insignifiant les différences sur le plan économique entre ceux deux pôles politiques. De plus, en creusant les inégalités entre les élites politiques et économiques et le peuple, le néolibéralisme a transformé ces questions résumées ci-dessus en des grands enjeux politiques à travers lesquels la structure de l'alliance et du conflit se façonnent.

Outre, ces conséquences négatives ont préparé la piste sur laquelle l'extrême droite s'est engagée en tant que force politique en proclamant renouveler la politique française. Cette nouvelle force se présente, d'un côté, comme une recette contre les conséquences négatives des politiques néolibérales, comme les inégalités et l'écart creusés entre les élites et le peuple. De l'autre, elle instrumentalise les sujets sensibles comme l'immigration et les valeurs nationales afin d'imposer son agenda politique discriminatoire (Putzel, 2020). En parallèle de l'émergence de l'extrême droite, nous avons rappelé que le système de partis politiques en France a aussi changé sa silhouette. Dans ce cadre, l'on constate qu'une tendance du bipartisme s'est produit surtout après les élections en 2002 qui ont suscité la polarisation entre l'extrême droite de Jean- Marie Le Pen et la droite de Jacques Chirac (Haegel & Grunberg, 2007; Sauger, 2007, p. 363-364). Comme le système électoral est majoritaire, les votes des Français sont pris par ces deux pôles politiques. De même, nous avons témoigné la domination de deux forces politiques en 2007, l'Union Pour un mouvement populaire (UMP), et le Parti socialiste (PS), avec leurs grandes capacités à obtenir la majorité dans l'Assemblée nationale et à remporter les élections (Nadeau et al., 2012, p. 23). Cette tendance de la polarisation est aussi maintenue à partir de 2017 entre Emmanuel Macron qui se positionne dans le centre et Marine Le Pen dans l'extrême droite (Emanuele, 2017), en transformant la politique française dans une lutte entre deux forces autour au moins de deux dimensions : la première est celle économique qui concerne les inégalités, le pouvoir d'achat, les dépenses publiques. La deuxième, quant à elle, se compose des questions culturelles comme l'immigration, la souveraineté et l'autorité (Vitiello, 2017). En conséquence, la politique française est prise par le clivage entre l'extrême droite (FN) et le centre (LREM) adossé par la gauche modérée (LFI), lors des élections présidentielles. Même si ce constat nécessite d'être détaillé, nous nous arrêtons ici, comme nous en discuterons en détail dans la dernière partie de ce travail.

En mettant, tous ces éléments ensemble, nous pouvons constater que la France en tant qu'Etat fort n'est pas ouvert à l'encontre des mouvements sociaux ainsi que l'exécutif français est assez fort à mettre en œuvre les politiques publiques. De même, les particularités du système politique comme la démocratie majoritaire, la polarisation sur l'axe gauche-droite et la domination du néolibéralisme sur les plans économiques

et politiques ont limité la capacité de transmettre les demandes politiques au système politico-institutionnel. De plus, lorsque les inégalités ont augmenté, la politique française est prise par un ancien clivage, à savoir celui de gauche-droite en sur le plan à la fois économique et culturel. Par conséquent, le détachement politique et l'abstentionnisme devient de plus en plus les caractéristiques les plus remarquables de la politique française. En revanche, les inégalités ont marqué leur point culminant depuis la dernière décennie. Ces deux derniers résultats conflictuels relèvent le besoin de faire la politique mais d'une autre façon que l'habitude. C'est dans ce contexte économique, social et politique où le mouvement des Gilets jaunes a débuté en 2018.

2.2.La révolte du « petit peuple » : le mouvement des Gilets jaunes

Dans cette deuxième sous-partie, nous tentons d'esquisser les caractéristiques principales du mouvement de Gilets jaunes afin de nous permettre de les évaluer autour de notre questionnement principal dans la dernière partie. Dans ce cadre, premièrement, nous esquissons les caractéristiques sociologiques et politiques de ce mouvement pour savoir sur quelle base sociale il se situe. Ce faisant, nous expliquons les profils des manifestants et les causes de ce mouvement. Dans ce cadre, nous démontrons que ce mouvement se situe sur les classes moyennes et populaires qui craignent d'éprouver d'un déclassement à la suite de la hausse des inégalités à cause du néolibéralisme qui arrive à son point culminant sous le mandat d'Emmanuel Macron. Ensuite, nous présentons les revendications des Gilets jaunes, les cadrages qu'ils développent ainsi que les répertoires principaux mis en pratique au cours du mouvement. Ce faisant, d'abord, nous montrons que ce mouvement remet en cause tant le néolibéralisme que la démocratie représentative. Ensuite, nous dévoilons les caractéristiques de l'organisation du mouvement qui est horizontale et décentralisée sans hiérarchie ni de leader.

Comme nous l'avons résumé dans la sous-partie précédente, le mouvement des Gilets jaunes a débuté dans un contexte où les problèmes économiques, sociaux et politiques sont accumulés. A la suite de l'instauration des politiques néolibérales dans une manière plus forte, les classes populaires et moyennes se sont rapidement vues dégradées au niveau économique. De plus, ils ne parviennent plus à trouver des moyens à s'exprimer à travers les canaux politiques institutionnels, comme le système

bipartisan domine la politique sur le clivage gauche-droite qui ne répond plus aux demandes d'une certaine partie de la population. Néanmoins, pour déclencher le mouvement, ces groupes fragiles face au néolibéralisme nécessitaient d'une étincelle. Pour comprendre d'où vient cette étincelle, nous pouvons nous rappeler que les Gilets jaunes sont des habitants de la France dite « périurbaine » comme Jeanpierre (2019) les qualifie. C'est pourquoi, ils doivent venir au centre-ville pour travailler et puis retourner chez eux. Ainsi, les vies des Gilets jaunes se caractérisent par un mode de vie motorisée. C'est pourquoi la taxe carbone et la réduction de vitesse de 90 à 80 km/h sur les autoroutes ont un sens spécial pour les manifestants. Ces régulations touchent directement à leurs vies beaucoup plus que des habitants des centres villes (Boyer et al., 2020, p. 126). Ainsi les décisions politiques du gouvernement comme la taxe carbone et la réduction de la vitesse touchant directement au quotidien du peuple ont mis le feu aux poudres en déclenchant le mouvement le 17 octobre 2018 (Boyer et al., 2020, p. 124).

Les origines socio-économiques des Gilets jaunes

Dès lors, si nous détaillons les caractéristiques de ce mouvement, cela mérite d'être noté que les Gilets jaunes font majoritairement partie des classes populaires et moyennes. Selon une recherche qui résume les profils des Gilets jaunes, 47% des ouvriers français et près de 35% des employés dans l'ensemble de la population française soutiennent fortement le mouvement des Gilets Jaunes (Algan et al., 2019, p. 3). De plus, selon la recherche de la fondation de Jean Jaurès, 18 % de la population française a directement identifié aux Gilets jaunes en décembre 2018 quand le mouvement était dans son point culminant. Quant aux profils détaillés de ce soutien, la même recherche montre que 26% des ouvriers et des employés et 26 % d'indépendants (commerçants, agriculteurs, artisans etc.) s'identifient directement aux Gilets jaunes (Cassely & Fourquet, 2019). Deuxièmement, les Gilets jaunes s'enracinent dans les foyers dont les revenus disponibles nets sont inférieurs à 2480 euros par mois. C'est pourquoi, 24 % des manifestants confirment s'en sortir très difficilement avec leurs revenus (Algan et al., 2019, p. 3; Guerra et al., 2019, p. 9). Par conséquent, la part de ceux qui ne se sentent pas socialement assurés est de 40 % chez les manifestants alors que ce taux n'est guère de 25% dans la population française entière (Guerra et al., 2019, p. 9). De même, lorsque le pouvoir d'achat (27%),

l'inégalité (24%), la pauvreté (16%) et les taxes (9%) sont des questions les plus importantes chez les manifestants, le taux de mécontentement causé par les inégalités entre les pauvres et les riches est de 7,6 sur 10 (Guerra et al., 2019, p. 10). A partir de toutes ces données, nous confirmons que la base sociologique des Gilets jaunes se construit sur les classes populaires et moyennes.

Outre, ces caractéristiques démographiques et socio-professionnelles nous permettent d'affirmer le constat que le système économicopolitique a causé la perte d'espoir pour la mobilité ascendante et qu'il a entraîné le risque d'être déclassé auprès des classes moyennes et populaires (Jellab, 2019, p. 84). On le sait, ces groupes sociaux sont les plus fragiles et par conséquent plus sensibles aux conséquences sociales, économiques et politiques du néolibéralisme (Galí et al., 2020, p. 869). A ce point, précisons que les sentiments négatifs face à l'ordre établi représentent l'un des fondements de l'identité commune des « gilets jaunes » (Morales et al., 2020). C'est parce que, les Gilets jaunes se considèrent eux-mêmes comme des citoyens producteurs de la richesse de la nation. C'est pourquoi, le sentiment d'injustice est très fort auprès des Gilets jaunes parce que d'après eux, la richesse ne se distribue pas d'une manière juste. (Guerra et al., 2019, p. 8-9 ; Wahnich, 2020, p. 857). De plus, ce sentiment ne se trouve pas que chez les Gilets jaunes parce que selon l'Observatoire des inégalités, la part des personnes dans la population française entière qui pensent que les inégalités ont augmenté, s'est élevé de 69% à 89% entre les années 2000 et 2011 (Jellab, 2019, p. 86-87). De même, selon le baromètre annuel du ministère des Solidarités en 2018, 76 % des Français et Françaises trouvent la société française « plutôt injuste » (Jellab, 2019, p. 86-87). Sous ces conditions, le sentiment d'injustice devient l'un des déclencheurs de ce mouvement en plus de la recherche de solidarité, d'égalité et de partage (Jeanpierre, 2019, p. 140-143). De cette manière, le « nous » construit autour des questions économiques constitue l'identité de « gilet jaune » (Jetten et al., 2020, p. 1-5). A partir de cette base, nous pouvons considérer les inégalités sociales et économiques et la demande de justice comme l'un des cadrages principaux du mouvement.

Outres les questions économiques, ce mouvement s'inscrit aussi dans la critique de la démocratie représentative (Bedock et al., 2020). Comme nous l'avons déjà montré, il y a une forte désaffection politique parmi la population française. De plus,

rappelons-nous que les classes populaires, desquelles se relèvent le mouvement de Gilets jaunes, sont les plus abstentionnistes. Conformément à ces informations, l'on constate que la plus part des Gilets jaunes n'adhèrent pas aux partis politiques et aux syndicats (Algan et al., 2019, p. 2). De plus, précisons qu'une partie des manifestants déclarent de ne pas avoir soutenu aucun candidat dans le premier tour des élections présidentielles en 2017, car le taux des Gilets jaunes votant blanc atteint 15 % dans le premier tour (Guerra et al., 2019, p. 6-7). De plus, 32 % des Gilets jaunes ont voté Marine Le Pen lorsque le taux de vote de Jean Luc Mélenchon atteint 21 % auprès des Gilets jaunes dans le premier tour. En revanche, dans le deuxième tour 26 % des manifestants ont voté blanc, 25 % Marine Le Pen et enfin 13% Macron (Guerra et al., 2019, p. 6-7). Ainsi, il devient clair que les Gilets jaunes ne sont pas entièrement apolitiques. A ce point, notons que 24 % des Gilets jaunes affirment s'intéresser beaucoup au politique et 34 % s'y intéresser assez (Guerra et al., 2019, p. 6).

D'un autre point de vue, ces données donnent une impression initiale à propos de la diversité politique au sein de ce mouvement. D'abord, nous savons que près de la moitié des manifestants n'avaient pas d'expérience militante (Bendali et al., 2019, p. 147; les Gilets jaunes et al., 2019). Outre, à partir de couleur différentes des votes des Gilets jaunes nous nous rendons compte que les supporters de Le Pen et ceux de Mélenchon se sont en même temps présentés au sein du mouvement, du moins au début (Métézeau, 2019). Ce fait a provoqué plusieurs débats concernant l'identité du mouvement. A titre d'exemple, certains ont discuté si ce mouvement s'est fondé sur une base d'extrême droite. Néanmoins au fil du temps, il s'avère que l'extrême droite était bien loin d'être la base de ce mouvement, à tout le moins on dispose de peu de données empiriques pour soutenir ce constat (Camus, 2019; Challier, 2019, p. 10). De plus, nous savons que les partisans du FN ont été expulsés des espaces militants dans les phases suivantes du mouvement (Bendali et al., 2019; Ravelli, 2020). Par conséquent, nous pouvons faire le constat que le mouvement a accueilli une diversité politique vaste. Pour le dire autrement, il y a des partisans ayant des couleurs politiques différentes et ceux non-partisans au sein du mouvement. Ainsi, la présence des personnes de couleurs politiques différents montre que ce mouvement est loin d'être homogène ainsi qu'il n'est pas unifié au niveau des valeurs politiques (Guerra et al., 2019, p. 5). Malgré ces divergences parmi les manifestants, nous pouvons constater que les questions économiques comme le pouvoir d'achat, le chômage, l'inégalité

économique apportée par le néolibéralisme et celles politiques comme le mécontentement face à la démocratie représentative et la demande d'une démocratie horizontale et directe unissent les manifestants (Guerra et al., 2019, p. 6). Grâce à ces buts communs, les manifestants surmontent les divisions et ils assurent l'unité du mouvement.

Les origines politiques des Gilets jaunes

Revenons sur la dimension politique du mouvement. A ce sujet, notons que 24 % des manifestants croient que la démocratie ne fonctionne pas bien et 74 % pensent qu'elle ne fonctionne pas du tout (Guerra et al., 2019, p. 5). De ce point de vue, les manifestants remettent en question le principe de représentation sur lequel la démocratie libérale s'appuie (Bedock et al., 2020). On le sait, plus la distance entre le peuple et les hommes politiques s'agrandit, plus la méfiance vis-à-vis des hommes politiques et le sentiment d'être sous-représenté deviennent de plus en plus forts chez les classes populaires. Ces sentiments négatifs sont convenable avec la population française entière parce que comme nous l'avons montré dans la sous-partie précédente, la méfiance des Français vis-à-vis des hommes politique et du système politique en entière est forte (CEVIPOF, 2011, 2018). La perte de confiance à l'encontre des institutions politiques se trouve ainsi au cœur du mouvement de Gilets jaunes. Les manifestants pensent qu'ils ne sont plus représentés, car les corps intermédiaires traditionnels n'expriment, ni ne portent ni ne politisent plus les profonds sentiments d'injustices de ces classes sociales (Noël, 2019). A ce sujet, les enquêtes de terrain montrent que 61% des Gilets jaunes n'acceptent pas les catégories politiques sur l'axe gauche-droite (Guerra et al., 2019, p. 6). Si le mécontentement vis-à-vis du mandat d'Emmanuel Macron est patent, pour eux, il n'y a aucune autre opportunité qui les satisfait à gauche comme à droite (Guerra et al., 2019, p. 11-12; Jeanpierre, 2019, p. 29). Ainsi, il est inévitable, pour conclure ce tableau, de diagnostiquer que le mouvement des Gilets Jaunes souligne aussi l'effacement de l'axe droite-gauche traditionnel (Algan et al., 2019, p. 1). De ce point de vue, les partis politiques et les syndicats en tant que formes militantes d'engagement politique ne sont plus capables de saisir les vraies demandes du peuple pour les transférer dans le champ politique. C'est parce que leurs existences s'appuient sur le clivage idéologique qui ne répond plus aux exigences du peuple. De ce point de vue, comme nous l'avons mentionné

dans la sous-partie précédente, l'affaiblissement du soutien de la gauche auprès des classes populaires valide aussi ce constat (Braconnier & Dormagen, 2007; Gonthier, 2021).

En conséquence du sentiment d'être sous-représenté, 78 % des manifestants déclarent que la volonté du peuple doit être respectée par les hommes politiques. De même, 63 % d'entre eux soutiennent l'idée que le peuple doit prendre les plus importantes décisions, mais non les hommes politiques (Guerra et al., 2019, p. 5). De ce fait, on constate aussi que le mouvement de Gilets Jaunes dispose un aspect populiste (Guerra et al., 2019, p. 4; Noël, 2019). A partir de ces données, nous pouvons confirmer l'anti-élitisme comme un deuxième cadrage principal du mouvement. D'un autre point de vue, cela mène à l'autonomie qui renvoie au refus du principe de représentation. Conformément à cela, il faut noter que 67 % des manifestants refusent l'attachement du mouvement aux syndicats et que ce rejet atteint 80 % pour les partis politiques (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 883). Ce fait donne une première impression du caractère autonome du mouvement.

D'un autre point de vue, les questions de sous-représentation et les inégalités économiques et politiques renvoient à la question de la reconnaissance. Car ce mouvement représente aussi une quête de reconnaissance (Jellab, 2019, p. 88), car les Gilets jaunes se considèrent comme des oubliés de la société française. Par le biais de ce mouvement, ces classes sociales tentent de se rendre visible. L'effondrement de l'axe droite-gauche, la critique contre la représentation et la tendance anti-élitiste sont des expressions d'une telle quête de reconnaissance puisque ces caractéristiques indiquent en fait le rejet du système qui les ignore (Jellab, 2019, p. 88). De cette manière, les Gilets jaunes remettent en cause l'ordre établi qui méprise la dignité de classes populaires en faveur des élites. Par conséquent, la quête de reconnaissance émergeant au sein de ce mouvement renforce encore la prise de position en faveur de l'autonomie.

Comme nous avons présenté les profils et les identités des manifestants ainsi que les causes et les cadrages principaux du mouvement, nous pouvons présenter revendications principales des Gilets jaunes. Les revendications des manifestants varient des questions économiques à celles politico-sociales. Malgré cette diversité,

nous pouvons les regrouper dans sept thèmes principaux : pouvoir d'achat, politique sociale, fiscalité, démocratie, économie, immigration et services publics (Garnier, 2018). Le pouvoir d'achat se focalise sur l'amélioration de conditions de vie. Dans ce cadre, ils revendiquent le SMIC à 1300 euros net, pas de retraite en dessous de 1200 euros, d'indexer tous les salaires à l'inflation, salaire maximum fixé à 15000 euros et que les heures supplémentaires du travail soient payées ou récupérées (Garnier, 2018). Les revendications sociales visent à améliorer la condition de vie des groupes fragiles comme les Sans domiciles fixés (SDF), les retraités, les handicapés et les chômeurs (Garnier, 2018). Troisièmement, les revendications sur la fiscalité se concentrent majoritairement sur la justice fiscale mais comprennent le taxe carburant (L'Obs, 2018). Ainsi, elles priorisent d'abord d'éviter des effets économiques du néolibéralisme parce qu'ils demandent de protéger l'industrie française contre les effets de la globalisation, les petits commerçants contre la monopolisation des grandes marques et enfin la défense de la nature contre l'exploitation destructive. De plus, les Gilets jaunes sont majoritairement contre la privatisation des biens publics comme des barrages, des aéroports (Garnier, 2018). Outre ces revendications économiques, ils demandent aussi l'amélioration des services publics et sociaux (Garnier, 2018). Comme nous pouvons remarquer, ces revendications sont étroitement liées aux problèmes produits ou du moins aggravés par le néolibéralisme. C'est pourquoi, toutes ces revendications reflètent le sentiment d'injustice et la peur d'éprouver d'un déclassement qui se trouvent fortement auprès des Gilets jaunes.

Les répertoires employés par les manifestants et leurs conséquences

Il nous reste à présenter comment ces revendications ont été promues par les Gilets jaunes. Autrement dit, il nous faut présenter les répertoires mis en pratique par les Gilets jaunes afin de dévoiler les caractéristiques principales de l'organisation de ce mouvement. Dans ce cadre, tout d'abord, il faut préciser que le mouvement des Gilets jaunes s'est organisé d'une manière horizontale à travers les réseaux sociaux sans recours aux partis politiques ou aux syndicats, à savoir les organisations institutionnelles (Lefebvre, 2019; Tomès, 2019). C'est pourquoi, Cristian Le Bart (2020) qualifie l'organisation de ce mouvement comme le « mode post-institutionnel ». Ainsi, nous pouvons mettre en avant que les Gilets jaunes est d'abord un phénomène numérique, comme le mouvement est né d'un appel fait sur Facebook

(Bornstein, 2019). A la suite de cet appel, près de 287 000 manifestants ont pris les rues le 17 octobre 2018 selon le Ministre de l'Intérieur (Parant, 2019). De ce point de vue, les réseaux sociaux indiquent en fait la base de l'organisation de ce mouvement.

D'un autre point de vue, l'utilisation des réseaux sociaux nous aide à expliquer la diversité politique et sociale au sein du mouvement, car la non-présence d'une organisation institutionnelle permet de se présenter sans identité politique ainsi que d'accéder à un grand public. A ce point, il faut préciser que le compte Facebook du mouvement avait près de 2,7 millions d'abonnés en 2019 (Bornstein, 2019). D'ailleurs, même si tous les abonnés ne faisaient pas directement partie du mouvement d'une manière très active, les appels à manifestation, les revendications et les nouvelles concernant le mouvement peuvent se circuler à travers ce réseau numérique et facilitent le rencontre des personnes qui ne sont plus contente de la politique et de l'économie (Souillard et al., 2020). C'est de cette manière que les Gilets jaunes ont pu construit un mouvement à l'échelle nationale. Ainsi, il devient clair que l'un des répertoire mis en place par les Gilets jaunes est le cyber activisme.

Ce mode d'organisation entraîne sans surprise quelques conséquences importantes : le premier est l'horizontalité qui souligne l'autonomie au sein de ce mouvement. Comme nous avons déjà dit, les manifestants refusent d'attacher aux partis politiques et aux syndicats qui représentent le mode institutionnel d'engagement politique (Bendali et al., 2019; les Gilets jaunes et al., 2019). Comme il n'y a pas d'organisation structurelle qui peut mobiliser les manifestants, les réseaux sociaux ont entrepris ce rôle. Par conséquent, l'horizontalité a émergé comme une des particularités de ce mouvement. A ce point, l'on précise que le mouvement n'a jamais eu des leaders légitimes à représenter tous les Gilets jaunes (Le Bart, 2020, p. 108-110). Cela était aussi un acquis de l'utilisation des réseaux sociaux en permettant les manifestants de ne pas devenir dépendant aux institutions politiques qui sont extrêmement hiérarchiques et bureaucratisées.

D'un autre point de vue, il faut souligner que le mouvement n'est pas limité par les espaces numériques. A titre d'exemple, les manifestants ont occupé les espaces publics, à savoir les ronds-points dans les quatre coins du pays. Ainsi, la deuxième conséquence de l'organisation en mode post-institutionnel peut être considérée comme

la décentralisation du mouvement (Bernard de Raymond & Bordiec, 2020; Challier, 2019; Jeanpierre, 2019; Ravelli, 2020). De ce point de vue, la décentralisation du mouvement est considérée en parallèle d'une tendance de la relocalisation de la politique qui est présente dans la politique française depuis un certain temps (Jeanpierre, 2019, p. 97). Dans ce cadre, les manifestants arrivent à bloquer les routes et à faire des péages. Considérant que ces ronds-points étaient le cœur de la circulation dans le pays, les occupations représentent une tactique stratégique (Ravelli, 2020). En nous rappelant que les Gilets jaunes étaient des habitants de la France « préurbaine » qui leur oblige d'avoir un mode de vie motorisée (Jeanpierre, 2019), les occupations des ronds-points deviennent de plus en plus significatives. De plus, les manifestants complètent cette pratique protestataire avec le gilet « jaune » dont la fonction principale est la haute visibilité. Ce faisant, les manifestants rendaient visible leurs causes et revendications d'une telle manière qu'ils dévoilent aussi les particularités de leur mode de vie motorisée (Wahnich, 2020, p. 860).

La présence d'un groupe de manifestants sur les ronds-points fait émerger au cours du temps certains besoins quotidiens comme celui d'un caban pour se protéger du froid et l'approvisionnement des produits alimentaires pour que les manifestants puissent maintenir les blocages. En satisfaisant au fur et à mesure ces besoins, ces espaces militants ont été bien équipés pour certains manifestants qui commencent à rester là-bas jour et nuit (Floris & Gwiazdzinski, 2019; Ravelli, 2020). De cette manière, les ronds-points qui étaient des espaces désertés auparavant, deviennent un espace de vie commune (Bendali et al., 2019; Challier, 2019). Sur ce point, Quentin Ravelli (2020) résume très bien les fonctions des ronds-points comme suit : le rapprochement des contraires, le blocage de l'économie, le lieu de décision collective, de vie, de solidarité et enfin de l'apprentissage politique. De cette manière, les ronds-points ont fourni un espace où la solidarité émerge en tant que valeur qui rend un certain niveau de humanisation dans les relations humaines (Jellab, 2019, p. 88). Outre tous ces caractéristiques, les ronds-points sont au fur et à mesure devenu l'un des espaces militants principaux ayant servi au mouvement comme un « dispositif organisationnel décentralisé » à travers les assemblée populaires (Ravelli et al., 2020, p. 13-14). C'est parce que les ronds-points représentaient les espaces militants où les décisions importantes ont été prises à travers des pratiques délibératives. Comme nous en discuterons en détail dans la dernière partie de ce travail, nous nous arrêtons là.

Néanmoins nous pouvons préciser que l'occupation de l'espace public est l'un des répertoires principaux de ce mouvement. Sur ce point, comme un troisième répertoire, nous pouvons mentionner les manifestations qui se routinisent au cours du temps à travers l'acte de samedi. Dans ce cadre, dans sa première anniversaire, le mouvement avait déjà réalisé 53 actes de samedi qui consistent en rassemblements et en marches dans les grands villes françaises (Sipos, 2019).

Une autre conséquence de l'organisation en mode post-institutionnel est l'autonomie forte du mouvement face aux partis politiques et aux syndicats. Nous avons déjà mentionné l'attitude négative des Gilets jaunes vis-à-vis des institutions politiques. Néanmoins, l'autonomie au sein du mouvement n'indique pas que le refus des partis et syndicats, mais aussi celui de la négociation avec le système politico-institutionnel. Sur ce point, nous pouvons mentionner le Grand débat national, un dispositif gouvernemental, qui visait à permettre les Gilets jaunes à s'exprimer à travers des canaux institutionnels. Néanmoins, les Gilets jaunes n'ont pas du tout apprécié ce dispositif, car ils le considéraient majoritairement comme un piège politique préparé par le gouvernement d'Emmanuel Macron afin d'affaiblir la participation au mouvement (Clemens, 2019, p. 119; Le Bart, 2020, p. 179). De plus, ce dispositif n'a pas pu convaincre même les participants au débat, car seulement 25 % des participants au Grand débat pensaient que ce dispositif pourrait finir par une amélioration de la politique (Fourniau, 2019, p. 4). D'un autre point de vue, les profils des participants dévoilent le fait qu'ils ne faisaient pas majoritairement partie des Gilets jaunes. C'est parce que le taux des participants au débat ayant déclarés de s'en sortir avec leurs revenus atteint 64 % au total alors que les Gilets jaunes ont des difficultés à s'en sortir avec leurs revenus (Fourniau, 2019, p. 8). De plus, les participants au débat n'étaient pas du tout abstentionnistes et leurs profils disposaient plutôt des similarités avec ceux des électeurs d'Emmanuel Macron comme d'être aisé et diplômé (Fourniau, 2019, p. 13). De plus, on le sait, les Gilets jaunes ont organisé un autre débat, intitulé le « Vrai débat des Gilets jaunes », au lieu de participer au Grand débat national lancé par le gouvernement (Marchand et al., 2019). Par conséquent, nous nous rendons compte que les Gilets jaunes ont gardé leur distance face au système politico-institutionnel sans concession ni négociation.

Outre le rapport distancié du mouvement au système politico-institutionnel, l'autonomie entraînait aussi certains résultats au sein du mouvement. Comme le mouvement s'est organisé d'une manière horizontale et ainsi autonome les critiques s'adressant au mouvement se focalisaient sur « *l'exigence inévitable de la représentation* » (Lefebvre, 2019). Dans ce cadre, l'Assemblée des assemblées (AdA) mérite notre attention. Ce dispositif est issu des ronds-points et représente les efforts de l'aile gauche du mouvement à institutionnaliser le mouvement autant que possible (Ravelli et al., 2020). Selon ces Gilets jaunes les AdAs représentent « *une expérience démocratique pendant laquelle des débats de société sont lancés et des propositions organisationnelles et politiques sont faites* » (l'AdA 5, 2020). De ce point de vue, l'Assemblée des assemblées indique une tentative de prendre le rôle des ronds-points à l'échelle nationale en fournissant au mouvement une organisation plus ou moins centralisée (Ravelli et al., 2020, p. 14). Dans ce but, cinq AdAs se sont respectivement organisées d'abord à Commercy le 26 et 27 janvier 2019, puis à Saint-Nazaire le 5,6,7 avril 2019 et ensuite à Montceau-les-Mines le 29-30 juin 2019. La quatrième s'est tenue à Montpellier le 1, 2, 3 novembre 2019 et enfin la dernière a eu lieu à Toulouse 6, 7, 8 mars en 2019 (Ravelli et al., 2020). Une sixième est envisagée à se tenir à l'Ile de France en juin 2020, mais à cause de la pandémie elle est reportée et elle n'a pas encore eu lieu (AdA Portail, 2022). Comme nous l'avons déjà dit, le souci principal de ces assemblées était l'organisation du mouvement (Ravelli et al., 2020). C'est pourquoi, il y a plein de débats sur l'organisation du mouvement au sein de ces assemblées. Dans ce cadre, la proposition de constituer l'Assemblée des assemblées comme une organisation centrale qui fonctionnera sur le principe de représentation exemplifie bien ce souci (l'AdA 5, 2020). Même si certains Gilets jaunes, surtout les gauchistes, avaient une telle intension, cette proposition a été refusée dans la Cinquième AdA par l'expression suivante : « *si structure, elle doit être horizontale* » (l'AdA 5, 2020). De ce fait, nous nous rendons compte que la prise d'une posture distanciée vis-à-vis du système politico-institutionnel a aussi été maintenu face aux tentatives à institutionnaliser le mouvement. De cette manière, le refus des institutions sur la base du principe de représentation peut être considéré comme l'une des particularités du mouvement des Gilets jaunes.

La remise en cause du principe de représentation souligne le fait que les Gilets jaunes rêvent d'une autre forme de démocratie qui est plus horizontale et participative

(Bedock et al., 2020). Ce rêve se concrétise dans sa forme la plus remarquable de la revendication de Référendum d'initiative citoyenne (RIC). La particularité de cette revendication est d'écarter le rapport de représentation entre le peuple et les hommes politiques. En ce sens, les Gilets jaunes dénoncent le mode de gouvernance verticale qui est devenu la norme à la suite de l'établissement du néolibéralisme (Clemens, 2019, p. 114-115, 119; Foucault, 2004). Néanmoins, outre cette revendication, les Gilets jaunes n'ont pas assez de moyens à faire vivre l'aspiration démocratique horizontale. Autrement dit, la faiblesse de ce mouvement s'enracine dans l'incapacité de produire de nouvelles médiations qui remplaceront ses anciennes équivalences (Noël, 2019). C'est pourquoi même si ce mouvement a rencontré un franc succès, du moins pour une certaine durée, en court-circuitant la médiation politique traditionnelle, il a ainsi démontré l'importance et la nécessité concernant médiation politique parce que la question de durabilité du mouvement a émergé comme une question essentielle (Noël, 2019). En résumé, le mouvement des Gilets jaunes s'est positionné en faveur de l'autonomie en termes du dilemme de l'institutionnalisation et l'autonomie.

3. TROISIEME PARTIE : L'ETAT ESPAGNOL FACE A L'INDIGNATION POPULAIRE : LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES POLITIQUES ET LE MOUVEMENT DES INDIGNES

Dans cette partie nous nous focaliserons, dans un premier temps, sur les particularités du système politique en Espagne afin d'illuminer la structure des opportunités politiques et de désigner le contexte d'où le mouvement des Indignés a émergé. Puis, nous présenterons les caractéristiques principales du mouvement des Indignés. Ce faisant, nous dévoilerons que le système politique espagnol est marqué par la dictature franquiste et par ses caractéristiques transmises au régime démocratique. A ce sujet, nous préciserons que la démocratie espagnole est majoritaire à cause du système électoral qui est désigné par les élites franquistes pendant la transition démocratique et qui produit un système bipartisan. De plus, nous soulignerons que l'exécutif est fort face au judiciaire et au législatif. Ainsi, nous mettrons en avant que le système politique espagnol est fermé à l'encontre des mouvements sociaux en les poussant à l'espace extra-institutionnel ainsi que la capacité de mettre en place les politiques publiques des autorités politiques est forte. De même, nous montrerons que l'Etat espagnol est fort, malgré sa structure décentralisée depuis la transition démocratique. Ensuite, nous soulignerons comment ces traits politiques se conjuguent avec l'établissement du régime néolibéral. Ainsi, nous montrerons à quel point les inégalités ont augmenté et un clivage fort entre les élites et le peuple s'est creusé. En nous appuyant sur cette base, nous mettrons en avant que la structure des alliances et des conflits se sont façonnés à partir de ce clivage en préparant la scène pour l'émergence du mouvement des Indignés. Sur cette ligne dans

la second-sous partie, nous présenterons les caractéristiques principales du mouvement. A ce sujet, les profils et les identités des manifestants seront expliqués en détail. Puis, nous dévoilerons les cadrages principaux du mouvement afin de rendre intelligible les revendications du mouvement. Ensuite, nous présenterons les répertoires principaux mis en pratique par les Indignés et les conséquences du mouvement. Ce faisant, nous préparons la scène pour la partie comparative qui aura lieu dans la dernière partie de ce travail.

3.1.L'impasse du système bipartisan marqué par le néolibéralisme face à la crise économique et politique

Au cours de cette sous-partie nous tenterons d'esquisser en détail les caractéristiques principales du contexte politique en Espagne conformément au cadre théorique désigné dans la première partie de ce travail. Pour ce faire, nous présenterons d'abord, les particularités du régime politique afin de contextualiser les facteurs comme l'accès du mouvement au système du parti politique et au processus de la prise de décision, la capacité de mise en œuvre des politiques des autorités politiques, la structure des alliances et la structure de conflit dans le système politique (Kriesi et al., 1992; Rucht, 1996; Tarrow, 1996). Conformément à ce but, nous montrerons que la démocratie espagnole est construite dans le sillage de la dictature franquiste qui plaçait les élites politiques et économiques au même rang contre les mouvements sociaux et syndicaux. En nous appuyant sur ce fait, nous préciserons les caractéristiques principales du système politique espagnol comme le positionnement central des élites et des hauts fonctionnaires d'Etat dans le système, le fonctionnement politique dominé par l'exécutif et le système bipartite. Dans cette perspective, nous discuterons des conséquences de ces particularités comme le manque de diversité politique, l'organisation hiérarchique incline à la corruption et l'écart creusé entre les élites et le peuple. De plus, nous mettrons en avant que ces particularités sont renforcées avec la transformation néolibérale qui établit un ordre politique vertical sans recours à la consultation de la base. Afin d'élargir cette piste, nous soulignerons la présence forte des points de convergence et d'articulation entre le néolibéralisme et le système politico-institutionnel espagnol vu que les deux sont très enclins à imposer depuis le haut vers le bas. Ce faisant, nous discuterons de l'économie-politique du contexte

espagnol à partir de certains indicateurs comme la distribution de la richesse nationale et les inégalités économique-politiques.

Les particularités de la politique espagnole

Pour commencer, il faut souligner que la politique espagnole est largement marquée par deux événements structurants : l'expérience de la dictature franquiste issue de la guerre civile entre 1936-1939 et la transition démocratique à la suite de la mort de Franco (Colomer, 2020; Font, 2020; Maurer, 1999; Rodríguez-Teruel, 2020; Vallès, 2020). Nous savons que la période qui débute avec la dictature de Franco était profondément marquée par « *l'autoritarisme, le rejet de l'héritage républicain, l'interdiction des organismes syndicaux et partisans, la prohibition de l'usage des langues dites « périphériques », l'importance de l'armée, la centralisation de l'État et la célébration de valeurs conservatrices et traditionalistes* » (Chazel, 2017). Par conséquent, la société civile, l'opposition politique et les canaux participatifs, qui sont considérés comme des piliers importants sur lesquelles la démocratie se construit, ont été détruits. Dans ce cadre, l'interdiction des partis politiques et des syndicats a creusé l'écart entre la politique institutionnelle et celle extra-institutionnelle en poussant la deuxième à s'organiser clandestinement (Fishman, 2012, p. 359-360). A partir de ce fait, Fishman (2012) met en avant qu'une tradition de mouvement social et syndical autonome devient une particularité de la politique espagnole. D'un autre point de vue, la contestation politique n'a pas disparu pendant la période franquiste, mais plutôt a reculé dans l'espace politique extra-institutionnel tout en se maintenant (Albarracín, 2000, p. 66; Fishman, 2012). C'est la raison pour laquelle, la politique en Espagne porte en elle les traces de la période dictatoriale tout comme la société.

Deuxième élément structurant est le rétablissement de la démocratie en 1978. Si la constitution de 1978 donne un cadre juridique au régime, la transition démocratique implique à la fois une rupture et une continuité entre le régime franquiste et celui démocratique. Rupture considérant surtout les changements politiques et institutionnels qui désignent l'Espagne comme un pays démocratique avec un régime de monarchie constitutionnelle. Conformément à cela, avec la transition, la liberté pour tous les partis politiques, qu'elle que ce soit leurs idéologies, est établie (Colomer, 2020, p. 163-164; Vallès, 2020, p. 174-175). De même, la séparation des pouvoirs est

installée, l'exécutif revient aux *Cortes General* qui implique un système bicaméral (España, 2021; Vallès, 2020, p. 174) et le judiciaire aux magistrats et juges indépendants (Chazel, 2017). De surcroît, malgré l'ambiguïté causée par la constitution qui n'explique précisément pas si l'Espagne est unitaire ou fédérative, l'Etat s'est décentralisé par la création de dix-sept régions et deux villes autonomes. De cette manière, les trois « nationalités historiques » se voient accorder des droits spéciaux comme l'officialisation des langues régionales qui étaient auparavant interdites sous la dictature et un régime spécial de taxe dans le pays basque, la Galicie et le Catalauni (Colino, 2009; Colomer, 2020, p. 163-164; Vallès, 2020, p. 176-177). Malgré certaines petites différences entre eux comme l'usage officiel des langues régionales et un régime de taxe différent, toutes les régions autonomes ont eu leurs propres gouvernements régionaux et leurs propres assemblées régionales dans lesquelles leurs gouvernements régionaux sont élus parmi leurs membres. Outre ces assemblées régionales, le Cortes General a pris la forme d'une assemblée nationale d'où est élu le gouvernement central (Colomer, 2020, p. 163-164).

Outre tous ces changements institutionnels et politiques, les premiers signes de l'Etat-providence, émergeant à l'aube de la transition démocratique, se sont consolidés vers la fin des années 1980s. Cette tendance pour l'Etat-providence se croisait avec des demandes sociales et populaires qui étaient en augmentation avec la transition démocratique. Dans ce cadre, l'universalisation des services publics s'est réalisée même si le niveau de protection sociale est demeuré relativement faible à cause des déficits financiers et limites économiques créés par la réorganisation économique pendant les années 80s et la discipline budgétaire imposée par l'Union européenne (Rodriguez Cabrero, 2008, p. 95-96). Malgré ces limitations, le rapport entre l'Etat et le peuple s'est transformé à travers l'établissement de l'Etat providence. C'est parce que l'expansion des services publics a doté les gouvernements régionaux et centraux avec des nouvelles responsabilités comme les prestations sociales et la distribution des certains services publics (Rodriguez Cabrero, 2008, p. 95-96).

Avec tous ces changements, l'Espagne est ainsi devenue un Etat de droit et social ainsi qu'elle a pris une forme convenable pour inclure la diversité au niveau ethnique, culturel et économique même si l'inclusion du système politique est limitée comme nous l'expliquerons en détail ici-bas. C'est pourquoi ces changements impliquent une

rupture forte avec la dictature alors qu'il y a, en même temps, certaines particularités de la transition, qui constituent paradoxalement une continuité avec le régime dictatorial. Nous pouvons dresser une liste de ces particularités: une transition limitée du fait de négociations avec des élites de la dictature (Fishman, 2012, 2017; Romanos & Sádaba, 2022) et son caractère hiérarchique sans recours à la contribution des différentes composantes de la société espagnole, la domination de l'exécutif sur le législatif et le judiciaire et le système électoral qui favorise un système bipartite (Colomer, 2020, p. 156; Font, 2020; Hopkin, 2006, p. 14; Rodríguez-Teruel, 2020; Torcal & Christmann, 2020). Malgré toutes ces limites de la transition démocratique, il faut quand même avouer qu'elle est, sans doute, réussie, car elle a donné naissance à un régime politique stable et démocratique (Hopkin, 2006, p. 14). Prenant en compte à quel point étaient profonds tous ces changements, il devient évident que les caractéristiques de la transition démocratique ont profondément eu des impacts à la fois sur le fonctionnement politique et sur la qualité de la démocratie espagnole.

Les impacts de la transition démocratique

Si nous détaillons les impacts politiques de la transition démocratique, il faut toujours se rappeler que cette fameuse constitution, toujours en vigueur aujourd'hui avec de petites révisions, a été préparée à l'initiative des élites du régime franquiste, qui seront ultérieurement organisées sous le parti de l'Union du centre démocratique (UCD) par Adolfo Suarez. Outre le fait que les dirigeants de la transition faisaient partie des élites du régime franquiste, la constitution était le fruit de négociations tenues au palais de Moncloa avec les hauts fonctionnaires et les chefs militaires du régime dictatorial (Bosch, 2020, p. 389-391; Colomer, 2020, p. 156; Hopkin, 2006, p. 14; Vallès, 2020, p. 172). C'est-à-dire que cette constitution ne représente pas un consensus atteint par le peuple ou par la contribution des différentes composantes sociales et politiques, mais plutôt un accord entre les élites étatiques. Il convient de noter que la négociation avec des élites était motivée par l'inquiétude de la montée d'une atmosphère revancharde et violente, alimentée par la mémoire de la guerre civile des années 1930s (Colomer, 2020, p. 156). Pour le dire autrement, le premier souci des élites politiques était la stabilité politique. A cet égard, les influences des réformistes conservateurs sur la constitution, comme Manuel Fraga, méritent d'être mentionnées vu que ces hommes politiques ont introduit un mécanisme qui favorise la démocratie

majoritaire dans le système électoral afin de garantir la stabilité gouvernementale (Hopkin, 2006, p. 14). Face à ces réformateurs conservateurs, Adolfo Suarez et ses collègues ont soutenu une démocratie consensuelle conformément à la diversité politique du pays en insistant à introduire le principe de représentation proportionnelle et la structure fédérative (Hopkin, 2006, p. 14). Ces deux forces contradictoires ont profondément marqué la constitution et a modelé la forme prise par la démocratie (Vallès, 2020, p. 173). D'un côté, les soucis des élites du régime franquiste concernant la stabilité gouvernementale ont causé la prépondérance de l'exécutif et l'exclusion des acteurs syndicaux et activistes des mouvements sociaux. De l'autre, le projet de Suarez pour une démocratie consensuelle a suscité l'émergence d'un système quasi fédératif (Bosch, 2020; Fishman, 2012; Hopkin, 2006, p. 14; Rodríguez-Teruel, 2020). Cette tension entre les deux forces politiques ont fini par un fonctionnement exclusif des institutions politiques et juridiques et un pouvoir politique consolidé entre les mains des élites politiques ayant une tendance oligarchique (Colomer, 2020, p. 153). De cette manière, malgré la réussite de la transition à établir un régime démocratique, l'écart entre le système politico-institutionnel et la politique extra-institutionnelle ne s'est pas comblé, mais plutôt maintenu en Espagne pendant l'ère post-Franco (Fishman, 2012, p. 360-361).

Ce résultat souligne le fait que le projet de démocratie consensuelle de Adolfo Suarez a abouti par une démocratie de plus en plus compétitive et majoritaire au fil du temps (Colomer, 2020, p. 153). Afin d'expliquer ce glissement de la démocratie consensuelle vers celle majoritaire, Hopkin (2006, p. 8) s'appuie sur les idées de Lijphart (2012) qui distingue deux types principaux de démocratie. La première est celle consensuelle caractérisée par le système multipartite, le rapport équilibré entre l'exécutif et législatif, les structures constitutionnelles décentralisées alors que la seconde est la démocratie majoritaire caractérisée par la présence de peu de partis politiques en compétition électorale et l'exécutif fort avec un système politique centralisé et unitaire (Lijphart, 2012, p. 1-8). A partir de cette base, considérant la structure décentralisée de l'Etat espagnol, Hopkin constate la similarité de l'Espagne avec le modèle consensuel alors qu'il souligne que le système bipartite et l'exécutif fort font rapprocher ce pays du modèle majoritaire. Au milieu de toutes ces complexités, afin d'analyser ce glissement, Hopkin dresse une liste des déterminants significatifs :

la composition du gouvernement, le rapport entre le pouvoir exécutif et législatif et le système de parti (Hopkin, 2006, p. 8).

Concernant la composition du gouvernement, notons qu'en Espagne, elle se compose généralement des gouvernements unipartites à partir de 1982 où le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est arrivé au pouvoir. A partir de cette date, on constate que les électeurs est polarisé entre deux partis politiques au point que le taux de votes obtenus par deux grands partis a atteint 83,81 % en 2008 (le plus haut) et 63,76 % en 1977 (le plus bas) (Orlov, 2022, p. 128; Rodríguez-Teruel, 2020, p. 190). De plus, même si la polarisation est de temps en temps diminuée pendant toutes ces années (Hopkin, 2006, p. 12), ce système bipartisan a pu se maintenir jusqu'en 2016 où il est arrivé à une fin (Orriols & Cordero, 2016; Rodon & Hierro, 2016). A partir de cette base, Hopkin (2006) fait le constat que la composition du gouvernement en Espagne a pris une forme similaire avec le modèle de Westminster en contradiction avec celui italien ou allemand qui concrétise la démocratie consensuelle sur la base des larges coalitions au gouvernement.

La configuration du pouvoir étatique

Le rapport entre le pouvoir exécutif et législatif a été construit en faveur du premier par le biais des certaines régulations constitutionnelles. Pour comprendre la prépondérance de l'exécutif, soulignons que d'après la constitution, l'investiture du gouvernement se fait à la majorité absolue du soutien parlementaire dans le premier tour alors que le deuxième tour n'en exige que la majorité simple (Colomer, 2020, p. 160; Maurer, 1999; Vallès, 2020, p. 176). En revanche, le gouvernement ne peut être renversé qu'à la majorité absolue en faveur d'un candidat alternatif (Colomer, 2020, p. 160). Ces régulations accordent indéniablement un certain niveau de prépondérance à l'exécutif au détriment du législatif. De plus, l'exécutif n'est pas que prépondérant sur le législatif, mais aussi sur le judiciaire. C'est parce que le gouvernement nomme le sommet du judiciaire, comme les membres de la Cour constitutionnelle, le Consul du judiciaire, le conseil d'administration de la société publique de radio-télévision et les autres hauts fonctionnaires en guise de garantir la cohérence politique et ces nominations politiques créent conséquemment une majorité partisane dans la bureaucratie en faveur du gouvernement (Colomer, 2020, p. 162; Rodríguez-Teruel,

2020, p. 196; Vallès, 2020, p. 181). Cette domination de l'exécutif sur le judiciaire a même poussé les juges et les autres membres du judiciaire à faire la grève, deux fois, en 2013 et 2018, pour demander des moyens afin de garantir un système de justice indépendante (Colomer, 2020, p. 163). De surcroît, cette manière de nomination partisane a sapé la légitimité et la popularité de ces institutions importantes chez le peuple espagnol en les politisant (Parrado, 2020, p. 244; Vallès, 2020, p. 181).

Concernant la prépondérance de l'exécutif, l'indice, développé par « *Comparative Constitution Project* », nous fournit des informations intéressantes. Selon cet indice, la puissance de l'exécutif espagnol est notée 7 sur 7 ce qui signifie la meilleure note alors que l'indépendance judiciaire est notée par 1 sur 7 (CCP, 2016). Selon un autre indice développé par Lijphart (2012, p. 120) l'exécutif espagnol est l'un des plus forts par rapport à ceux des régimes démocratiques avec une note de 8,26 alors que la France est notée par 8.00 qui est déjà très élevée. Avec ce fort exécutif, l'Espagne devient le deuxième pays européen en termes de la durabilité gouvernementale (Huber & Martinez-Gallardo, 2004, p. 38). D'un autre point de vue, nous pouvons mettre en avant que la capacité d'implémenter les politiques des autorités politiques est aussi très forte en nous appuyant sur ces données. Néanmoins, même si la durée et la stabilité gouvernementale sont essentielles pour un exécutif efficace, d'après Hopkin (2006, p. 9-12), ce rapport mal proportionné entre les pouvoirs a joué un rôle au détriment de la démocratie consensuelle en renforçant les partis politiques en tête.

Le système bipartisan et électoral : les impacts sur la démocratie

Outre le rapport entre les pouvoirs étatiques, malgré l'accueil officiel du pluralisme, le système de parti politique contribue aussi à la faiblesse de la démocratie espagnole, car il est devenu bipartite au fil du temps. Ce fait résulte du système électoral qui récompense les deux plus grands partis politiques opérant à l'échelle nationale malgré le principe de représentation proportionnelle (Colomer, 2020, p. 165; Hopkin, 2006, p. 8). Afin de le comprendre, Bosch (2020, p. 390) nous propose de se concentrer sur le système électoral dans le cadre du congrès des députés puisque le Sénat espagnol n'est pas doté par autant d'autorité dans la politique. Ainsi, il nous présente six caractéristiques importantes de ce système : un congrès des députés

relativement petit, la magnitude électorale¹⁴ relativement petite, la répartition combinée, la formule de d'Hondt, le seuil légal de 3 % et une structure de scrutin à liste fermée.

Dans le cadre de notre sujet, les trois premières de ces caractéristiques sont très importantes afin de comprendre les origines du système bipartite en Espagne. Pour commencer avec le premier, nous pouvons dire qu'il n'y a que 350 sièges au congrès des députés en Espagne malgré la population du pays qui atteint presque 48 millions. Cette taille est relativement petite. De plus, la magnitude électorale se trouve la moyenne des systèmes électoraux basés sur le principe proportionnel, car elle est seulement de 6,7¹⁵. Si on fait le compte pour la Pologne et l'Italie, ayant une population proche de celle espagnole avec un système électoral similaire, nous remarquons que la magnitude électorale de la Pologne est de 11,2 alors que celle de l'Italie est de 14,8 (EU, 2022). Quant à la répartition combinée, il faut préciser que l'Espagne accorde deux sièges fixes pour ses 50 provinces et un siège pour chacune de deux villes autonomes quelle que soient leurs populations. En plus de ces deux sièges, comme Bosch (2020, p. 391) nous le résume très bien, chaque province élit, de son côté, le reste des 248 députés de telle manière que les provinces les plus peuplées comme Madrid et Barcelone élisent plus de députés par rapport aux autres moins peuplées. La répartition entre les partis politiques de ces 248 députés, quant à elle, se fait conformément à la formule de d'Hondt.

Ce système pose certaines limites sur la proportionnalité des votes d'une manière juste. Comme 102 députés au total sont déjà accordés aux provinces sans prendre en considération leurs populations, selon les résultats des élections en 2016, à peu près la moitié des députés sont élus de circonscriptions ayant moins de sept représentants alors que le reste est élu de celles ayant nombreux représentants (Colomer, 2020, p. 158-159). De plus ce résultat n'est pas spécifique pour les élections de 2016. C'est-à-dire que les provinces moins peuplées sont sur-représentées dans le congrès des députés alors que les plus peuplées sont moins représentées par rapport à la proportion de leurs populations dans l'ensemble. Les provinces surreprésentées sont, en général,

¹⁴La magnitude électorale indique le nombre des candidat à être élu dans chaque circonscription (Hix et al., 2017).

¹⁵Pour compter la magnitude électorale, on divise le nombre de sièges parlementaires au nombre des circonscriptions (Bosch, 2020, p. 391). Notons que le nombre de parlementaires est de 350 et celui des circonscriptions est de 52 en Espagne.

des zones rurales avec une économie arriérée et la culture homogène castillane et que ce fait favorisera les partis politiques positionnés au centre-droite (Bosch, 2020, p. 390; Colomer, 2020, p. 158). A cet égard, rappelons que la confession d'Oscar Alzaga, l'un des architectes de ce système électoral, a confirmé que ce système est délibérément préparé afin de garantir une majorité de centre-droite dans le congrès des députés même s'il obtient 36-37 % de votes totales (Bosch, 2020, p. 390). Dans ce cadre, il est frappant de constater que la moyenne du soutien électoral des gouvernements en Espagne est 39 % ce qui signifie qu'il y a une grande partie de la société qui n'a pas soutenu le gouvernement en place (Colomer, 2020, p. 160). C'est-à-dire que le parti politique qui sait obtenir le soutien de ces régions surreprésentées, domine le système politique en arrivant en tête dans les élections.

Dans ces conditions, les origines du système bipartite deviennent claires. En prenant en compte la différenciation entre la proportion de sièges et celle des votes obtenus, tous les partis politiques sont punis sauf les deux grands (Bosch, 2020, p. 393). C'est la raison pour laquelle le vote stratégique est une habitude très répandue dans l'électorat espagnol. A cet égard, la recherche du Centre d'investigations sociales (CIS) nous fournit des informations intéressantes. Selon cette recherche, les électeurs dans les petites circonscriptions sont deux fois plus enclins à voter les grands partis politiques et ils forment ainsi un système bipartite alors que ceux inscrits dans les grandes circonscriptions font le contraire et produisent ainsi un système multipartite dans les frontières de leurs circonscriptions (Colomer, 2020, p. 158-159). Dans ces conditions, considérant le privilège des zones rurales au niveau de la représentation politique dans le congrès des députés, la disparition de petits partis politiques devient plus compréhensible (Colomer, 2020, p. 159). De cette manière, les mandats des gouvernements unipartites ont dominé la politique espagnole. Par conséquent, le système politique espagnol, avec deux grands partis politiques au pouvoir en alternance, est devenu l'une des caractéristiques les plus solides considérant que la domination du système bipartite a duré jusqu'à très récemment (Orriols & Cordero, 2016; Rodon & Hierro, 2016). C'est ainsi que la compétition politique s'est transformée en lutte entre les deux grandes forces comme les conservatrices (UCD, AP et le Parti populaire (PP)) contre celles sociales démocrates (PSEO) (Vallès, 2020, p. 181).

En rassemblant tous ces éléments, Hopkin (2006) nous montre que cette tendance de la démocratie majoritaire s'adossait, d'un côté, à la culture politique héritée de la dictature franquiste et transmise aux institutions de l'Espagne démocratique à travers les élites étatiques qui ont pu garder leurs postes grâce à la transition modérée (Maurer, 1999, p. 34-43). De l'autre côté, le système électoral qui aboutit à un système bipartite, créait des incitations pour les partis politiques à devenir moins ouverts à la négociation qui est une nécessité primaire pour une démocratie consensuelle (Hopkin, 2006, p. 9; Rodríguez-Teruel, 2020). Par conséquent, à partir de 1982, aux yeux des certains partis politiques comme le PSOE et l'Alliance populaire (AP), saper le projet de la démocratie consensuelle de l'UCD semblait plus avantageux, considérant surtout qu'ils pourraient arriver à la tête de l'exécutif sans recours aux coalitions larges (Hopkin, 2006, p. 9-15). Outre le positionnement opportuniste des partis politiques, les élites économiques étaient aussi plutôt pour un gouvernement de centre-droite qui tient le côté d'une démocratie majoritaire afin de garder leurs intérêts économiques en tout s'inspirant de la victoire de Thatcher au Royaume uni (Hopkin, 2006, p. 20). En d'autres termes, le positionnement favorable des partis politiques et les élites économiques vis-à-vis du projet de la démocratie consensuelle tout au début de la transition démocratique a été motivé par l'inquiétude d'instabilité politique et il a évolué au fil du temps en faveur de celle majoritaire. D'après Hopkin (2006, p. 16-20), cette évolution peut être comprise par l'aide du fait que plus la conviction que la démocratie soit consolidée dans le pays, plus les partis politiques et les élites économiques ont choisi de se comporter d'une manière opportuniste, car il n'y avait plus de raisons pour leurs inquiétudes concernant la déstabilisation politique. Pour le dire autrement, ils n'étaient plus obligés d'admettre la nécessité imposée par Adolfo Suarez pour une démocratie consensuelle. De cette manière, la démocratie en Espagne a développé un parcours qui est qualifié de réussi malgré certains déficits qui limitent la pluralité politique et qui renforce la domination du pouvoir exécutif sur celui législatif et judiciaire (Heywood, 2005, p. 39; Hopkin, 2006; Rodríguez-Teruel, 2020).

Quant aux impacts de ces particularités de la politique espagnole, la qualité de la démocratie en Espagne est souvent questionnée à cause de la société civile relativement faible, la domination de processus de la prise décision par les élites, la marginalisation des syndicats, la tension entre les gouvernements locaux et celui du centre et le faible standard de gouvernement corporatif (Heywood, 2005, p. 39). Ces

problèmes politiques créent, d'emblée, un environnement très favorable pour la corruption qui est un grand sujet de discussion dans l'opinion publique espagnole depuis très longtemps. Dans ce cadre, Heywood (2005, p. 51) tente d'expliquer les causes de la corruption en Espagne par deux éléments : le capital social et la structure institutionnelle. Selon Heywood (2005, p. 51-52), le capital social en Espagne est marqué par une tradition clientéliste, héritée par la dictature et maintenue entre les mains des partis politiques qui font bénéficier leurs membres des ressources publiques. Considérant que le système politique en Espagne est qualifié comme une « *partocratie* », par Colomer (2020, p. 166), qui implique que les partis politiques sont très influents auprès des judiciaires, entreprises d'Etat, médias et beaucoup d'autres institutions, leur capacité de fournir des avantages à leurs membres n'est pas du tout étonnant. A ce titre, selon une recherche, les motivations matérielles pour devenir militant du PSOE se trouve au deuxième rang avec un taux de 85,5 % à la suite de celles idéologiques qui se mesurent par 93,6 % (Baras et al., 2015, p. 27). Dans cette recherche, les motivations matérielles définissent la poursuite d'une carrière politique ou d'améliorer des occasions dans la vie lorsque celles idéologiques signifient le soutien pour une cause spécifique ou de promouvoir certaines valeurs. Outre cette tradition clientéliste, comme nous l'avons déjà résumé, la structure institutionnelle permet aux gouvernements espagnols de profiter un pouvoir exécutif très fort malgré leurs soutiens électoraux minoritaires. Considérant que ces gouvernements minoritaires ne s'appuient pas sur le soutien populaire, ils sont donc moins transparents et plus enclins à la corruption (Rodríguez-Teruel, 2020, p. 190). Pour compléter ce tableau, nous pouvons aussi souligner la gouvernementalité néolibérale qui crée des nouvelles incitations pour la corruption comme les privatisations des biens publics et la sous-traitance des services publics (Heywood, 2005, p. 53). Dans ces conditions, l'opinion publique espagnole a plusieurs fois été prise par les cas scandaleux de corruption. Pour prendre un exemple qui a aussi joué un grand rôle à susciter la mobilisation des Indignés, le journal El Pais a relevé un cas scandaleux de corruption en 2009 qui aura été considéré comme « *la goutte d'eau qui a fait déborder le vase* » par la majorité de la population espagnole (AFP, 2013). Dans le cadre de ce scandale, le chef du gouvernement de la droite espagnole (2011-2018), Mariano Rajoy, a été accusé d'avoir reçu de l'argent non déclaré de part des chefs des entreprises et il est condamné en 2018 par l'Audience nationale avec ses complices. Il est conséquemment remplacé par Pedro Sanchez dans le congrès des députés dans la même année (Verriez, 2018).

De surcroît, l'Espagne attire l'attention en étant le seul pays européen qui a des gouvernements unipartites dont le soutien électoral est minoritaire (Colomer, 2020, p. 160). C'est-à-dire qu'il y a un problème de représentation politique en Espagne (Torcal & Christmann, 2020). Ce fait a alimenté l'insatisfaction du peuple espagnol vis-à-vis de la démocratie. Ainsi, le taux de satisfaction de la démocratie en Espagne est passé de 57 % en 1986 à 37 % en 2018 selon l'Eurobaromètre (Colomer, 2020, p. 168-169). De même, selon les données fournies par le CIS, le taux des Espagnols satisfaits par la Constitution a régulièrement diminué. Il était 68,1 % en 1998 alors qu'il a baissé jusqu'à 37,4 % en 2012 (Vallès, 2020, p. 184-185). Le même travail nous montre, d'une manière similaire, que le taux des Espagnols qui demandent une réforme de la Constitution a atteint 58,6 % en 2012 alors qu'il était seulement 33,6 % en 2000. Dans le même esprit, Font (2020, p. 307-308) nous présente aussi la direction que cette réforme est censée prendre en s'appuyant sur la recherche de *European Social Research* en 2012. Selon cette recherche, l'Espagne est le pays dont les citoyens demandent une démocratie participative exécutée à travers le RIC, des élections libres et justes ainsi que la réduction de l'écart de revenu avec un taux le plus élevé en comparaison avec les pays européens. D'un côté, c'est évident que ce taux dans son apogée est indéniablement une œuvre du mouvement des Indignés grâce à la sensibilité qu'il a suscité dans l'opinion public espagnole, mais de l'autre, la chute régulière du taux de la satisfaction avec la constitution souligne que ces demandes sont loin d'être récentes et passagères. Dans ce cadre, si nous nous rappelons qu'il n'y a eu que deux changements constitutionnels qui sont faits par la demande de l'Union européenne (Vallès, 2020, p. 186), nous pouvons faire valoir que cette demande populaire de réforme n'a pas trouvé assez d'écho depuis très longtemps chez les deux partis politiques les plus grands qui sont le PP et le PSEO. En outre, nous savons que l'insatisfaction populaire ne se limite pas à des questions concernant la Constitution, mais qu'elle concerne aussi les partis politiques. Prenant le taux d'adhésion aux partis politiques comme un indicateur, nous pouvons prôner qu'ils ne sont pas très populaires chez le peuple vu que le taux d'adhésion aux partis reste très bas dès les premières années de la transition démocratique (Vallès, 2020, p. 180). C'est pourquoi, même si le pourcentage des membres de parti politique parmi les électeurs totaux a régulièrement augmenté jusqu'en 2004 où il est arrivé à un taux de 3,7 % depuis 1,2 % en 1977, ce taux est très en bas considérant le nombre total d'électeurs (Baras et al.,

2015, p. 23) En tant qu'acteurs politiques principaux, les partis politiques sont les institutions politiques les plus mal notées par le peuple espagnol (Baras et al., 2015, p. 13). Prenant en compte tous ces problèmes, ce n'est pas une surprise que d'après l'indice développé par *The Economist*, l'Espagne se trouve dans la dernière position parmi les pleines démocraties en rang 25 en 2012 alors qu'elle se trouvait 16^{ème} en 2006 avant la crise économique de 2008 (EIU, 2012; Font, 2020, p. 298-299).

L'économie politique de l'indignation espagnole

Outre les problèmes politiques que nous avons rappelés jusqu'ici, il nous faut aussi expliquer comment se conjuguent les problèmes économiques avec ceux politiques. A cet égard, les politiques néolibérales méritent un regard plus proche afin de rendre intelligible le contexte politique dans lequel l'Espagne se trouvait à l'aube du mouvement des Indignés. Tout d'abord, il faut préciser que pendant la période franquiste, les élites économiques profitaient d'une main d'œuvre bon marché surtout avec la modernisation de l'économie et l'industrialisation axée sur le marché à partir des années 1960s (Canal et al., 2014; Pons & Rodríguez, 2012, p. 3). Cela a été rendu possible grâce/à cause de la répression extrêmement violente portée sur société civile en particulier sur tous les syndicats qui ont été interdits sauf ceux qui avaient l'autorisation du régime dictatorial (Fishman, 2012, 2017). En contradiction avec ce tableau pessimiste, il y avait un régime pseudo-keynésien en apparence et la concentration de la richesse qui définit l'égalité de revenus, était étonnamment assez proche de celle américaine et française entre les années 1933-1971 (Alvaredo & Saez, 2010, p. 484; Rodriguez Cabrero, 2008, p. 95). Ce fait explique la durabilité et stabilité du régime franquiste malgré toutes répressions sociales et politiques et le manque des libertés (Alvaredo & Saez, 2010, p. 484). Néanmoins, cette situation s'est détériorée à partir des années 70s, puis s'est aggravée avec la crise économique en 2008 (Alvaredo & Saez, 2010, p. 484; Caverio, 2013). Par conséquent, l'Espagne est devenue l'un des pays les plus inégaux en termes économiques parmi les démocraties européennes (Carrasco, 2012; Pastor Seller et al., 2019, p. 278).

Nous pouvons expliquer cette tendance stable d'inégalité avec l'établissement des politiques publiques néolibérales depuis 1978 en Espagne. Dans ce cadre, premièrement les privatisations, en tant que caractéristique principale du

néolibéralisme, ont joué un rôle en faveur des riches en créant des nouvelles occasions économiques. De cette manière, un transfert de revenus s'est fait vers les plus riches au détriment des segments les plus pauvres de la société espagnole. La privatisation des entreprises d'Etat espagnoles a commencé dans les années 1980s en cohérence avec le tournant néolibéral dans le monde et de l'adhésion à la Communauté européenne et puis elle a radicalement accéléré depuis 1996 jusqu'à 2004 sous l'administration du PP qui a réduit le taux de participation des entreprises d'Etat au produit intérieur brut (PIB) à 1 % en 2002 qui était 3 % en 1995 (Arocena, 2004, p. 1). Dans ce cadre, la privatisation des entreprises comme Repsol, Endesa, Telefonica et Tabacalera, appelés « *les bijoux de la couronne* » dans les médias espagnols, s'est réalisée pour le but de diminuer le déficit de la dette publique (Arocena, 2004, p. 9-10). Ces privatisations ont créé une contradiction avec l'Etat-providence en place comme certains services publics se sont détériorés ou la baisse du niveau de protection sociale a émergé comme un phénomène avec la présence croissante du secteur privé sur le plan des services publics (Rodriguez Cabrero, 2008, p. 96). Ce fait a nourri la pauvreté et les inégalités dans la société espagnole. Outre les privatisations, les politiques néolibérales ont aussi touché aux droits des ouvriers et au marché du travail, au début des années 1980s, qui ont témoigné la réduction des salaires en guise d'augmentation de la productivité. Néanmoins cela ne s'est pas réalisé d'un coup, mais graduellement puisque les pouvoirs publics ont fait face à une résistance forte du côté des syndicats surtout après les années 1985s (Albarracín, 2000, p. 70-71). Malgré la forte résistance syndicale, la flexibilisation du marché du travail, les réductions de salaire, la détérioration de conditions de travail se sont réalisées pendant la période entre 1985 et 1997 et l'économie espagnole a ainsi majoritairement été reconstruite d'après les règles économiques du néolibéralisme (Albarracín, 2000, p. 66-79). Toutes les réformes du marché du travail qui ont été faites en guise de produire plus d'emplois et de réguler le marché du travail ont fini par la dérégulation du marché du travail au détriment des salariés et ont causé la pauvreté et le déséquilibre de la répartition de la richesse (Albarracín, 2000, p. 79-81). Selon les chiffres fournis par la Banque nationale de l'Espagne les plus riches ont augmenté leurs revenus 173 fois plus par an par rapport à 90 % du segment le plus pauvre de la société en 2008 alors que cette proportion était seulement 90 fois en 1980 (Cavero, 2013).

Outre cette tendance stable d'inégalité, la crise économique de 2008 et ses influences désastreuses sur l'économie espagnole ont extrêmement aggravé la situation en termes d'inégalités. A la suite de mise en vigueur des politiques d'austérité par le gouvernement en 2010 sous la pression des institutions internationales comme l'Union européenne (Monedero, 2019 ; Romanos et al., 2022), le taux de chômeurs a augmenté jusqu'à 26,94 % en 2013 et 11,600,000 Espagnols ont conséquemment dû vivre sous le seuil de pauvreté (Pastor Seller et al., 2019, p. 278). Les financements publics et une bonne partie de services publics essentiels comme la santé publique, l'enseignement et des aides sociales ont été privatisés ou externalisés à des organisations non-gouvernementales et au secteur privé (Pastor Seller et al., 2019, p. 279). De cette manière, les impacts de la crise économique se sont approfondis et l'Espagne est devenu le pays où l'inégalité sociale entre les pauvres et les riches a le plus augmenté parmi les pays européens (Pastor Seller et al., 2019, p. 278). De cet égard, le score de l'indice de Gini dont l'augmentation depuis 32,4 pour 2004 jusqu'à 36,2 pour 2013 est tranchante (Statista, 2022a). Cette augmentation valide que la répartition de la richesse est devenue de plus en plus inégale au cours des années entre 2004 et 2013.

A partir de ces faits frappants, nous pouvons faire valoir que l'écart creusé entre les élites économique-politiques et le peuple a renforcé la structure d'alliance politique héritée de la dictature franquiste. Tout d'abord tous ces changements, résumés ci-dessus, sont justifiés à travers un discours néolibéral basé sur l'individualisation des échecs et de la pauvreté en détruisant la solidarité et en créant un environnement néolibéral punitif (Davies, 2016; Pastor Seller et al., 2019, p. 279). C'est-à-dire que les élites politiques et économiques se sont rapprochées et dans le même temps l'écart entre eux et le peuple s'est creusé. En revanche, les demandes des mouvements syndicaux et celles populaires se sont aussi rapprochées. De plus, ce rapprochement est soutenu par la fermeté du système politique vis-à-vis des demandes d'égalité et de justice économique et politique. C'est dans cette structure de l'alliance politique que le mouvement des Indigné a débuté en mai 2011.

Etant donné que le système politique espagnol n'est pas assez inclusif, l'Espagne devient sans surprise l'un des pays européens où les crises et les mouvements sociaux liés à ces crises sont les plus forts (Romanos & Sádaba, 2022, p. 97). Malgré ce secteur

vif de mouvement social, comme le système politique espagnol n'est pas du tout inclusif vis-à-vis des mouvements sociaux, ils aboutissent très rarement à des négociations avec les autorités politiques (Fishman, 2012, 2017; Romanos & Sádaba, 2022, p. 105). Ce qui est pire, les revendications, mises à l'ordre du jour politique par les mouvements sociaux, sont niées par les autorités politiques. A cet égard, il est frappant de constater que les seuls deux manifestations les plus récentes, excepté les Indignés, qui ont causé des changements visibles et concrets de politique en Espagne étaient celle contre la guerre en Iraq en 2004 et celle de la grève générale en 1988 (Font, 2020, p. 304). Ce fait peut être expliqué par la manière dont les autorités traitent les mouvements sociaux. Les autorités sous-estiment en général les mouvements sociaux quel que ce soit le nombre des manifestants et l'ampleur du mouvement (Romanos & Sádaba, 2022, p. 105). Le caractère hiérarchique du système politique espagnol doté par un exécutif très fort gagne un certain niveau d'importance pour rendre intelligible la manière dont les autorités politiques font face aux mouvements sociaux et syndicaux. Comme la capacité de mettre en œuvre des politiques des autorités politiques est forte, ils n'acceptent pas d'accueillir les demandes et revendications du bas qui les contredisent. D'un autre côté de la contestation, la manière dont les manifestants perçoivent les autorités et les canaux institutionnels, peut fournir une autre explication, vu qu'une tradition de mouvements sociaux autonomes s'est renforcée avec la dictature franquiste qui pousse les acteurs des mouvements à s'organiser clandestinement (Fishman, 2012, p. 359). Par conséquent, il y a une tendance forte en Espagne à s'organiser hors des organisations politiques inscrites dans le système politico-institutionnel comme l'écart entre les autorités et les manifestants s'est beaucoup creusé (Fishman, 2012). C'est pourquoi, même si la présence des partis politiques et des syndicats dans le domaine de mouvements sociaux est persistante, elle s'affaiblit au cours du temps lorsque les nouveaux acteurs moins verticaux et plus participatifs augmentent leur présence dans ce domaine-là (Romanos & Sádaba, 2022, p. 106).

Conclusion

En résumé, à travers cette présentation détaillée, nous avons donc montré que la capacité de mise en œuvre des politiques des autorités politiques est assez forte grâce à la culture politique héritée de la dictature et au système politique qui favorise un

exécutif fort dans un format de gouvernement unipartite avec des tendances fortes bipartites. Néanmoins, nous avons aussi montré que la capacité du gouvernement central n'est pourtant pas sans limite, vu que d'un côté, la structure étatique, qui ressemble au système fédéral dotant les autorités locales avec un certain niveau du pouvoir, pose une limitation à ce point (Lijphart, 2012, p. 37-39; Rodríguez-Teruel, 2020, p. 195). De l'autre côté, nous avons affirmé que cette capacité gouvernementale est aussi relativement limitée par une forte tradition de l'action collective nourrie par le bas (Fishman, 2012; Romanos & Sádaba, 2022). Ensuite, en contradiction avec la forte capacité gouvernementale, nous avons souligné le fait que l'accès des mouvements sociaux au système de parti politique et au processus de la prise de décision est extrêmement limité en Espagne et que les alliances politiques sont déterminées par le clivage politique, économique et social entre les élites, les mouvements sociaux et syndicaux. Ce faisant, avons d'un côté éclairé les déterminants structurels de la structure organisationnelle des mouvements sociaux dans le contexte espagnol. De l'autre côté, à travers toutes ces discussions dans cette sous-partie nous avons aussi présenté le contexte dans lequel le mouvement des Indignés s'est développé et de cette manière nous avons fourni une base solide pour mieux situer ses causes, ses revendications et ses impacts dans ce contexte politique tout particulier.

3.2.L'indignation dans la quête de changement politico-social : Le mouvement des Indignés en Espagne

Le mouvement des Indignés a démarré le 15 mai en 2011 pour les causes très complexes et interconnectées. Malgré cette complexité, nous pouvons remarquer que ce mouvement se positionne au rang des luttes contre le néolibéralisme en étant « *une nouvelle composante dans la mouvance altermondialiste* » (Canet, 2012; Romanos, 2011, p. 9). En nous appuyant sur ce fait, nous pouvons dire que ce mouvement a mobilisé pour des causes económico-politiques autour de la question de l'hébergement, la finance et l'Etat providence (Romanos et al., 2022, p. 7). Plus spécifiquement les causes économiques se composaient de la perte de pouvoir d'achat, la hausse des taux de chômage depuis 1990s qui devient un problème ingérable, la répartition inégale de la richesse nationale accélérée par le néolibéralisme et puis

radicalisée dans une atmosphère de crise économique et ainsi que la corruption politique et économique. Ce tableau est accompagné par les causes politiques que nous pouvons regrouper dans un seul titre : la perte de confiance et ainsi que de légitimité vis-à-vis du système représentatif de démocratie libérale questionnée par la demande d'une démocratie plus horizontale et participative (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 218; Romanos et al., 2022, p. 1). Ce qui manque dans ce tableau est bien sûr les causes sociales. Elles convergeaient avec la logique populiste en plaçant les élites politiques et économiques au centre des critiques publiques vu que le « peuple » se sentait méprisé, dévalorisé par les élites. C'est pourquoi il est possible de prôner aussi que ce mouvement représente une demande de reconnaissance de la dignité du peuple censé avoir la vraie possession du pouvoir politique. En résumé, en dénonçant les élites, ce mouvement milite afin de renouveler le politique et ainsi qu'approfondir la démocratie (Canet, 2012). A partir de ce tableau très généraliste et simplifié, nous pouvons nous mettre à les détailler afin d'avoir une meilleure compréhension.

Les causes économiques de l'indignation

Afin de comprendre ce mouvement, il nous faut voir, d'emblée, en détail les causes de ce mouvement. Pour ce faire, notre premier fil rouge sera l'économie. Comme très souvent indiqué, le contexte économique de l'Espagne a créé des opportunités de taille pour les manifestations contre les politiques d'austérité du gouvernement espagnol. A cause de la crise financière de 2008, l'Espagne a été marquée comme l'économie, parmi ses homologues européens, ayant le plus haut niveau de perte de l'emploi avec 3,4 millions de nouveaux chômeurs pendant les ans entre 2007-2013 (Romanos et al., 2022, p. 3). A l'époque, la dette publique a triplé et le niveau de chômage a quadruplé lorsque le niveau des jeunes chômeurs a atteint jusqu'à 57% (Monedero, 2019, p. 38-39; Romanos et al., 2022, p. 5). En outre, l'inégalité économique augmentait aussi sans cesse au point que les plus pauvres de la population espagnole ont perdu 20% de leurs revenus alors que les plus riches ne sont pas touchés par l'appauvrissement (Romanos et al., 2022, p. 5). Vu que l'état spéculatif des marchés financiers de l'Espagne pesaient sur les épaules du gouvernement, ce dernier s'est ainsi mis à installer des politiques d'austérité dans le but d'apaiser les spéculations. Comme Pellistrandi (2011, p. 168) nous résume très bien, à partir d'avril

2010 le gouvernement espagnol a changé la direction d'une politique keynésienne en faveur de celle d'austérité :

« ...Le salaire des fonctionnaires est baissé de 5 % (cela sera mis en œuvre par la réduction drastique de leurs 13e mois). Les investissements publics sont gelés et plus de six milliards d'euros de programme sont annulés. La TVA est augmentée de deux points (avec application en juillet 2010) et passe de 16 à 18 % et de 7 % à 8 % pour le taux réduit. Une hausse des impôts est envisagée. Sous l'effet de la violence de la récession (-3,7 % en 2009) la pression fiscale est tombée à 30,5 % du PIB. Avec un déficit des administrations publiques supérieur à 11 %, l'équation apparaît comme relativement simple : il faut augmenter les recettes et réduire les dépenses. Enfin, le 1er décembre 2010, le gouvernement a annoncé la suppression de l'aide aux chômeurs en fin de droits (plus de 615 000 personnes concernées en septembre 2015) et la privatisation surprise de la loterie nationale et des aéroports espagnols, tout particulièrement ceux de Madrid et de Barajas... »

Le gouvernement n'a donc pas tenu sa parole de soutenir le peuple contre les effets de la crise financière en 2008 et a utilisé ses ressources afin de sauvegarder les « oligarchies financières » au lieu du peuple (Castells, 2015, p. 113; Monedero, 2019, p. 38-39; Steinke, 2011, p. 60-61). Dans ces conditions lourdes, le consensus sur le développement via les politiques publiques intrinsèque à la logique néolibéral, maintenu depuis la dictature de Franco, a été refait (Romanos et al., 2022, p. 3-5). Par conséquent, le gouvernement perdait le soutien du peuple dans le champ politique en échange de la sécurité des marchés financiers dans le champ économique. Même si depuis le gouvernement de Franco, il est très rare de voir le gouvernement soutenir le peuple au lieu de la bourgeoisie, cette dernière prise de position aux côtés des oligarchies financières fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Par conséquent, le mouvement des Indignés a démarré afin de protester contre le gouvernement et ses politiques publiques qui faisaient payer aux pauvres la facture de la crise économique. Ce mouvement était tellement massif et transversal qu'il a entraîné des conséquences très divers même s'il n'a pas atteint tous ses buts.

Les causes politiques de l'indignation

Outre la crise économique, la particularité du système politique espagnol, basé depuis longtemps sur le bipartisme, a joué son rôle qui donne la silhouette de la manifestation en fortifiant l'opposition contre le système politico-électoral (Steinke, 2011, p. 60-61). A cause du manque d'alternative politique, le « sentiment d'être orphelins » du système politique était très fort chez les Espagnols surtout auprès de la

gauche en considérant que *Izquierda Unida* (la Gauche unie), le seul parti anti-néolibéral et donc ayant la possibilité d'améliorer les conditions de vie du peuple au détriment des élites économiques et politiques, a marqué une déception définitive chez ses militants et sympathisants puisqu'il avait pu gagner peu de sièges au Parlement et rendu inefficace par la grande coalition de socialistes du PSEO et le Parti populaire. En plus, les points communs des politiques économiques du parti socialiste ouvrier espagnol (le PSOE) et du parti populaire (le PP) et leur incapacité d'offrir une alternative aux politiques d'austérité ont contribué à la désaffection du peuple à l'égard du système politico-institutionnel. Une autre face de la médaille, ce sont les syndicats qui ne sont pas absolument exemptés de cette désaffection, vu qu'ils se sont battus pendant longtemps contre des politiques publiques implémentées par le gouvernement au détriment des classes populaires et laborieuses. Par conséquent, les syndicats, dont la densité n'a jamais atteint au plus haut 15%, ont énormément perdu leurs prestiges lorsque la classe cessait petit à petit d'être l'axe de participation politique (Romanos et al., 2022, p. 4). De cette manière, une conviction générale que les corps intermédiaires politiques ne sont plus efficaces et crédibles dans la lutte contre le néolibéralisme, s'est développé dans l'opinion publique (Monedero, 2019, p. 25; Steinke, 2011, p. 61). Autrement dit, le mouvement des Indignés était aussi un des résultat de la crise de la représentation politique autant d'être celle de la crise financière (Roca et al., 2019, p. 334). C'est pourquoi l'un des messages clés de ce mouvement était tout au début le refus des institutions économique et politique (Castells, 2015, p. 125). En considérant que les couches sociales les plus influencées par la crise économique étaient celles qui sont peu organisées et moins politisées, ce n'est pas du tout étonnant que les Indignés faisaient partie de ces groupes sociaux (Romanos et al., 2022, p. 6).

Par ailleurs, la légitimité du système politico-institutionnel n'est pas questionnée seulement en raison du manque d'alternatives politiques mais aussi à cause de la corruption. Les événements de mai 2010 ont considérablement contribué à la transformation de la désaffection et du désintérêt populaire dans un élan de la méfiance à l'égard du système politique institutionnel au point que la crise économique s'est doublée d'une crise politique (Romanos et al., 2022, p. 6; Steinke, 2011, p. 59). Dans ce contexte, le néolibéralisme occupe une place de taille vu que les transformations entraînées par ce processus de brutalisation du capitalisme, en détruisant l'Etat-

providence, ont créé des opportunités en faveur des élites. C'est dans ce processus de transformation où la valorisation du foncier s'est faite et ainsi que les biens immobiliers aux centres-villes se sont énormément valorisés au point que les administrations municipales sont devenues des postes à gérer la corruption urbanistique découlant de cette valorisation énorme du foncier (Steinke, 2011, p. 61). Cette image des institutions corrompues convergeait avec celle des politiques publiques qui priorisent les banques et les élites économiques au lieu du peuple en produisant un sentiment d'injustice chez le peuple (Castells, 2015, p. 125). Cette spéculation ainsi que le manque d'alternative contre le néolibéralisme qui produit le désespoir, ont déterminé la dimension émotionnelle du mouvement qui compose l'un des piliers du mouvement (Monedero, 2019, p. 21). La présentation du néolibéralisme en tant que seule alternative économique, sociale et politique a déclenché la perte d'espoir chez le peuple espagnol en créant un moment populiste au sein du champ politique (Monedero, 2019, p. 22). Ce champ populiste s'est épanoui grâce aux grands scandales de corruption et à l'inefficacité des politiques publiques et est devenu la piste sur laquelle le mouvement des Indignés s'est opposé au gouvernement. Ainsi, la crise économique s'est traduite dans une crise politique (Romanos et al., 2022, p. 6; Steinke, 2011, p. 59). Autrement dit, l'effondrement de la confiance dans le système politico-institutionnel a transformé la crise économique dans celle politique en poussant les gens à occuper les places principales des villes espagnoles.

Les profils socio-économiques et politiques des Indignés

Pour ces raisons évoquées ci-dessus, les gens touchés par cette double crise de caractère économique et politique ont pris les rues afin de contester le gouvernement qui a été identifié avec les élites mais non plus le peuple à la suite d'un appel publié sur Facebook pour le rassemblement le 15 mai 2011 avec le slogan suivant : « *Démocratie réelle maintenant ! Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des hommes politiques et des banquiers* » (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 218). Comme ce slogan frappant le montre bien, le mouvement consistait en une critique des élites de toute sorte ainsi qu'en une revendication d'« une démocratie réelle ». A partir de cette critique essentielle contre les élites et de la revendication principale, on comprend les caractéristiques sociales, économiques et politiques des manifestants. C'est-à-dire que les causes et buts du mouvement sont strictement aux profils des

manifestants. En nous appuyant sur ce constat, si nous en faisons un deuxième, nous pouvons nous avancer que les profils des participants et les causes du mouvement ont aussi majoritairement déterminé la structure du mouvement. Ce faisant, nous acceptons en fait que les profils des participants et les caractéristiques des causes du mouvement sont interconnectées avec la structure du mouvement. Même si les mouvements sociaux ne sont pas homogènes, les identités politiques de certains militants parviennent à dominer très globalement le positionnement politique du mouvement, ce qui est le cas pour les Indignés considérant qu'une tendance gauchiste influence les cadrages principaux du mouvement comme la politique redistributive. Nous essayerons d'élaborer ce constat tout au long ce travail, mais avant le faire nous devons continuer à présenter les caractéristiques des Indignés.

Pour expliquer la connexion entre les profils des manifestants, les causes du mouvement et la structure organisationnelle, il est utile de commencer par les profils des manifestants. Sur ce point, nous pouvons constater trois groupes d'acteurs principaux : le premier groupe composait le noyau dur du mouvement qui sont les militants expérimentés avec une tendance forte de gauche, présents nuit et jour sur les campements et ayant beaucoup du temps à y consacrer. Le deuxième groupe est composé de personnes actives, employées et perdu son pouvoir d'achat à cause des politiques publiques néolibérales. Ce groupe représente la majorité des participants au mouvement, qui ont moins du temps et de patience pour se présenter tout le temps dans les campements. Enfin, il y avait des visiteurs occasionnels qui s'est détachés du mouvement au fur et à mesure et peu intéressés par le mouvement (Steinke, 2011, p. 65-66).

Si nous détaillons les caractéristiques de ces trois groupes, il faut noter que les jeunes étaient prioritairement au premier rang de ceux qui ont pris la rue contre le gouvernement. Plus particulièrement, les jeunes étaient très présents surtout dans les campements pendant la première année du mouvement (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 225-226). Ce fait est étroitement lié aux politiques implantées par le gouvernement. En conséquence de ces politiques publiques, le nombre des diplômés a augmenté alors que la capacité de l'économie espagnole à produire des emplois convenables pour ces jeunes diplômés n'augmentait guère en équivalence (Steinke, 2011, p. 56-57). A l'époque, la moitié des chômeurs qui s'élève jusqu'à 5 millions de personnes, se

composait des jeunes (Monedero, 2019, p. 38-39). C'est pourquoi les jeunes expérimentaient sans doute le souci d'avenir et ainsi que le sentiment très fort d'injustice. Ce fait a transformé la jeunesse espagnole en un réservoir de manifestants potentiels. En plus, cette sous-représentation de la jeunesse dans le marché du travail a entraîné des conséquences importantes sur les types d'engagement politique. Dans ce cadre, il faut noter l'abstentionnisme de la jeunesse dans la politique espagnole. En considérant que les jeunes ne peuvent pas trouver plus de place sur le marché du travail, ils se désintéressaient ainsi à l'égard des espaces institutionnels stables y compris le système politico-institutionnel (Steinke, 2011, p. 58-59). Comme ils n'ont plus accordé l'intérêt dans l'engagement aux corps intermédiaires politiques, les jeunes restaient politiquement peu organisés mais bien susceptibles pour un mouvement horizontal sans structure ni leader. C'est ainsi que nous trouvons les jeunes qui sont diplômés et très qualifiés mais sans emploi, aux premiers rangs du mouvement. De même, ces jeunes-là étaient disponibles pour consacrer du temps nécessaire au mouvement et c'est la raison pour laquelle ils étaient dominants surtout dans les campements en composant une grande partie du noyau dur du mouvement des Indignés avec les militants ayant de l'expérience obtenue au cours de certaines luttes urbaines depuis 2008.

Cependant les profils des manifestants étaient divers malgré la dominance des jeunes surtout dans les campements vu que plus la participation devient massive plus le mouvement devient transversal (Fernández García, 2022). C'est la raison pour laquelle ce n'est pas du tout réaliste de qualifier entièrement les Indignés comme un mouvement de jeunesse en prenant en considération qu'il y avait des personnes de toutes générations et couches sociales au sein de ce mouvement. Les chiffres concernant la participation au mouvement peuvent nous aider à comprendre à quel point ce mouvement était transversal. Tout au début du mouvement, il y avait entre 12 000 et 50 000 personnes qui se sont rassemblées en réponse à la convocation de Madrid. En plus des dizaines de milliers de personnes ont maintenu la manifestation dans la première phase du mouvement à Madrid (50 000), Barcelone (20 000), Valencia (10 000) et dans 50 d'autres villes espagnoles sans recourir à la violence (Castells, 2015, p. 115; Fernández García, 2022). Ces nombres énormes nous permettent de rendre raisonnable à quel point le soutien populaire aux Indignés a atteint chez les Espagnols. Comme Castells (2015, p.120) nous transmet les données, obtenues par

Metroscopia pendant un sondage public mené le 1-2 juin en 2011 en Espagne, 66% de la population espagnole ont ressenti de la sympathie à l'égard des Indignés. De même, le même sondage indique que 81% des Espagnols ont trouvé le motif de la mobilisation juste lorsque celles de 84% pensaient que les Indignés ont traité les problèmes qui concernent la société toute entière. Un tel soutien massif aux causes des Indignés nous montre que ce mouvement a pu toucher aux secteurs les plus peuplés de la société espagnole. Sur cette ligne, nous pouvons observer le second groupe dominant au sein du mouvement : les classes moyennes et populaires (Monedero, 2019, p. 28). En nous rappelant le slogan principal du mouvement des Indignés, on saisira comment les milieux populaires et la classe moyenne se sont inclus dans ce mouvement : « *Démocratie réelle maintenant ! Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des hommes politiques et des banquiers* ». Ce slogan parle directement à la majorité dans une telle société où les élites politiques et économiques dominent toute le capital à la fois symbolique et économique. Comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, les classes populaires et moyennes sont écrasées sous le poids des politiques publiques néolibérales qui rendent flexible le marché du travail et qui récompensent les riches par les politiques fiscales. C'est pourquoi, elles composaient la majorité dans le mouvement des Indignés. Il devient clair que la participation massive des classes populaires et moyennes n'a rien à voir avec la coïncidence. Pour soutenir cette position, nous devons présenter les revendications des Indignés et ensuite il faut voir aussi comment ses revendications sont liées aux classes laborieuses et moyennes.

Les revendications des Indignés

Il faut noter que les revendications des Indignés ne sont pas un ensemble de listes à faire facilement réalisables mais plutôt un ensemble des aspirations qui consistent à permettre « *un imaginaire social alternatif* » qui pourrait déboucher à la régénération du système politico-institutionnel et économique (Pereira-Zazo & Torres, 2019, p. 5). Dans ce cadre, les revendications des Indignés peuvent être résumées comme suit : l'élimination de l'écart entre les élites et le peuple, lutte contre le chômage produit régulièrement par le système économique capitaliste, défense des services publics et leurs améliorations, la justice fiscale, amélioration des libertés citoyennes et établissement de la démocratie horizontale et participative (Citton et al., 2011, p. 13). Si nous faisons attention, nous remarquerons que ces revendications visent directement

les problèmes communs qui pèsent lourds surtout sur les épaules des classes populaires et moyennes dans la société espagnole.

Comme ces revendications représentent celles des grandes masses dans la société espagnole, ce mouvement a eu la sympathie de la majorité de la société espagnole. C'est-à-dire que les revendications des Indignés représentent le bien public dont chaque membre de la société tire des bénéfices. A partir de ce fait, nous pouvons expliquer le troisième groupe qui se présentait au rang des Indignés comme des visiteurs occasionnels. En nous appuyant sur la théorie du choix rationnel et ses critiques (Keucheyan, 2009), nous pouvons constater que vu que le mouvement a une fois commencé et que les coûts escomptés de l'action collective sont pris en charge par un groupe de gens pionniers, la participation devient de plus en plus massive grâce aux « incitations sélectives ». Le mouvement a ainsi pu accueillir autant des visiteurs occasionnels qui ne sont pas très attachés au mouvement mais en tirant des bénéfices comme ce qui est le cas très souvent pour toute sorte de l'action collective.

La structure et les caractéristiques du mouvement

Comme nous avons généralement présenté les profils des participants au mouvement et leurs revendications, nous pouvons ainsi nous permettre d'explicitier la structure du mouvement en lien avec les profils de manifestants et les causes du mouvement. Pour ce faire, nous aurons deux fils rouges. Premièrement, il faut noter que ce mouvement reposait au début sur l'initiative spontanée qui était suscitée via les réseaux sociaux, sans avoir une structure institutionnelle voire ni leader (Romanos, 2011, p. 1; Steinke, 2011, p. 63). Deuxièmement, il nous faut souligner que les processus de cadrage sont aussi très importants en termes de structuration des mouvements sociaux vu que le cadrage du mouvement social détermine les alliances, les rivaux, les buts et ainsi que le positionnement dans le champ politico-social (Benford & Snow, 2000).

Pour commencer par la question de l'utilisation massive des réseaux sociaux au sein de mouvement des Indignés, il faut d'abord noter qu'elle a entraîné certains résultats en termes de structure du mouvement. Ce fait de s'organiser via les plateformes numériques souligne la spontanéité de l'action publique à l'ère de la

mondialisation numérique. Cette dernière a engendré la dématérialisation des actions politiques vu que les mouvements n'ont plus besoin de construire des structures afin d'organiser son public dans le sens physique du mot. Ainsi, les espaces numériques facilitent beaucoup l'émergence des mouvements sociaux de type autonome. Outre, ce caractère numérique est considéré comme un atout qui facilite l'action publique en réduisant les coûts de l'organisation sauf qu'il donne au mouvement un effet éphémère et instable. C'est pourquoi ce fait est qualifié comme une « puissance fragile » dans les nouveaux mouvements sociaux (Tüfekçi, 2017, p. 87). Le mouvement des Indignés possède tout naturellement cette puissance fragile vu que seulement 35% des manifestants sont invités par leurs entourages sociaux bien que le reste ait été invité via des plateformes numériques (Steinke, 2011, p. 57-58). De surcroît, en sachant que le public suscité par l'appel à la manifestation se trouvait parmi les groupes surtout moins politisés et peu organisés, le fait de reposer sur l'initiative spontanée qui est réveillée via les réseaux sociaux n'est pas donc pas du tout étonnant. La structure organisationnelle du mouvement doit sa physionomie autonome aux profils des Indignés. De cette façon, on a eu des revendications extrêmement d'autonomistes en refusant toute sorte d'organisation hiérarchique (Steinke, 2011, p. 64). Cette caractéristique « ultra » autonomiste s'est traduite dans la pratique par l'occupation des places dans des grandes villes et l'apparition des assemblées populaires où les militants discutent et décident à l'unanimité dans une atmosphère militante (Steinke, 2011, p. 65).

L'autre contribution des réseaux sociaux au mouvement des Indignés est sans doute la transversalité qui explique le manque d'une identité politique tranchée. Ce trait est surtout l'un des résultats de l'utilisation des réseaux sociaux vu que leur usage a permis de s'organiser sans recourir aux corps intermédiaires politiques marqués par une identité tranchée. En ce sens, l'internet, en tant que plateforme, a une capacité énorme pour toucher les couches très diverses dans la société sans avoir nécessairement une étiquette spécifique en termes politiques. En nous appuyant sur ce fait, nous pouvons prôner que le rôle entretenu par l'internet et les espaces numériques ont beaucoup facilité le caractère transversal du mouvement des Indignés. Ce mouvement a conséquemment été placé loin d'être politiquement et socialement étiqueté par telle ou telle idéologie ou identité spécifique. (Romanos, 2011, p. 3)

Néanmoins cette non-identité politique du mouvement n'est pas à confondre avec l'idée qu'il n'y avait pas certains traits qui marquaient le mouvement. Sur ce point, il nous faut rappeler à nouveau que le mouvement portait majoritairement les causes des classes populaires et moyennes (Monedero, 2019, p. 28). A partir de ce fait, nous pouvons rendre intelligible la dominance non-soulignée de la tendance gauchiste parmi les manifestants (Steinke, 2011, p. 64). Si nous ouvrons une parenthèse là, il faut noter que malgré la présence forte de tendance « gauchiste », le profil des manifestants montrait, en général, une tendance réformiste et non-rupturiste (Romanos, 2011, p. 3) En plus, on ne peut dénier la présence des militants, au sein du mouvement, venant des organisations structurelles qui existent déjà au sein de l'ordre établi. En ce sens, les acteurs politiques très divers comme les militants des partis politiques, des syndicats et ainsi que ceux des différentes luttes urbaines qui alimentent le caractère transversal du mouvement (Flesher Fominaya, 2015; López, 2016; Roca & Diaz-Parra, 2017). De plus, il n'y avait pas de règles strictes l'activité de ces militants partisans/syndicaux sur les espaces militants du mouvement (Nez, 2012, 2017, 2021; Ordóñez et al., 2018). De ce fait, on en revient au discours général et donc aux processus de cadrage. A travers le discours et les cadrages construits au cours du temps, l'opportunité d'intégrer différents agents politiques, syndicaux et même des autres luttes urbaines dans le mouvement des Indignés est rendue possible. Parmi ces syndicats avec lesquelles le mouvement a développé des affinités, il y avait la Confédération générale du travail (CGT), le Syndicat andalou des travailleurs (SAT) et la Confédération nationale du travail (CNT) (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 219). Quant aux luttes urbaines qui se sont largement présentées aux rangs des Indignés, nous pouvons mentionner celle de la Plateforme des victimes du crédit hypothécaire (PAH)¹⁶, les assemblées locales dans les quartiers, les jardins de communautés, la défense des services publics et biens communs (Flesher Fominaya, 2015 ; López, 2016, p. 265). Cette hybridité fera aussi largement partie de notre analyse pour saisir la structure du mouvement.

Ces militants attachés aux corps intermédiaires politiques et aux luttes urbaines ont indéniablement contribué au mouvement, aucun de ces acteurs n'a pourtant pas

¹⁶ Ordóñez, Feenstra et Tormey (2015) fait une analyse détaillée de ce mouvement en comparaison avec son équivalent en Allemagne et montre les répertoires principaux mis en pratique par ses militants. A ce sujet, l'occupation des espaces mérite d'attention comme un répertoire qui sera consécutivement employé par les Indignés. De ce point de vue, nous soulignerons l'influence du PAH sur le mouvement des Indignés ici-bas.

revendiqué pour lui la représentation complète du mouvement mais au contraire ils se sont engagés à l'identité de « l'indigné » (Romanos, 2011, p. 2). En d'autres termes, au sein du mouvement des Indignés, outre les classes populaires et moyennes qui sont peu organisées et très réservées envers du système politico-institutionnel mais de toute façon engagées au mouvement via les réseaux numériques, il y avait les agents politiques qui sont organisés et attachés aux syndicats ou luttes urbaines institutionnalisées. Les deux se trouvaient dans une harmonie jusqu'à certain niveau au sein du mouvement. Néanmoins ce constat n'aboutit guère au fait que le mouvement n'était pas en tension entre ces militants venants des syndicats ou des luttes urbaines et les manifestants sans structure institutionnelle qui créaient la peur d'être récupérés par un tel ou tel parti politique ou syndicat chez les participants moins politisés et désintéressés à l'égard du système politique institutionnel. Pour un moment limité, cette tension a été entretenue sans basculement l'un côté sur l'autre grâce aux efforts pour garder le sens d'unité en institutionnalisant autant que possible les pratiques délibératives au sein des assemblées populaires (Nez, 2012; Steinke, 2011, p. 64). Ce faisant, l'inclusion est devenue l'une des valeurs dominantes au sein du mouvement depuis le début (Nez, 2012, 2021; Romanos, 2011, p. 5). De plus notons que cette tâche de gérer la diversité au sein du mouvement est faite autant grâce à l'égalité et la transparence qu'à l'inclusion (Romanos, 2011, p. 6). C'est de cette façon que ce mouvement a eu une structure quasi hybride en permettant à la fois la présence de l'autonomie forte et des luttes urbaines institutionnalisées (Flesher Fominaya, 2015; López, 2016; Steinke, 2011, p. 63). Ces valeurs donc représentent la structure principale de la moralité des Indignés et elles ont eu et même continuent à entraîner des influences aussi bien sur les revendications que sur les projets d'avenir des manifestants. Ces valeurs forment l'imaginaire social et politique des manifestants.

Les répertoires mis en pratique

Jusqu'à présent nous avons présenté les causes du mouvement, les profils des manifestants et sa structure organisationnelle. Néanmoins, il nous reste encore à présenter les répertoires de l'action collective mis en pratique par les Indignés. Pour commencer, il faut noter que l'occupation des espaces était le principal répertoire mis en pratique par les Indignés même s'il y en a d'autres comme les manifestations publiques, des marches et cyber-militantisme (Anduiza et al., 2014; Nez, 2012, 2017).

C'est pourquoi, nous considérons les occupations des espaces publics comme l'un des espaces principaux de la socialisation militante, considérant surtout qu'il est le répertoire d'action le plus authentique et élaboré. Le reste sera élaboré dans des parties suivantes de ce travail.

Les occupations variaient de celles des hébergements afin de résister aux évictions forcées des domiciles jusqu'à celles des grandes places des grandes villes espagnoles (Nez, 2012, 2017). Une fois les manifestants ont spontanément pris la décision de camper à *Puerto del Sol* le 15 mai 2011, l'Espagne a expérimenté une pratique inattendue qui a transformé les places publiques des grandes villes comme des espaces qui vivaient conformément « *au rythme des assemblées populaires organisées par les Indignados* » (Nez, 2012, p. 79-80). Cette place est aussi emblématique de la politique espagnole comme Nez (2012) précise qu'elle est un symbole du républicanisme politique. C'est pourquoi, la première rencontre avec la police, qui envisageait d'évacuer la place, était si violente qu'elle a suscité une solidarité forte chez les Indignés (Steinke, 2011, p. 62).

Ces campements se sont d'ailleurs transformés au cours du temps en assemblées soit « le cadre stratégique » du mouvement (Romanos, 2011, p. 5). Sur ce point, il faut noter que cette pratique s'est sans doute développée conformément aux revendications et à la vision du monde des participants au mouvements. Vu que les Indignés revendiquaient une démocratie participative et délibérative, ces espaces militants étaient sans surprise des espaces autogérés qui servent à la prise de décision dans l'unanimité (Nez, 2012). Même si ce mode de prise de décision n'a pourtant pas très bien marché surtout pour des questions controversées il a assuré un niveau considérable de l'inclusion politique. En revanche, certaines révisions de cette pratique délibérative ont été exécutées afin de garantir le bon fonctionnement : quand les discussions sont devenues ingérables, le consensus majoritaire est ainsi mis en service au lieu de l'unanimité (Nez, 2012, p. 87). En reformulant toutes ces caractéristiques, un militant définit l'assemblée populaire d'une manière frappante : « *une forme d'organisation horizontale, inclusive, qui permet à tout le monde de s'exprimer et où les décisions sont prises par consensus* » (Nez, 2012, p. 80). En outre, notons que l'une des particularités de ces assemblées était bien sûr la décentralisation et ainsi que grâce à la structure décentralisée les pratiques délibératives. A ce sujet, Nez (2012, p. 81)

nous informe qu'il y avait plus de centaines de quartiers et banlieues dans lesquelles ont été organisées les assemblées populaires qui ont réuni à peu près 28 000 personnes au total dans les premières semaines du mouvement. Outre les occupations des grandes places, il y avait des occupations d'hébergements qui deviennent des espaces autogérés afin de résister aux évictions forcées. Cette pratique faisait en effet partie de celle d'une lutte urbaine (PAH), qui a été émergée à partir de 2008 (Nez, 2017). Comme nous l'avons déjà résumé, vu qu'une fois le mouvement a été élargi et est devenu massif, le PAH s'est engagé au mouvement des Indignés. De cette manière, cette pratique est héritée par le mouvement d'hébergement (PAH) et puis elle est bien adaptée au mouvement des Indignés. Ces espaces occupés sont aussi devenus des espaces de convivialité et ainsi que des assemblées populaires où le mouvement s'organise (Nez, 2017; Ordóñez et al., 2015).

Quant aux rôles entrepris par ces assemblées, ils ont d'abord entretenu un rôle de la politisation pour les manifestants outre la fonctionne d'être un mécanisme de décision concernant les questions comme où ira le mouvement et quelles seront les tactiques (Galán & Fersch, 2021; Nez, 2017, 2021). Le rôle de politisation était aussi important tant pour fonder une identité politique commune qu'au niveau de la politisation militante des novices. On le sait, plusieurs novices expérimentaient la prise de parole directe pour la première fois sur les questions politiques, économiques et sociales (Nez, 2012). La structure de ces espaces autogérés s'appuyait sur la collectivité : les sujets qui seront discutés dans ces assemblées ont été esquissés par des petits groupes de travail tandis que les différentes commissions s'occupaient les problèmes pratiques comme l'alimentation et l'infrastructure de ces espaces autogérés (Nez, 2012, p. 84). Nous pouvons prôner que ce mode d'organisation spontané a pu être maintenu grâce à la solidarité et la fraternité entre les différentes générations et les couches sociales qui marquait un point tournant depuis la transition politique en Espagne (Steinke, 2011, p. 62). De plus, vu que la convivialité posait beaucoup d'exigence, toute sorte de compétences devenaient importante en vue du maintien de la vie militante. En ce sens, le mouvement des Indignés représente aussi la revalorisation de certaines compétences ignorées par le marché du travail (Steinke, 2011, p. 57). Dans une telle atmosphère militante, en faisant partie de la même expérience, les participants au mouvement créent des liens de solidarité et apprennent d'écouter les personnes ayant des idées différentes que leurs. Ainsi, les trois principes fondamentaux,

« *horizontalité, l'inclusion, le respect et la pensée collective* », sont mis en pratique d'une telle manière que se maintiennent les assemblées (Nez, 2012, p. 82). De ce point de vue, il devient compréhensible comment les assemblées sont très vite devenues le cadre stratégique du mouvement où la prise des décisions importantes concernant le mouvement en général se font.

Les conséquences principales du mouvement

Enfin, il nous reste encore de résumer les conséquences principales de ce mouvement. D'abord, il faut bien noter que les Indignés ont autant ramené la participation, l'autogestion et la transparence politique que les questions de l'inégalité économique et sociale à l'ordre de jour comme le cadre maître de la mobilisation (Pereira-Zazo & Torres, 2019, p. 4-5). Ce faisant, le mouvement a déclenché une sorte de réveil de conscience politique auprès du peuple espagnol même si ces conséquences n'ont pas radicalement pu changer ce qui créait la souffrance sociale, économique et politique dans la société espagnole. Néanmoins de cette manière, le mouvement des Indignés a permis un nouveau cycle de mouvements sociaux qui incluent les *mareas* et les mouvements de citoyens contre les coupes du budget gouvernemental comme ceux de l'enseignement, de la santé publique, de l'environnement, des droits des femmes et beaucoup d'autres (Pereira-Zazo & Torres, 2019, p. 7-8). Nous pouvons expliquer ce phénomène par les conséquences biographiques du mouvement sur ses participants. Nez (2021) a récemment étudié les conséquences biographiques du mouvement des Indignés et a constaté des impacts biographiques véritables, qui consiste à l'augmentation du taux de la participation politique et de la socialisation militante. De même, Galán et Fersch (2021) ont constaté les impacts similaires en argumentant que les formes d'interaction et de participation pendant le mouvement ont influencé la durabilité de l'engagement socio-politique dans la phase de post-mouvement. Nous pouvons ainsi prôner que ce genre des changements initiés sur la compréhension de la politique des citoyens a sans doute facilité l'émergence des autres mouvements.

De plus, les indignés ont transformé le secteur de mouvements sociaux en introduisant une forme hybride qui consiste à la convergence entre les acteurs traditionnels (les militants syndicaux et ceux des partis politiques) et ceux autonomes

(Flesher Fominaya, 2015; López, 2016). De cette manière, les Indignés ont diversifié le champ politique ainsi qu'ils ont fortement inspiré la naissance d'un « parti-mouvement » (Álvarez-Benavides, 2017; Cervera-Marzal, 2018; Nez, 2018; Tormey & Feenstra, 2015). Ce faisant, le mouvement a profondément secoué le système politique en mettant fin au bipartisme avec la naissance de Podemos et le renforcement de Ciudadanos (Orriols & Cordero, 2016) (Cervera-Marzal, 2018). Par conséquent, ce mouvement a transformé la perception de la démocratie qui fonctionnait sur la base des partis politiques traditionnels (Álvarez-Benavides, 2017; Tormey & Feenstra, 2015, p. 591). Afin d'éclaircir cette transformation, Martínez & Wissink (2021) fournit des éléments très utiles en expliquant comment les idéaux politiques du mouvement sont mis en pratique à travers les municipalités au niveau local (même si cela reste dans un niveau limité). De plus ils montrent comment la perception de la démocratie s'est transformée vu que l'accès des anciens militants aux gouvernements locaux est facilité et que la participation politique est considérée comme une norme politique incontestée. Selon Gerbaudo (2017), c'est ainsi que le mouvement des Indignés a construit un idéal politique (démocratie participative) et sociale (la justice économique et sociale) pour laquelle les participants au mouvement trouvent d'être mérité de lutter. Le mouvement a créé un lien social qui lie l'un à l'autre dans l'espace public. Par conséquent, la citoyenneté, pour les Indignés, est devenue une source d'identité qui se caractérise par la participation et le horizontalisme politique (qui est garantie grâce à l'absence de structure hiérarchique pendant le mouvement), l'antiélitisme et l'anti-corruption (Gerbaudo, 2017).

4. QUATRIEME PARTIE : COMMENT EXPLIQUER LES TRAJECTOIRES DIVERGENTES MALGRE LA SIMILITUDE AU DEPART ? : LA STRUCTURE DES OPPORTUNITES CHANGEANTES ET LE CARACTERE UNIQUE DE LA SOCIALISATION MILITANTE

Dans cette partie, nous faisons une comparaison entre le mouvement des Gilets jaunes et des Indignés en termes des déterminants de l'organisation de mouvements sociaux que nous avons désignés dans la partie théorique afin de comprendre les trajectoires différents développés par ces deux mouvements. Dans ce cadre, nous reprenons tous les éléments que nous avons élaborés dans les parties précédentes. Ainsi nous comparerons, dans un premier plan, les déterminants structurels disposées par les deux contextes politiques d'où les Gilets jaunes et les Indignés ont émergé. Ce faisant, nous discuterons du niveau d'ouverture de ces deux systèmes politiques à l'encontre des mouvements sociaux. Puis, nous comparerons la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités de ces deux pays. A partir de ces deux paramètres, nous tenterons de démontrer que le système politique espagnol et celui français ne disposent pas beaucoup de différenciation à l'aube de l'émergence de ces deux mouvements puis que les deux contextes sont marqués par l'exécutif fort, élu à travers un système électoral qui conditionne le vote stratégique comme un comportement électoral dominant et qui produit un système bipartisan. De même, nous montrerons que la hausse des inégalités sociales, politiques et économiques à cause de l'installation des politiques néolibérales, a créé des structures des alliances et des conflits similaires en France et en Espagne. Conformément à cela, les élites politiques ont été identifiées avec celles économiques par ces deux mouvements qui ont émergé

avec la prétention de représenter les intérêts du peuple dans ces deux pays. Dans cette configuration de la structure des alliances, les syndicats, les luttes urbaines et certaines organisations comme les associations qui contredisent le régime néolibéral sont devenus des alliés naturels de ces deux mouvements alors que les partis politiques dominant qui alternent le pouvoir politiques entre eux sont devenus des adversaires des Gilets jaunes et des Indignés. Sur cette ligne, nous affirmerons encore une fois qu'il n'y a pas beaucoup de points de divergence entre les deux contextes politiques au début de ces deux mouvements.

Dans un second temps, après avoir éclairci la situation à l'aube de ces deux mouvements, nous tenterons de détailler les rôles entrepris par les déterminants structurels afin d'éclaircir leur nature changeante au cours du temps. Dans ce cadre, nous dévoilerons que la politique française est prise par le clivage entre le centre (LREM), l'extrême droite (RN) et la gauche populiste (LFI) qui se renforce petit à petit à partir de l'année 2017. Cela n'est pas à confondre avec la reprise de participation électorale, mais plutôt ce fait indique que la marge à travers laquelle peuvent émerger les nouveaux partis politiques devient de plus en plus étroite, car le vote stratégique s'impose encore d'une manière influente. En revanche, nous montrerons que le système bipartite arrive à une fin en Espagne avec l'effondrement de la confiance en partis politiques dominant sur le champ politique. En nous appuyant sur cette différenciation légère, nous mettrons en avant que les opportunités politiques en Espagne de l'époque, furent plutôt favorables à l'émergence de nouveaux partis politique tandis que le contexte français a disposé un contre-exemple à cause de la polarisation politique en croissance. D'une même manière, considérant que ces deux mouvements ont eu lieu dans des périodes différentes nous mettrons en avant que les mesures sanitaires mises en place contre la pandémie de Covid-19 ont renforcé la capacité répressive de l'Etat français qui était déjà fort. Ainsi, nous arguerons que la capacité des Gilets jaunes à se maintenir s'est beaucoup affaiblie et la structure des opportunités politique a par conséquent changé. Enfin, nous montrerons que les processus de la socialisation politique au sein de ces deux mouvements ont entraîné des impacts différents sur les organisations de ces deux mouvements. Conformément à cela, nous affirmerons que les Indignés ont renforcé la collaboration avec les agents politiques ancrés dans le système politico-institutionnel à travers les échanges et le sentiment de solidarité entre les militants partisans/syndicaux, ceux venant des luttes

urbaines diverses et ceux non-organisés. Cependant, nous montrerons que les Gilets jaunes ont limité les échanges et la collaboration entre ses militants de type différent en mettant l'accent sur l'identité de « gilet jaune » et de même en forçant les militants à cacher leur identité partisane/syndicale.

4.1. Les déterminants structurels au début du mouvement des Gilets jaunes et des Indignés

Comme nous avons résumé, d'une manière courte, dans la partie théorique, l'accès du mouvement au système de partis politiques et la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités politiques et la structure des alliances et des conflits sont considérés comme des facteurs importants concernant l'organisation de mouvements sociaux (Rucht, 1996; Tarrow, 1996). Conformément à ce propos, les travaux académiques ont montré que si la configuration du pouvoir politique est en faveur des autorités politiques comme l'Etat central, l'exécutif fort, la capacité forte de mise en œuvre des politiques publiques des autorités politiques produit des mouvements sociaux de type de base avec une organisation sans hiérarchie, ni leader ni institutions (Giugni & Passy, 1993; Kriesi et al., 1992; Rucht, 1996; Tarrow, 1996). Sur cette ligne, en comparant la configuration du pouvoir politique en Espagne et en France, nous constatons que les deux peuvent sans doute être qualifiées comme non-ouvertes à l'encontre des mouvements sociaux ainsi que la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités politiques de ces deux pays est assez forte (Fishman, 2012; Giugni & Passy, 1993; Kriesi et al., 1992; Romanos & Sádaba, 2022). Afin de concrétiser ce propos abstrait, il nous faut détailler le. Pour ce faire, nous reprenons les caractéristiques politiques de ces deux pays d'une manière comparative. Afin de simplifier cette comparaison, nous recourons au Tableau 4.1 qui résume ces caractéristiques évoquées.

Comme nous avons déjà présenté, la structure étatique de la France et celle de l'Espagne ont un certain niveau de similarité en termes des déterminants structurels de l'organisation des mouvements sociaux. Dès lors, pour commencer avec la France, à partir de la Cinquième République nous constatons que l'exécutif français s'est renforcé et a donné lieu à la présidentialisation du système politique (Bastien, 2011; Blais & Loewen, 2009; Tusseau, 2019). Le système électoral a installé une démocratie

majoritaire qui fonctionne sur la base de principe de vote stratégique. De même, comme nous avons présenté, dans les sillages de la dictature franquiste, le régime démocratique s'est établi en Espagne, en maintenant certains traits qui renvoient à l'héritage politique autoritaire du pays comme la prépondérance de l'Etat centrale et du pouvoir exécutif malgré la structure étatique décentralisée (Colomer, 2020; Font, 2020; Torcal & Christmann, 2020). A ce titre, l'influence lourde des élites politiques sur la transition démocratique a fini par l'établissement d'une démocratie majoritaire basée sur un système bipartite qui indique la polarisation forte de gauche-droite (Bosch, 2020; Torcal, 2014; Torcal & Christmann, 2020). D'ailleurs, la tradition de l'Etat fort s'est renforcée par le biais de l'installation du régime néolibéral dans ces deux pays en creusant l'écart politique et économique entre les élites et le peuple (Albarracín, 2000; Amable, 2016; Banyuls & Recio, 2012). De plus, l'écart creusé entre le peuple et les élites a fait rapprocher les organisations, mouvements, luttes urbaines, syndicats et partis politiques divers qui se heurtent avec les politiques néolibérales (López, 2016; Roca & Diaz-Parra, 2017). A partir de ces faits importants, nous affirmons que les systèmes politiques de ces deux pays ne sont pas ouverts à l'encontre des mouvements sociaux puis que l'alliance des élites est stable. C'est pourquoi, nous constatons que la capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités politiques est très développée comme la stabilité gouvernementale et la prééminence de l'exécutif dans ces deux pays sont des particularités communes. Enfin, nous confirmons que la structure des alliances et des conflits a pris sa forme conformément au clivage entre les élites et les peuples au sein du mouvement des Gilets jaunes et des Indignés.

Tableau 4.1
La structure des opportunités politiques

Les déterminants structurels de l'organisation	Pays	France	Espagne
L'ouverture du système politique face aux mouvements		Fermé	Fermé
La capacité de mise en œuvre des politiques publiques des autorités politiques		Assez développée	Assez développée
La structure des alliances		La coalition des syndicats, partis politiques et des organisations diverses qui contredisent au régime néolibéral	La coalition des syndicats, partis politiques et des organisations diverses qui contredisent au régime néolibéral
La structure des conflits		Les élites, les grands partis politiques et les anciens clivages politiques	Les élites, les grands partis politiques et les anciens clivages politiques

Par conséquent, nous affirmons qu'il n'y a pas de point de divergence entre ces deux pays en termes des déterminants structurels de l'organisation de mouvements sociaux, du moins au début de ces deux mouvements. Conformément à ce tableau, les Gilets jaunes et les Indignés ont pris les rues en se structurant d'une manière horizontale sans hiérarchie ni leader officiel ni structure institutionnelle à travers les réseaux sociaux. De cette manière, ils ont construit des cadrages politiques comme l'anti-élitisme, la démocratie horizontale et participative en plus des cadrages économiques contre l'inégalité de revenu, la baisse du pouvoir d'achat et le chômage en croissance. Néanmoins, afin d'expliquer la différenciation entre le mouvement des Gilets jaunes et des Indignés, il nous faut éclaircir s'il y a eu des changements des structures des opportunités au cours du temps.

4.2. La structure des opportunités politiques en changement à l'essor des Gilets jaunes et des Indignés

Comme nous avons montré, au début de ces deux mouvements la structure des opportunités politiques était majoritairement la même dans ces deux contextes politiques. Néanmoins, nous constatons qu'il y a eu des changements significatifs dans ce tableau au cours du temps. Tout d'abord, les interactions de ces deux mouvements avec le système politique ont produit des résultats différents dans ces deux contextes. Pour l'expliquer, il faut noter que les mouvements sociaux émergent quand le système

politico-institutionnel prouve l'incapacité à régler une situation qui produit un certain niveau de mécontentement chez un groupe défini (Tarrow, 2011). C'est-à-dire que l'émergence de mouvements sociaux indique en effet l'introduction d'une nouvelle force d'une manière directe ou indirecte dans le système politique afin de faire entendre les demandes ou de produire le changement politique visé. Sur cette ligne, l'émergence des Gilets jaunes et des Indignés était le résultat de la négligence et l'indifférence permanent des gouvernements respectifs face aux demandes et au mécontentement populaire. En gardant cette information dans la tête, revenons sur la différenciation de la structure des opportunités politiques de ces deux contextes. Nous arguons que le champ politique espagnol a créé des nouvelles motivations pour l'émergence de nouveaux partis politiques alors que celui français est largement pris par la polarisation entre le centre (LREM), l'extrême droite (FN) et la gauche populiste (LFI) du spectre politique à partir de 2017. C'est-à-dire que la capacité de domination des clivages politiques anciens ne se sont pas évoluées dans la même direction pour l'Espagne et la France. Pour élargir cette piste, nous avons besoin de se rappeler le système de partis de ces deux pays.

Comme nous avons bien résumé dans la troisième partie de ce travail, en Espagne il y avait un système bipartite avant la naissance du mouvement des Indignés. Conformément à cela, deux grands partis ont été récompensés par le système électoral qui imposait le vote stratégique aux électeurs espagnol. Par conséquent, les deux grands partis politiques (le PP et le PSOE), polarisé sur le plan gauche-droite, alternaient le gouvernement entre eux depuis 1982 jusqu'en 2016 (Montero & Santana, 2020; Orriols & Cordero, 2016). De cette manière, le système politique a été dominé par deux grands partis politiques qui arrivaient au pouvoir en alternance. Ce fait se conjugait majoritairement avec les particularités du système politique espagnol comme le prééminence de l'exécutif face au législatif et judiciaire, la culture politique clientéliste renforcée par l'expérience politique dictatoriale et le position centrale de ces partis dominant dans la vie politique (Colomer, 2020). D'une manière très similaire à ce premier, le système de partis politiques en France a été basé sur le clivage fort de gauche-droite qui domine le paysage des partis politiques malgré la présence un système multipartite (Delwit, 2014; Perraudau, 2001). De plus, le système électoral français qui débouche à un système majoritaire et à la présidentialisation du système politique renforcent cette polarisation entre les deux pôles et par conséquent le manque

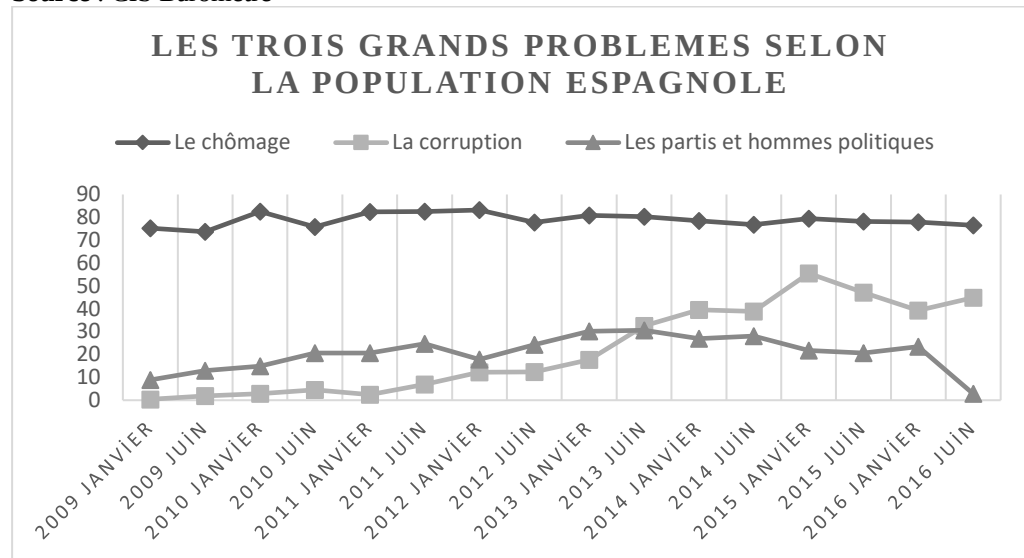
de renouvellement politique dans le champ des partis politiques devient une des particularités de la politique française (Bernard, 2022). Dans cette perspective, les Gilets jaunes et les Indignés ont émergé suite à l'incapacité de ce système résumé ci-dessus à répondre aux grands problèmes économiques, sociaux et politiques produits à la suite des inégalités en croissance et de l'écart creusé de plus en plus entre les élites et le peuple (Canal et al., 2014; Fernández García & Petithomme, 2020; Jellab, 2019; Le Bart, 2020). Conformément à cela, la confiance en institutions et en hommes politiques s'est effondrée ainsi que les revendications militées par ces deux mouvements ont produit l'espoir nécessaire à leurs militants pour un renouvellement économique, social et politique. Jusqu'à ici-là, les deux systèmes politiques disposent un espace convenable pour l'émergence des nouvelles forces politiques à se présenter, considérant que les anciens partis politiques sont devenus de plus en plus impopulaires. Sur cette ligne, pour expliquer la différenciation des trajectoires des Gilets jaunes et des Indignés, il nous reste de montrer comment ces opportunités politiques ont évolué dans des directions différentes dans ces deux pays.

Les opportunités politiques en Espagne

Commençons par L'Espagne qui a majoritairement maintenu les opportunités politiques favorables pour l'émergence des nouvelles forces politiques au cours du temps. Pour élargir cette piste, il nous faut voir comment l'insatisfaction politique chez le peuple espagnol est restée stable depuis les années 2009 jusqu'à 2016 et ainsi qu'elle a conséquemment entraîné un grand changement dans le système de partis politiques. Pour ce faire, nous présentons les trois grands problèmes du pays selon le peuple espagnol en nous appuyant sur les Baromètres périodiques de CIS qui sont résumés dans la Figure 1. Dans ce cadre, d'abord, comme nous l'avons déjà indiqué dans les parties précédentes, la confiance politique en grands partis politiques s'est graduellement effondrée à la suite de l'incapacité du système politique bipartisan face à la crise économique et politique et les grands scandales de la corruption qui sont considérées comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase dans la société espagnole. Par conséquent, les élections générales en 2011 sont marquées par l'effondrement du soutien de PSOE avec le pire résultat que ce parti a obtenu dans son histoire (Martín & Urquizu-Sancho, 2012; Rodon & Hierro, 2016, p. 341-342). A la suite de cet échec historique de PSOE, le PP est arrivé au pouvoir en faisant des promises

contre la politique d'austérité. Néanmoins, le PP n'a pas tenu sa parole en installant plus solidement les politiques d'austérité conformément aux conseils de l'Union européenne et des institutions internationales (Rodon & Hierro, 2016). C'est pourquoi, le chômage, qui représente le problème le grand du pays selon le peuple espagnol, s'est emparé d'un caractère durable à la suite de la crise économique en 2008 comme la Figure 1 le montre bien.

Quant à la question de la corruption, les grands scandales de corruption comme l'affaire de *Barcenas* qui touchait au PP au niveau national, l'affaire de *Expediente de Regulacion de Empleo* (ERE), celle de *Gürtel* et l'affaire de *Palma Arena* et enfin l'affaire de *Noos* qui touchaient à la fois au PP et au PSOE au niveau régional n'ont pas cessé d'occuper l'opinion publique espagnole (Rodon & Hierro, 2016, p. 342). A partir de 2013, les journaux espagnols dédiaient 15 % de leurs unes pour des questions de la corruption de même que ce taux, dès avril 2015, arrivait jusqu'à 20 % (Rodon & Hierro, 2016, p. 342). Comme la Figure 4.1 montre bien la proportion de la population qui considère la corruption comme un des trois grands problèmes du pays s'augmente régulièrement et arrive à son apogée en 2015. Dans ces conditions, les partis et les hommes politiques sont considérés comme le troisième grand problème du pays selon la population espagnole. Nous constatons une augmentation de ce taux à partir de 2009, car les influences de la crise économique s'approfondissent et le système bipartite ne parvient pas à régler ces problèmes. En revanche, l'année 2011 est marquée par une chute relative de ce taux considérant qu'elle est la période des élections et que les partis font des nouvelles promesses et tentent de séduire les électeurs. De même, nous ne constatons pas la baisse de ce taux jusqu'en 2016 où datent les élections législatives. A partir de ce fait, nous affirmons qu'il y a une dégradation encore plus avancée de l'image des partis et des hommes politiques qui n'était jamais très bien en Espagne (Torcal, 2014). En résumé, les grands problèmes du pays devient permanent au cours du temps. Ce fait souligne l'incapacité du système politique espagnol à faire face à la crise économique et politique. Par conséquent, la crédibilité et le soutien de ces deux grands partis politique s'est effondrée (Torcal, 2014), comme nous démontrerons aussi par le biais les résultats des élections d'abord en 2014, puis en 2015 et enfin en 2016 ici-bas.

Figure 4.1**Source :** CIS Baromètre

Avant évaluer les résultats des élections en Espagne, nous avons besoin de nous rappeler deux constats que nous avons fait jusqu'à ici-là : le mouvement des Indignés a produit certains résultats importants comme la fabrication des certaines demandes économiques, sociales et politiques communes et le réveil de la conscience politique chez ses militants concernant les questions politiques. Deuxièmement comme nous avons montré, les partis politiques établis ne parviennent plus à couvrir les demandes du peuple espagnol. En mettant tous ces faits ensemble et considérant que plusieurs partis politiques ont émergé dans les sillages du mouvement des Indignés comme le *Podemos* et le *Partido X*, l'on argue que cette atmosphère politique a fourni une base solide et riche pour les nouveaux partis politiques (Tormey & Feenstra, 2015). De plus, certains partis politiques régionaux ont aussi fait le succès comme le *Ciudadanos* en bénéficiant largement de cette atmosphère politique (Rodon & Hierro, 2016). Dans ce cadre, l'on constate que le *Podemos* qui est né dans les sillages du mouvement des Indignés en 2014, a su couvrir les demandes et revendications des Indignés et ainsi que les canaliser dans le système politico-institutionnel (Cervera-Marzal, 2018; Nez, 2018; Tormey & Feenstra, 2015).

En conséquences de l'émergence de ces nouvelles forces politiques, les élections européennes ont marqué le début de cette tendance de l'affaiblissement des forces politiques traditionnelles (Hernández & Fraile, 2014). Selon les résultats des élections en 2014, le PP a obtenu 26,1 % des votes exprimés alors que son taux de vote a été

arrivé à 44,6 % dans les élections législatives en 2011. De même, le PSOE a obtenu 23 % des votes exprimés dans les élections européennes en 2014 alors que son taux était 28,8 % dans élections législatives en 2011. En revanche, Podemos a obtenu 8 % et le Ciudadanos 3,2 % des votes exprimés dans les élections européennes (Cordero & Montero, 2015; Hernández & Fraile, 2014). Puis, les élections locales en 2015 sont marquées par le succès des nouveaux partis politiques et ceux régionaux considérant que la somme du taux de votes de deux grands partis politiques (le PP et le PSOE) n'arrivait guère à 52 % qui indique un taux 12 points moins de celui des élections en 2011 (Orriols & Cordero, 2016; Rodon & Hierro, 2016, p. 339-342, 346). Conformément à cela, 33 % des électeurs du Podemos votaient le PSOE et l'autre 20 % d'eux la Gauche unie (IU) (*Izquierda Unida*) dans les élections en 2011 lorsque 60 % des électeurs du Ciudadanos soutenaient auparavant le PP (Rodon & Hierro, 2016, p. 351). C'est-à-dire que ces nouveaux partis politiques ont séduit les électeurs des grands deux partis politiques. Ensuite, cette tendance est arrivée à son point culminant avec les élections générale en 2016 où le Podemos a obtenu 21,2 % des votes exprimés ainsi qu'il est devenu le troisième parti lors que le Ciudadanos a obtenu 13,1 % (Simón, 2016, p. 508). Ces résultats indiquent une rupture nette du système bipartite par la raison de la fragmentation dans le paysage du système de partis au niveau national. De cette manière, nous avons témoigné que l'insatisfaction politique n'a pas canalisé le soutien populaire vers le parti en opposition, ce qui était traditionnellement attendu, mais vers ceux comme le *Podemos* et le *Ciudadanos* qui ont récemment émergé et qui représentaient des nouvelles alternatives pour les électeurs espagnols. Sur cette ligne, l'on constate que l'émergence du Podemos et du Ciudadanos a donné naissance à la compétitivité politique dans le système de partis politiques en entière considérant que le Podemos se positionne plutôt à la gauche du spectre politique tandis que l'autre se met dans la centre-droite (Rodon & Hierro, 2016, p. 344). De ce point de vue, il est frappant de voir que le taux des Espagnols qui considèrent les partis et hommes politiques comme un grand problème se diminue à partir de 2016 où le système bipartite arrive à une fin. Cela n'est pas à confondre avec le constat que la fin du bipartisme a totalement réglé les problèmes économiques, sociaux et politiques mais il indique que la diversité de choix politique a entraîné un certain niveau de satisfaction chez le peuple espagnol.

En résumé, comme le succès et le nombre de ces nouveaux partis politiques montre bien, le système politique espagnol a gardé l'atmosphère politique qui était en

faveur de renouvellement du paysage du système de partis politiques. Sur cette ligne considérant qu'une bonne partie des Indignés ont pris un rôle actif dans la structuration du Podemos, nous arguons que Podemos a pu intégrer une bonne partie des Indignés dans le système politico-institutionnel. C'est parce que le mouvement des Indignés s'est déroulé dans une atmosphère favorable qui l'a, bon gré ou mal gré, poussé vers le système politico-institutionnel.

Les opportunités politiques en France

En contraste avec l'exemple espagnol, le contexte français s'est évolué dans une direction différente. Avant détailler cette piste, nous avons besoin de nous rappeler les particularités du système de partis politiques français que nous avons d'ores et déjà résumées dans la sous-partie se portant sur le contexte politique français. Dans ce cadre, d'abord, la domination de l'axe gauche-droite qui représentait le clivage politique principal en France pour une longue durée, s'est affaibli en parallèle des conséquences produites par l'établissement du régime néolibéral. De plus, le système de partis politiques français a échoué de se renouveler la silhouette pour un longtemps si on ne compte pas l'émergence des Verts et de l'extrême droite comme des nouvelles forces politiques. En conséquence de ce manque de renouvellement politique, l'indifférence politique a émergé comme un phénomène par la raison de la méfiance forte en institutions et hommes politiques chez les Français. En gardant tous ces faits importants dans la tête, nous devons voir l'extension de tous cela dans les années suivantes. Dans ce cadre, d'abord, en parallèle de l'émergence de l'extrême droite à partir des années 1990s, la gauche traditionnelle s'est affaiblie parmi les milieux ouvriers en faveur de cette nouvelle force (Gonthier, 2021). Ensuite, comme nous l'avons esquissé, le système de partis politiques en France s'est fait l'objet d'une transformation qui débute à partir des années 2000s. L'espace politique vidé par la gauche est profité par une gauche populiste (LFI) en 2016 qui vise à couvrir les demandes des électeurs mécontents à causes des impacts désagréables du régime néolibéral et de question de l'environnement (Dain, 2022). Néanmoins, ce n'était pas que LFI qui s'est emparé d'une posture populiste, considérant la relance du Front national (FN) dans un format plus populiste sous le nom du RN en 2018 (Cremer, 2021; Surel, 2019). Enfin, LREM a émergé en prétendant le dépassement du clivage gauche-droite et le renouvellement politique (Bernard, 2022; Cautrès et al., 2018). En

résume, les conséquences du régime néolibéral comme l'écart creusé entre les élites et le peuple, les inégalités en croissance de toute sorte et la flexibilisation du marché de travail qui finit par l'insécurité du travail, ont entraîné une transformation sur le paysage du système de partis politiques français. De plus, toutes ces questions ont débouché aux nouvelles polarisations qui remplacent ou du moins transforment les anciennes.

Pour voir comment ce nouveau paysage politique a débouché aux nouvelles polarisations, les élections présidentielles et législatives en 2017 nous fournissent une base très riche. Selon les résultats officiels des présidentielles, Emmanuel Macron a obtenu 24 % des votes exprimés dans le premier tour et 66,10 % dans le deuxième alors que Marine Le Pen, la deuxième candidate qualifiée à participer au deuxième tour, a obtenu 21,30 % dans le premier tour et 33,90 % dans le second (Ministère de l'Intérieur, 2017a). Quant aux législatives, LREM a obtenu 28,21 % des votes exprimés dans le premier tour et 43,06 % dans le second qui lui accorde 308 sièges au total dans l'Assemblée nationale. FN, quant à lui, a obtenu 13,20 % dans le premier tour et 8,75 % dans le second qui permet d'avoir 8 sièges dans l'Assemblée (Ministère de l'Intérieur, 2017b). Les résultats des élections soulignent la victoire nette d'Emmanuel Macron qui a été considéré comme une grande nouveauté considérant que les forces traditionnelles politiques comme les partis gaullistes et la gauche qui alternaient le pouvoir depuis 1962 sauf quelques exceptions comme 1969 et 2002, se sont largement affaiblies dans le champ politique (Choffat, 2017, p. 161-167). De cet égard, ces résultats sont même considérés comme une « révolution » dans le système de partis politiques français (Kuhn, 2018), même si cette révolution est qualifiée comme « *phantom* » pour souligner la non-affiliation politique dans le sens traditionnel de LREM (Hewlett, 2017). D'un autre point de vue, l'arrivée au pouvoir de LREM est considérée comme le retour des gouvernements de « marais » qui a été introduit dans la littérature académique par Duverger afin d'expliquer le fait que les gouvernements français étaient majoritairement du centre du spectre politique (Elgie, 2018).

Outre ces étiquettes très générales, les élections en 2017 soulignent un phénomène extrêmement important en vue de notre travail : la polarisation. Pour prendre la terminologie de Jérôme (Sainte-Marie, 2019), les élections en 2017 ont marqué une polarisation entre deux blocs politiques qui sont d'un côté le bloc élitare

qui s'identifie avec Emmanuel Macron et de l'autre celui populaire qui s'identifie de plus en plus avec Marine Le Pen (Feré, 2020, p. 215). En y ajoutant plus de nuances, (Gougou & Persico, 2017) affirment que le champ politique français est polarisé sur, au moins, deux dimensions : celle culturelle et identitaire à travers laquelle le pôle de l'anti-immigration/autoritaire (FN) s'oppose à celui de pro-immigration/libertarien (LREM). La deuxième dimension est économique à travers laquelle l'écologisme/interventionnisme (LFI) s'oppose au productivisme/néolibéral (LREM). De plus, (Emanuele, 2017) y ajoute encore une troisième en nous rappelant une autre qui est ancienne et largement négligée depuis des décennies, à savoir la dimension spatiale à partir d'analyse se portant sur les résultats des élections 2017. Selon cette idée, les zones rurales ont majoritairement voté FN tandis que les zones urbaines et grandes villes françaises ont voté LREM. Par conséquent, le système de partis politiques est d'un côté fragmenté considérant surtout qu'il y a des forces politiques ayant des nouveaux visages, et de l'autre la politique française est prise par ces nouveaux clivages. De plus, nous nous rendons compte que cette tendance de polarisation politique est loin d'être éphémère car, l'on constate que les dimensions identitaires et économiques se sont encore intensifiées aux extrêmes et qu'elles sont devenues de plus en plus visible dès les élections présidentielles en 2022 (Feré, 2022).

Considérant tous ces changements, nous constatons que la compétition politique est reprise même si d'une manière limitée dans le sens où elle s'enflamme principalement sur la base des nouvelles formes des clivages. Par conséquent, d'un côté, les supporters de mondialisation et le néolibéralisme, identifiés par l'élitisme, de l'autre, ceux qui se prétendent d'être la voix du peuple en se positionnant contre l'élitisme ont dominé l'espace politique depuis les dernières années (Feré, 2020). A partir de cette base, nous faisons l'hypothèse que cette nouvelle polarisation a produit des empêchements pour l'émergence des nouvelles forces politiques sur l'espace politique français. Afin de contextualiser cette hypothèse dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes, les élections européennes en 2019 nous fournissent une opportunité de taille, car une partie des Gilets jaunes ont tenté de se présenter à travers les listes dites « jaunes » dans les élections. Dans ce cadre, trois listes (Alliance jaune, Evolution citoyenne, Jaunes et Citoyens) en alliance avec Les Patriotes ont participé aux élections et n'ont obtenu guère 1,2 % des votes exprimés (Grégoire, 2019, p. 551).

Cela indique un grand déçu en vue des ambitions des certains Gilets jaunes qui avaient l'intention d'introduire le mouvement dans le système politico-institutionnel.

Selon le sondage de l'Institut d'études opinion et marketing en France et à l'international (Ifop) réalisé le jour de vote, 62 % des électeurs ayant participé à la manifestation des Gilets jaunes déclarent qu'ils aller voter dans les élections européennes en 2018 (Grégoire, 2019, p. 553). De même, ce sondage montre aussi que 43 % des français qui s'identifie avec les Gilets jaunes ont déclaré aller voter la liste de RN dans les élections européennes en 2018 (Grégoire, 2019, p. 553). De cet égard, l'intention de vote des Gilets jaunes gagne d'importance considérant qu'il y avait aussi un certain nombre des Gilets jaunes votant le FN dans le premier tour des présidentielles 2017. Pour élargir cette piste, nous pouvons recourir aux données fournies par *Elabe* qui montre que dans le premier tour des élections présidentielles en 2017, 29 % des militants des Gilets jaunes ont voté RN, tandis que 27 % d'entre eux étaient abstentionnistes ou ont voté blanc (Tucat, 2019). Les mêmes données montrent aussi que 17 % des militants ont voté LFI. L'enquête menée par Zakaria Bendali et ses collègues (2019, p. 155) et effectué sur *Facebook* nous montre à peu près les mêmes résultats, car un tiers des Gilets jaunes ont voté l'extrême droite (FN), l'autre tiers ont voté LFI et le dernier sont resté abstentionnistes (Bendali et al., 2019, p. 155). En mettant tous ces faits ensemble, l'on affirme que malgré le soutien fort pour le RIC et de la démocratie directe chez les Gilets jaunes, les élections demeurent toujours comme une arme utile auprès d'une bonne partie de cet électorat (Grégoire, 2019, p. 553). De plus, les nouveaux clivages structurés autour de la polarisation multidimensionnelle, présentée ci-dessus, font du sens auprès d'une grande partie des Gilets jaunes, comme affirmé dans sa recherche de terrain par Olivier Fillieule. (Bendali et al., 2019, p. 158).

D'un autre point de vue, nous savons que la polarisation ne se réalise pas qu'à travers l'identification avec l'un ou l'autre pôle politique, car l'intention de vote peut être aussi déterminée par les stratégies d'évitement de l'arrivée au pouvoir d'un tel ou tel candidat. De ce point de vue, l'intention de vote de l'ensemble de la société française donne des impressions fortes avoir influencé par la polarisation politique. A ce titre, Do Won (Kim, 2022) démontre que les Français ont davantage voté pour éviter un mandat de l'extrême droite (FN) que soutenir LREM dans les présidentielles 2017.

Selon ce travail, la majorité des votes exprimés en faveur de Mélenchon, de Hamon et de Filon dans le premier tour est en grande partie devenue en faveur de Macron face à Marine Le Pen ou dans une moindre partie devenues blancs (Kim, 2022, p. 134). C'est-à-dire que les électeurs français qui n'ont pas pu parvenir à faire sortir leur candidat préféré pour le deuxième tour ont davantage préféré Emmanuel Macron que Marine Le Pen. En d'autres termes, les résultats des présidentielles 2017 montrent que les Français ont préféré de voir le candidat le moins non désiré, mais non le candidat le plus désiré dans l'Elysée. Ce résultat attire notre attention puisqu'il nous permet de valider l'hypothèse que le système politique français ne dispose pas d'occasions pour l'introduction de nouvelles forces politiques. C'est parce que les électeurs non-enchantés par les choix disposés doivent prioriser l'évitement de non désiré le plus au lieu d'introduire une nouvelle force politique. L'échec des « listes jaunes » devient davantage significatif par cet égard, considérant que les Gilets jaunes étaient rencontrés par la sympathie à peu près de 70 % de la société française. Ainsi, cela devient claire qu'une partie de la population française est enchantée par l'un ou l'autre côté de la polarisation politique tandis qu'une autre est motivée plutôt par l'évitement du le plus non-désiré. De cet égard, nous pouvons affirmer que cette dynamique basée sur sympathie/désagréable pose un grand empêchement face aux tentatives d'introduire des nouvelles forces politiques comme les partis. En résumé, la structure des opportunités politiques disposée par le système politique français a changé au détriment de l'introduction des nouvelles forces politiques au contraire de l'exemple de l'Espagne.

Outre la polarisation politique, la pandémie de Covid-19 a entraîné des impacts importants sur la structure des opportunités politiques dans le contexte français. Comme nous le savons, la pandémie a interrompu un cycle international de mouvements sociaux qui a débuté avec le Printemps arabe en 2010 poursuivi par les mouvements « *Occupy* » et qui s'est propagé aux quatre coins du monde dans des formes diverses dont les retentissements sont arrivés jusqu'à 2020. Au cadre de la lutte contre le propage du virus Covid-19, les gouvernements ont pris des mesures très sérieuses aux quatre coins du monde dans des manières très diverses qui se polarisent principalement entre le modèle asiatique et celui occidentaux (Ho, 2020). Conformément à cela, les pays occidentaux n'ont pas choisi d'imposer des restrictions très strictes au début de la crise (Ho, 2020; Shokoohi et al., 2020). A la suite de cette

stratégie, les pays européens ont rencontré le risque de pénurie dans les hôpitaux et pour en éviter ils ont dû mettre en place certaines mesures comme le confinement, le couvre-feu et enfin le pass sanitaire et ont même déclaré l'état d'urgence. Même si ce genre des mesures ont été prises dans une atmosphère tout obscure à cause du caractère indécisif de la situation sanitaire et de la connaissance limitée concernant le virus et sont considérées comme essentielles pour éviter des pénuries médicales, elles se sont remises en question en vue de leur légitimité et de la liberté individuelle. A ce titre, Giorgio Agamben a jugé l'établissement de l'état d'urgence comme « *le despotisme techno-médical* », une expression qui a produit beaucoup d'échos au cadre de la discussion des libertés pendant la crise sanitaire (Caldwell, 2020). De cette manière, la question des frontières où l'interventionnisme étatique doit se limiter est devenue une vraie pomme de discorde.

Au milieu de toutes ces discussions, le président de la République Emmanuel Macron a encadré cette crise sanitaire par l'expression de « *guerre contre le virus* » en tentant de mobiliser tous les moyens possibles pour ralentir la vitesse de propagation du virus (Grignard & Knops, 2020). Puis, l'Etat d'urgence sanitaire a été déclaré en France à compter du 17 octobre 2020 et s'est prolongé jusqu'au 31 juillet 2022 en guise de certains régimes spécifiques comme celui de sortie de l'état d'urgence (Vie publique, 2022). Dans ce cadre, toutes sortes des rassemblements publics ont été interdits, les confinements¹⁷ et les couvre-feux ont été mis en place. Par conséquent, toutes sortes d'activités humaines convenable pour se maintenir en mode numérique ont été devenues dominantes pour le but de limiter l'interaction humaine en présence et de cette manière on a visé à diminuer le nombre des nouveaux cas de Covid-19.

A la suite de cette crise inédite, le dynamisme de l'espace de mouvements sociaux s'est ralenti à cause de deux impacts majeurs de la pandémie : l'installation des mesures sanitaires très strictes qui rendent impossible la mise en place des répertoires de l'action collective les plus répandus que nous étudions au cadre de ce travail, comme les manifestations, les occupations des espaces publics et le changement de l'ordre de jour politique et des priorités (Pleyers, 2020, p. 296). Pour commencer avec le premier, il faut noter que les espaces de la socialisation militante

¹⁷Le premier confinement est entré en vigueur du 17 mars au 11 mai 2020. Le deuxième a eu lieu du 30 octobre au 15 décembre 2020. Le troisième, quant à lui, a couvert du 3 avril au 3 mai 2021 (Gouvernement, 2022).

pour les Gilets jaunes s'est rendu à ceux numérique pour une certaine durée surtout entre mars 2020 et juin 2021. Par conséquent, cela serait très naïve de ne pas considérer que la digitalisation pleine forcée du mouvement pendant la pandémie a, dans un premier temps, limité la socialisation militante et a ainsi affaibli les liens sociaux tissés entre les militants de ce mouvement dans un second temps. C'est parce que d'abord les différents composants du mouvement mobilisés à travers des différents réseaux militants s'enferment en soi à cause des confinements qui couvrent à peu près 4 mois en 2020 et 2021, même si nous ne pouvons malheureusement pas mesurer cet enfermement à l'intérieur du mouvement est arrivé à quel point. Néanmoins, considérant que les ronds-points représentaient le cœur de la socialisation militante qui se faisait à travers des échanges entre les militants, même si d'une manière limitée, depuis le début du mouvement. Avec la mise en vigueur des mesures sanitaires très restrictives comme le confinement et le couvre-feu, les répertoires principaux de l'action collective comme les manifestations, les occupations de l'espace publique d'où les assemblées populaires émergent sont tous devenus impossible. Par conséquent, la capacité de l'organisation du mouvement des Gilets jaunes à se maintenir s'est beaucoup diminué.

Quant au deuxième impact important, la crise sanitaire a énormément occupé l'opinion publique dans le monde entier au détriment des autres questions comme celle de la crise de l'environnement, les questions de sécurité militaire et même les grands enjeux géopolitiques. De cet égard, la proportion amplement augmentée de la présence des nouvelles concernant la crise sanitaire dans les journaux en 2020 est impressionnante (Pearman et al., 2021). Ainsi, les questions militées par les Gilets jaunes ont perdu l'ampleur dans le média et la priorité dans l'ordre du jour dans la politique. De ce fait, le recrutement des nouveaux militants et garder des anciens deviennent de plus en plus difficile considérant qu'il y a des autres questions qui attirent plus d'attention et d'être considérées comme plus prioritaire. De cet égard, nous pouvons faire l'hypothèse que le mouvement des Gilets jaunes a aussi été influencé d'une manière négative de ce genre des difficultés. En revanche, notons que malgré la capacité répressive hautement renforcée des Etats, Pleyers (2020, p. 298-303) montre que les mouvements sociaux étaient loin d'être complètement disparus, mais bien au contraire, ils ont joué cinq rôles principaux aux quatre coins du monde : les protestes, les grèves, la solidarité, la surveillance des actes des autorités politiques

et publiques, le renseignement de la population et la politisation. Dans ce cadre, nous avons constaté que les Gilets jaunes ont joué un grand rôle dans certaines manifestations en France post-covid comme celle de l'anti passe sanitaire (Legris, 2022). Même si cette reprise du mouvement a réveillé une partie des Gilets jaunes, une fois les priorités ont été changé. C'est pourquoi, même les Gilets jaunes eux-mêmes ont commencé à militer pour des causes liées à la crise sanitaire et ont ainsi tenté d'utiliser ces questions comme un levier à faire revivre le mouvement (Décugis, 2021). Ce faisant, le mouvement a dû basculer son énergie vers des autres enjeux, considérés comme prioritaires. Par conséquent, le mouvement s'est affaibli et a ainsi perdu l'ampleur dans la société française.

En résumé, la structure des opportunités politiques a changé au détriment des Gilets jaunes dans le contexte politique français par deux majeurs phénomènes : la polarisation politique et la crise sanitaire. A la suite de ces deux phénomènes, d'abord la politique française est prise par le clivage entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen en limitant l'introduction des nouvelles forces politiques dans le système politico-institutionnel. L'échec des « listes jaunes » dans les élections européennes en 2018 est exemplaire par cet égard. Ensuite, la crise sanitaire émergée en 2020 a changé l'ordre du jour politique en créant des nouveaux enjeux sanitaires, sociaux, économique et bien sûr politique. A la suite de l'augmentation énorme de la capacité répressive de l'Etat français, les Gilets jaunes se sont enfermés dans des espaces numériques qui ne parvient pas à remplir le rôle des ronds-points à travers lesquels la socialisation militante se faisait depuis le début du mouvement.

4.3. Les expériences différenciées produites par des répertoires similaires : les ronds-points et les assemblées populaires en tant que champs de socialisation militante

Nous avons brièvement présenté les particularités et surtout les similarités des Gilets jaunes et des Indignés dans les sous-parties se portant sur les deux mouvements. Dans ce cadre, comme le Tableau 4.2 ici-bas le résume, rappelons-nous que les manifestations qui rassemblent des milliers des manifestants dans des grands boulevards des grands villes françaises et espagnoles, les occupations des espaces publics d'où les assemblées populaires en tant qu'expérimentation politique en vue de

la démocratie participative et horizontale émergent et enfin le cyber-activisme à travers lequel les deux mouvements se sont organisés, sont les répertoires principaux des Gilets jaunes et des Indignés (Anduiza et al., 2014; Bendali et al., 2019, p. 144-148; les Gilets jaunes et al., 2019, p. 869-872; Nez, 2012). De même, nous avons montré qu'ils ont construit des cadrages très similaires en plaçant les élites et le fonctionnement démocratique au cœur des critiques publiques (Antentas, 2017; Bendali et al., 2019, p. 146; Flesher Fominaya, 2015; Guerra et al., 2019). Enfin, nous avons présenté aussi les profils et identités politiques des militants de ces deux mouvements qui s'inscrivent dans des milieux populaires et classe moyenne avec une différenciation générationnelle et spatiale entre les deux (Bendali et al., 2019, p. 145; Monterde et al., 2015). A ce sujet, rappelons-nous encore une fois que les Indignés s'enracinent plutôt dans des milieux jeunes, diplômés, souffrant du chômage alors que les Gilets jaunes sont plus âgés, peu diplômés, en emploi, mais en galère de boucler les fins de mois (Fernández García, 2022; les Gilets jaunes et al., 2019, p. 880). De même, les Gilets jaunes représentent une population implantée aux périphéries des grandes villes et sont habitués à un mode vie motorisée, tandis que les Indignés se logent majoritairement dans des grandes villes (Bendali et al., 2019, p. 148; Canet, 2012; Fernández García, 2022; Monedero, 2019).

Malgré ces points de divergence légère, prenant en compte autant de similarités majeures entre les deux, nous mettons en avant que la différenciation de leur trajectoire ait résulté des processus de la socialisation militante. A cet égard, nous nous focalisons sur les espaces militants où la socialisation militante se passe. Dans ce cadre, notons que l'occupation des ronds-points et les assemblées populaires sont des espaces principaux où la socialisation militante se passe pour ces deux mouvements, car ces espaces permettent d'échanges, autant que possible, durables et systématiques entre les manifestants qui débouchent à la fabrication de l'identité militante (Galán & Fersch, 2021, p. 3-5). Ainsi, ces espaces permettent la fabrication des points des convergences et des conflits entre des militants de type différent comme les non organisés et les partisans/syndicaux. C'est pourquoi, nous privilégions ces espaces militants afin d'expliquer la différenciation des trajectoires de ces deux mouvements. Dans ce cadre, nous considérons les dynamiques, spécifiques au mouvement, comme le fonctionnement interne et les rapports entre les militants de type différent au sein des

espaces militants comme un des points de divergence qui peut conditionner la différenciation des trajectoires de ces deux mouvements.

Tableau 4.2

Explication : Les déterminants internes de l'organisation des mouvements en Espagne et en France

	Les Gilets jaunes	Les Indignés
Les profils sociologiques des militants	Les classes moyennes et populaires, peu diplômé, en emploi mais en galère économique, plutôt âgé	Les classes moyennes et populaires, diplômé, chômeurs, plutôt jeune
Les répertoires principaux	L'occupation de l'espace publique, le cyber-activisme, les manifestations	L'occupation de l'espace publique, le cyber-activisme, les manifestations
Les cadrages principaux construits au sein du mouvement	L'antiélitisme, les inégalités socio-économiques, l'autonomie à l'égard du système politique institutionnel	L'antiélitisme, l'anticorruption, les inégalités socio-économiques, l'autonomie à l'égard du système politique institutionnel
Les revendications	Les politiques redistributifs, la réévaluation des salaires, le RIC et la démocratie horizontale	L'abandon des politiques d'austérité, la démocratie participative et horizontale
Les espaces principaux de socialisation militante	Les ronds-points	Les assemblées populaires issues des occupations des places

4.3.1. L'expérience issue des ronds-points : le rejet renforcé du rapport représentatif et de l'institutionnalisation

Dès lors, pour détailler cette piste, nous devons présenter le fonctionnement interne des ronds-points et les processus de la socialisation militante dans ces espaces. Tout d'abord, même si leur fonction principale n'est pas d'accueillir un public, mais de lier les réseaux routiers, ils sont devenus d'une manière inattendue les espaces principaux militants qui accueillent un bon public. Cette transformation du but des ronds-points est pourtant loin d'être une coïncidence naïve. Prenant en compte le mode de vie motorisé des Gilets jaunes, la transformation des ronds-points à travers lesquels ils se passent chaque jour pour aller au travail et retourner chez eux, devient de plus en plus significative (Bendali et al., 2019, p. 148; Jeanpierre, 2019). D'ailleurs, l'on se rend compte que les blocages des autoroutes ont ralenti la vie quotidienne des passagères et que cette pratique protestataire a beaucoup augmenté la visibilité publique des Gilets jaunes qui se considèrent les invisibles et les oubliés de la société française. Par toutes ces raisons, les Gilets jaunes ont par conséquent transformé ces

espaces en des bases protestataires en bénéficiant leur fonction principal qui souligne leur mode de vie, une conséquence de du régime néolibéral, et le symbole qui complète ce tableau : le « gilet jaune » dont l'emploi s'agit premièrement de haute visibilité (Bendali et al., 2019, p. 148). A cet égard, cela n'est pas surprenant que le mouvement des Gilets jaunes est souvent réduit aux ronds-points, considérant qu'ils étaient l'un des espaces militants principaux ayant servi au mouvement comme un « *dispositif organisationnel décentralisé* » (Ravelli et al., 2020, p. 13-14).

L'émergence de ce dispositif toute particulière mérite plus d'attention. Comme Laurent Jeanpierre (2019, p. 99-103) nous le résume très bien, quand il a commencé à faire froid, le besoin d'un caban qui protégerait les militants du froid s'est imposé. C'est pourquoi, les militants ont construit les cabans avec des petites cuisines et ont approvisionné certains équipements comme ceux du chauffage, les espaces pour se reposer qui satisfont les besoins quotidiens. De même, certains équipes d'entraide se sont mobilisés afin de prendre en charge l'approvisionnement de nourriture et les dons financière qui font vivre ces espaces et qui permettent ainsi les militants d'investir plus du temps au mouvement (Bendali et al., 2019, p. 160-161; Jeanpierre, 2019, p. 99-103). Par conséquent, ces espaces sont devenus assez équipés pour accueillir un public pendant le jour et la nuit et les ronds-points sont au fur et à mesure devenus des espaces de la convivialité (Challier, 2019; Ravelli, 2020) au point que les Gilets jaunes qualifient très souvent la vie aux ronds-points comme celle de « famille » (Floris & Gwiazdzinski, 2019, p. 46; Jeanpierre, 2019, p. 97-99). L'atmosphère amicale des ronds-points se fait grâce au partage sincère concernant les conditions de vie des militants, car ces derniers ont remarqué qu'ils n'étaient pas le seul ayant des difficultés à boucler les fins de mois (Bendali et al., 2019, p. 166; Bernard de Raymond & Bordiec, 2020). A travers les discussions sincères, les militants ont développé un sentiment de la colère collective enracinée dans les conditions de vie partagées (Bendali et al., 2019, p. 149,166; Bernard de Raymond & Bordiec, 2020). L'on constate que les militants avaient la honte d'en parler auparavant, mais la sincérité entre les militants a facilité de briser cette solitude néolibérale concernant la prudence à exprimer des difficultés financière (Bendali et al., 2019, p. 166). D'une telle manière, les ronds-points ont ainsi servi comme un centre de réhabilitation en vue de solidarité (Bendali et al., 2019, p. 148-149, 166; Bernard de Raymond & Bordiec, 2020; Challier, 2019, p. 10-11; Ravelli, 2020). Ainsi, ces espaces militants ont donné naissance aux

rapprochements entre les militants venant des classes moyennes et ceux les plus fragiles comme les Sans domicile fixe (SDF) (Challier, 2019, p. 7; Ravelli, 2020). D'un autre point de vue, on peut évaluer ce rapprochement comme l'humanisation des rapports sociaux qui ont relativement été réifiées dans la société néolibérale à cause de l'accent mis sur l'individualisme et le succès (Bernard de Raymond & Bordiec, 2020; Jellab, 2019). Par conséquent, les ronds-points sont devenus des espaces « *d'expérimentation de différentes formes de solidarité* » (Jeanpierre, 2019, p. 99-103). En parallèle de la fabrication des sentiments solidaires, une identité très forte de « gilet jaune » a été construite au sein de ces espaces militants, considérant surtout que les ronds-points ont créé des liens forts entre les militants (Bendali et al., 2019, p. 169).

Néanmoins, il faut bien préciser que les ronds-points ne sont pas que des espaces d'amitié, car il y a aussi eu de tensions produites par la diversité énorme au niveau des identités et engagements politiques. Dans ce cadre, la présence des différents types des militants représente un premier point de tension au sein du mouvement. De ce point de vue, notons que 52 % des Gilets jaunes n'ont pas de proximité aux partis politiques (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 883). En revanche, 17 % des Gilets jaunes appartiennent ou ont appartenu auparavant à un parti politique, 38 % à un syndicat et 38 % à une association (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 885). De plus, 49 % des Gilets jaunes étaient « primo-manifestants » avant le 8 décembre 2018 (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 883). A partir de ce fait, d'un côté, près de la moitié des militants manquaient des simples savoir-faire militants au début du mouvement. A ce sujet, précisons que selon Magali Della Sudda et Olivier Fillieule la non dominance des expérimentés au début du mouvement a indéniablement favorisé la visibilité des militants non-organisés (novices) et notamment des femmes sur les espaces militants (Bendali et al., 2019, p. 164-165). Cette particularité a conséquemment transformé les ronds-points en espaces de l'apprentissage politique pour les militants. De l'autre, le mouvement des Gilets jaunes n'accueillait pas seulement des novices mais bien au contraire, il y avait aussi un bon nombre de participants ayant d'expériences militants préalables (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 885).

Nous pouvons constater un deuxième point de tension qui se définit par son caractère spatial au sein du mouvement. A ce sujet, selon la recherche menée par

Raphaëlle Challier, il y a une différenciation concernant la présence des militants partisans et syndicaux sur les espaces militants différents : les zones urbaines accueillent plus de militants partisans et syndicaux alors que celles rurales ont été dominé par les novices sans affiliation politique auprès des partis et syndicats (Bendali et al., 2019, p. 155-156). Néanmoins, les zones rurales et urbaines ne disposent pas de différence en vue du rejet des partis politiques et des syndicats. Précisons que 75 % des manifestants des zones urbaines soutenaient l'idée que le mouvement doit être non partisan lorsque ce rejet est de 59 % pour les syndicats (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 883). Quant aux zones rurales, le taux de rejet des corps intermédiaires politiques atteint 67 % pour les syndicats et 80 % pour les partis politiques (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 883). D'ailleurs, Challier souligne avoir constaté la présence forte de l'hostilité contre les représentants des partis politiques et des syndicaux et les experts comme les politologues dans les zones ruraux (Bendali et al., 2019, p. 156).

Comme il y a autant de diversité politique et identitaire, le rapport entre ces militants de type différent a nécessité de certaines règles générales afin de réguler la vie commune sur les espaces militants. A ce sujet, Magali Della Sudda et Zakaria Bendali soulignent qu'il y avait trois règles fondamentaux : « *on est apolitique* », « *on est asyndicaux* » et « *on est areligieux* » (Bendali et al., 2019, p. 161-162). Ces trois règles démontrent, d'un côté, le caractère autonome du mouvement qui garde obstinément sa distance face aux acteurs institutionnels comme les partis et les syndicaux (Bendali et al., 2019, p. 162). De l'autre, ils nous aident à comprendre comment toute la diversité a pu cohabiter au sein du mouvement sans avoir des grandes tensions qui peuvent atteindre le niveau de dissoudre le mouvement.

Pour comprendre le fonctionnement interne des ronds-points, il faut voir les relations entre les différents types des militants au sein du mouvement. A ce sujet, Zakaria Bendali note que le mode de prise de décision principale était l'unanimité, mais sans avoir besoins de recourir à la discussion (Bendali et al., 2019, p. 162). Disant unanimité, il souligne plutôt le fait que le fonctionnement des ronds-points n'a pas été fondé sur des discussions politiques, mais plutôt sur les questions de survie des ronds-points. Considérant les trois règles fondamentales, ce fait devient de plus en plus compréhensible. Ainsi, le refus de se positionner politiquement est resté prédominant parmi les militants (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 890). Par conséquent,

l'institutionnalisation du mouvement est empêchée par le rejet strict des formes représentatives et par l'organisation peu structurée du mouvement (Bendali et al., 2019, p. 147).

Sous ces conditions, Raphaël Challier (Challier, 2019) constate qu'il y avait moins des militants partisans et syndicaux par plusieurs raisons : d'abord, quand ils arrivent sur les ronds-points, ils doivent cohabiter avec des militants non-organisés du mouvement dont l'identité politique est considérée plutôt apolitique. En revanche, il constate que les identités politiques des militants partisans sont plus inclinées à la gauche ou à l'extrême droite (Bendali et al., 2019, p. 169-170). C'est pourquoi, ces militants partisans ont rencontré des difficultés à développer des liens forts avec ceux non organisés. Sur le même sujet, Magali Della Sudda est d'accord avec Challier sur le constat que dans certains cas, les militants de l'extrême droite prennent leur recul des espaces militants, car les revendications du mouvement ont été dominées par un discours gauchiste (Bendali et al., 2019, p. 172). À partir de ce fait, nous validons l'importance des cadrages produits par le mouvement. Comme les Gilets jaunes ont mis l'accent sur les inégalités, la protection des plus fragiles comme les SDFs, à savoir sur les revendications redistributives qui n'ont rien à voir avec les aspirations de l'extrême droite, les militants de ce dernier prennent leur recul des espaces militants.

De plus, Magali Della Sudda porte l'attention sur le fait que les militants partisans ou syndicaux étaient très difficiles à identifier sur les espaces militants parce qu'ils préféraient de cacher leur identité politique (Bendali et al., 2019, p. 170-171). Pour expliquer la raison de cette dissimulation de certains militants, elle s'appuie d'abord sur la dynamique dominante du mouvement qui favorisait l'autonomie face au parti et syndicats. D'un autre point de vue, elle fait aussi l'hypothèse que certains militants partisans et syndicaux se sont désillusionnés à l'égard de leur parti ou syndicat et ont donc choisi de s'investir au mouvement sans dévoiler leurs engagements antérieurs. De même, Zakaria Bendali confirme aussi que les militants partisans ou syndicaux préféraient de cacher leurs identités en prenant l'exemple d'un jeune militant qui était actif au RN mais refusait obstinément que les autres Gilets jaunes le sachent par la raison d'éviter des divisions politiques et d'exclusion (Bendali et al., 2019, p. 171). Toujours à ce sujet, Bedock et ses collègues affirment que les militants ont dû dissimuler leurs appartenances partisane ou syndicale à cause de la peur

des divisions politiques et de l'aspiration de la démocratie horizontale forte au sein du mouvement (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 150).

Outre ces reculs volontaires de certains militants, Magali Della Sudda et Raphaëlle Challier confirment que les militants du FN (devenu RN plus tard), reconnu par les militants non-organisé sur les espaces militants, ont graduellement été évincés des ronds-points parce qu'ils ont été considérés comme des « *diviseur* ». (Bendali et al., 2019, p. 172). Cela nous permet d'affirmer qu'il y avait certains mécanismes d'exclusion et d'inclusion sur les espaces militants et que pour ne pas être expulsé, certains militants partisans et syndicaux ont dû cacher leurs engagements partisans ou syndicaux. C'est pourquoi, les Gilets jaunes ne se sont pas socialisés avec les militants partisans ou syndicaux mais avec ceux qui ont réussi à cacher leurs engagements. Ainsi, la socialisation militante s'est passée entre les « Gilets jaunes » qui gardent la distance avec le système politico-institutionnel. Autrement dit, la socialisation militante des Gilets jaunes n'a pas eu lieu d'une telle manière qu'une sympathie pourrait se réveiller à nouveau vis-à-vis du système politico-institutionnel et ses agents institutionnels comme les partis et syndicats.

Néanmoins, il faut aussi noter que dans les phases suivantes du mouvement, la densité des personnes ayant l'expérience militante préalable au mouvement des Gilets jaunes est augmentée (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 883). Conformément à cela, ce taux atteint 64 % entre 8-31 décembre 2018 et puis 73 % dès le début janvier 2019 (les Gilets jaunes et al., 2019, p. 883). Considérant l'expulsion des militants d'extrême droite, nous pouvons faire l'hypothèse que cette hausse des militants expérimentés dans les rangs des Gilets jaunes a très probablement eu lieu en faveur des gauchistes. Malgré ce fait, les gauchistes n'ont nullement réussi à s'emparer du mouvement même s'ils ont construit leur domination au niveau des discours et des revendications sur l'ensemble du mouvement. A cet égard, l'échec de l'Assemblée des assemblées (AdA) à construire un dispositif central de prise de décision représentent un bon exemple considérant que ce dispositif organisationnel a été organisé par plutôt l'aile gauche du mouvement (Bendali et al., 2019, p. 151-152; Lefebvre, 2019; Ravelli et al., 2020). Dans les AdAs, les représentants des ronds-points locaux ont refusé toutes sortes de proposition de se construire d'une manière centrale afin de faire avancer les revendications du mouvement (Ravelli et al., 2020). Les discussions dans la

Cinquième Assemblée des assemblées sont exemplaires au niveau de montrer la rigidité de leur position à l'égard de l'institutionnalisation au détriment de l'horizontalité (l'AdA 5, 2020). A ce sujet, nous mettons en avant qu'une fois le cadrage politique du mouvement est construit, les militants ne parviennent plus à en dépasser, même si la sociologie du mouvement a changé en leur faveur.

En résumé, la socialisation militante sur les ronds-points ont été exécuté conformément aux cadrages politiques produits par le mouvement en limitants l'échange entre les militants de type différent comme ceux partisans/syndicaux et ceux non-organisé qui donne naissance à l'identité de « gilet jaune ». Dans ce cadre, la plupart des recherches de terrain démontrent que les militants partisans/syndicaux ont reculé des espaces militants par la raison de ne pas trouver ce qu'ils cherchaient dans le mouvement. De plus, certains militants ont été expulsés des espaces militants à cause de leurs engagements partisans/syndicaux. Ainsi, le sentiment de solidarité s'est construit plutôt entre les Gilets jaunes et non plus entre les partisans/syndicaux et les militants non-organisés. Par conséquent, le cadrage favorisant l'autonomie du mouvement s'est encore plus renforcé et est ainsi tellement devenu solide que les militants partisans/syndicaux ne parviennent pas à en dépasser.

4.3.2. L'expérience issue des assemblées populaires des Indignés : la collaboration tendue entre les militants de type différents

Au contraire de l'exemple de ronds-points, les assemblées populaires issues du mouvement des Indigné en Espagne indiquent une autre expérience de la socialisation militante qui fait rapprocher au fur et à mesure les militants de type différent, à savoir les partisans/syndicaux et ceux non organisés ou les anarchistes (Galán & Fersch, 2021; Nez, 2012, 2017, 2021; Ordóñez et al., 2018). Afin d'expliquer ce fait, nous avons besoin de nous rappeler les particularités du mouvement des Indignés. Tout d'abord, l'on précise que le mouvement des Indignés se trouvait dans l'intersection des inégalités et c'est pourquoi, il représentait un lieu de croisement pour des luttes différentes. (López & García, 2014). Sur cette ligne, (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 219) montre que ce mouvement a développé des relations très fortes avec certains syndicats comme la Confédération générale du travail (CGT), le Syndicat andalou des travailleurs (SAT), la Confédération nationale du travail (CNT) grâce à la participation

active de leurs militants dans les assemblées de quartier. De même, il faut nous rappeler aussi que le mouvement des Indignés a mobilisé un réseau très large des anciens mouvements sociaux et des luttes urbaines (Flesher Fominaya, 2015). Cristina Flesher Fominaya (2015) fait une liste de ces mouvements autonomes en s'appuyant sur une approche dite « généalogique » : le mouvement de *queer*, le mouvement altermondialiste, le mouvement d'étudiant contre le système Bologne, la Plateforme des victimes du crédit hypothécaire (PAH) et le mouvement contre la loi de *Ley Sinde* (Flesher Fominaya, 2015, p. 156-158). Ainsi, une tradition forte des mouvements autonomes en Espagne, en plus les syndicats et partis politiques dans une moindre mesure, ont nourri les espaces militants des Indignés avec des militants expérimentés qui se présentaient ouvertement au sein du mouvement et qui sensibilisaient des militants non-organisés (Flesher Fominaya, 2015, p. 156). En comprenant tous ces organisations, mouvements et luttes urbaines, le mouvement des Indignés a même été considéré, par certains chercheurs, osciller entre l'autonome et l'hybridité (López, 2016).

Dans ces conditions, on peut faire l'hypothèse que l'occupation des espaces et puis l'émergence des assemblées ont fourni une bonne occasion pour la socialisation politique des militants de type très divers (Nez, 2017) qui ont fini, la plus part du temps, par la construction des liens amicaux forts et des points de convergences (Galán & Fersch, 2021, p. 11-12; Nez, 2021, p. 11). Avant d'aborder cette question, il nous reste toujours de nous rappeler la structure générale de ces assemblées populaires pour voir en détail les conditions de socialisation militante. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la recherche de terrain basée sur les méthodes ethnographiques de Héloïse Nez (2012) qui porte soigneusement l'attention sur le fonctionnement général des assemblées et leur mode de prise de décision interne. De surcroît, elle nous permet aussi de comprendre la structure générale de ces assemblées. Tout d'abord, une assemblée populaire est « *une forme d'organisation horizontale, inclusive, qui permet à tout le monde de s'exprimer et où les décisions sont prises par consensus* » d'après un militant qui explique le fonctionnement de l'assemblée pour les nouveaux arrivés (Nez, 2012, p. 80). Par ailleurs, nous pouvons affirmer que cette pratique est issue des occupations des places publiques, d'abord à Madrid sur la place *Puerto del Sol* et ensuite elle s'est répandue aux autres quartiers et villes (Galán & Fersch, 2021, p. 5-6). Malgré la structure décentralisée de ces assemblées populaire, chaque assemblée a

constitué des commissions différentes qui préparent préalablement l'ordre de jour à discuter dans l'assemblée générale pour faciliter l'arrivée au consensus, dans un temps limité, sur des questions spécifiques qui varient de l'enseignement au réforme institutionnel (Galán & Fersch, 2021, p. 5; Nez, 2012). En outre, il y a certaines assemblées, comme l'assemblée populaire de Madrid, qui regroupent des militants venant des assemblées différentes afin de faciliter la coordination du mouvement (Nez, 2012, p. 94). Néanmoins, Nez (2012) précise que cette structure organisationnelle est loin d'être pyramidale, ce qui est très souvent remis en cause et est critiquée dans les assemblées de quartier.

Considérant qu'il y a plein de militants ayant des arrière-plans très divers, cela n'est pas étonnant d'avoir des tensions internes au sein de ce mouvement. A ce sujet, Nez constate des tensions générationnelles et idéologiques entre des conceptions diverses en vue du rapport au système politico-institutionnel (Nez, 2012, p. 89). Elle affirme, dans l'assemblée du quartier *Villa de Vallecas*, que les militants non organisés étaient plus susceptibles de collaborer avec les élus locaux tandis que les militants engagés aux associations des quartiers ou aux autres luttes autonomes jugeaient ce genre des stratégies d'être épuisées ainsi que les élus locaux d'être hostiles à eux (Nez, 2012, p. 88-90). La même tension a été observée par (Galán & Fersch, 2021) qui constate trois types des militants fondamentaux, exemplifiant les types différents de la socialisation militante au sein du mouvement à Valladolid : les campeurs qui étaient plutôt contre la collaboration avec les institutions politiques et qui font vivre l'aile autonome du mouvement en constituant son noyau dur. Les non-campeurs qui collaboraient avec les agents du système politico-institutionnel comme les partis et les élus. Les indépendants, quant à eux, considéraient le rapport au système politico-institutionnel d'une manière pragmatique même s'ils en soupçonnaient. Conformément à ces particularités, (Galán & Fersch, 2021, p. 15-16) montrent que les non campeurs et les indépendants, dans une moindre mesure, ont gardé leurs attachements politiques en adhérant aux associations, aux partis ou encore aux syndicats après que le mouvement a beaucoup perdu sa pérennité alors que les campeurs ont été désillusionnés après le mouvement. Enfin, Nez constate aussi des tensions entre des assemblées différentes comme ce qui était le cas entre l'assemblée générale de *Puerto del Sol* et les autres assemblées de quartier divers. Ces derniers

accusaient l'assemblée de Puerto del Sol de s'imposer sa domination sur eux (Nez, 2012, p. 93).

Ainsi, outre étant les lieux de collaboration et d'amitié, les espaces militants du mouvement des Indignés deviennent des espaces des petites luttes de domination entre des groupes divers. A ce sujet, Nez affirme pourtant que ni les militants partisans/syndicaux ni des autres n'arrivaient pas à s'emparer du contrôle des assemblées, même s'ils en tentent, à cause du fonctionnement bien institutionnalisé des assemblées sur la base de tour de parole et du mode de prise de décision par consensus (Nez, 2012, p. 91). De ce fait, la question concernant la manière dont les militants ont géré toutes ces tensions gagnent d'importance en vue de garder l'intégrité du mouvement. Sur ce point, Nez (2012, p. 84) montre que les objectifs de ces assemblées ont été dénombrés de quatre : « *l'horizontalité, l'inclusion, le respect et la pensée collective* ». Conformément à ce but, elle souligne que les assemblées sont très bien régulées par l'invention des certains gestes corporels, des règles de s'exprimer et la présence des agents s'occupant de l'ordre des assemblées. Il faut mettre l'accent sur le fait que ces règles ont beaucoup aidé d'institutionnaliser, dans un sens limité, les pratiques délibératives au sein du mouvement. Ainsi, Nez argue que le caractère horizontal et participatif de ces assemblées est assuré par le tour de parole et l'ouverture à l'encontre de toutes sortes des idées à la condition d'être argumentées (Nez, 2012). En se retrouvant tous ensemble sur les assemblées, les manifestants ayant des parcours différents ont ainsi développé une conscience collective qui s'agit de remarquer de ne pas être seul concernant les galères économiques, sociales et politiques, éprouvées dans la solitude néolibérale avant le mouvement (Galán & Fersch, 2021, p. 8). C'est-à-dire que les militants ont fait beaucoup d'échanges entre eux. Ce faisant, ils ont appris mieux écouter l'un l'autre. A ce point, (Nez, 2021, p. 8-9) constate, dans sa recherche récente sur les impacts biographiques du mouvement des Indignés, que le sentiment d'avoir plus d'ouverture à l'égard des idées et visions du monde différent s'est renforcé à la suite du mouvement auprès des anciens militants. C'est-à-dire que les mécanismes de l'exclusion du mouvement des Indignés ne sont pas aussi fort que ceux des Gilets jaunes. Ainsi, à la suite de la socialisation militante qui inclus beaucoup de diversité sociale et politique, ils ont développé des points de convergence. A cet égard, les idées de l'une des interviewées de Nez sont très frappantes :

« Elle pensait que la principale expérience d'apprentissage de 15 M 'pour toutes les personnes organisées' avait été 'd'apprendre à travailler et à construire avec de vraies personnes qui ne rentrent pas dans les moules que les militants avaient auparavant pour eux' »¹⁸ (Nez, 2021, p. 10).

Comme cet extrait le démontre bien, l'horizontalité, l'inclusion, le respect et la pensée collective en tant qu'objectifs principaux des assemblées garantissent la collaboration entre les militants divers et renforcent le sentiment d'unité dans la diversité. Ce disant, nous voulons souligner le fait que le mouvement des Indignés a rendu possible les rencontres entre des militants, visions du monde, approches et tactiques politiques très divers, sans éliminer tous les points de divergence et qu'il a assuré l'écoute de l'un et l'autre, une pratique qui débouche à créer des points de convergence. De cette manière, en écoutant l'un l'autre, les militants de type différents ont rendu compte qu'ils faisaient partie du même combat, même s'ils avaient des points de vue conflictuels. C'est pourquoi, pour les militants des Indignés, ce qui était le plus important, c'est d'apprendre d'écouter l'un et l'autre (Nez, 2021, p. 11). Ce faisant, les militants divers ont en effet développé un sentiment fort de solidarité.

Nous pouvons confirmer cet argument à travers plusieurs exemples. Prenons la métamorphose du rapport du mouvement aux syndicats et aux partis politiques. On le sait, le mouvement avait, tout au début, développé une attitude négative à l'encontre de toutes sortes des partis et syndicats (Flesher Fominaya, 2015). Néanmoins (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 225) constate que l'attitude négative des Indignés à l'égard des organisations politiques institutionnelles y inclut les partis politiques et les syndicats s'est évoluée à partir de la fin 2011 dans une manière positive, ils ont développé une collaboration forte avec les organisations institutionnelles politiques et sociales. D'ailleurs, l'on met en avant que cette transformation commence avec l'émergence des assemblées des quartiers, à savoir avec la décentralisation du mouvement dans les territoires espagnols (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 227). C'est parce que la présence des militants partisans et syndicaux s'augmente indéniablement au sein du mouvement à travers les assemblées de quartier. Ce fait peut être affirmé par le témoignage de Héloïse Nez (2012), car elle observe que les partisans et les militants venants des autres mouvements ou des syndicats pouvaient ouvertement s'exprimer et remettre en cause

¹⁸Ce passage est traduit depuis l'anglais en français par moi-même.

les propositions faites par les militants non-organisés. L'assemblée de *Puento de Vallecas* l'exemplifie par la proposition faite par un militant syndical de soutenir la grève général organisée en 2012 (Nez, 2012, p. 91-92). En résumé, la présence des militants syndicaux/partisans n'est pas strictement interdite au sein des espaces militants de même qu'un mécanisme d'expulsion pour ces militant n'existe pas au sein du mouvement des Indignés.

Néanmoins, (Roca & Diaz-Parra, 2017) précisent que les syndicats radicaux étaient les premiers qui se sont davantage rapprochés au mouvement considérant que leur structure organisationnelle est plus horizontale et participative que ceux grands et nationaux, ce qui est similaires avec celle des assemblées de quartier des Indignés. A partir de ce constat, nous pouvons faire l'hypothèse que l'ouverture à l'encontre des agents institutionnels est conditionné. D'après (Roca & Diaz-Parra, 2017), ce fait peut être expliqué par certaines particularités de ces syndicats radiaux : d'abord c'est difficile d'identifier ces syndicats radiaux avec ceux grands et nationaux qui se trouvent au cœur des critiques publiques. De plus, la présence forte des militants de ces syndicats sur les assemblées et notamment dans les commissions de travail a facilité aux Indignés non organisés d'accepter la légitimité de leur présence au sein du mouvement. De cette manière, la collaboration entre les syndicats et les militants du mouvement des Indignés a été rendue possible (López & García, 2014, p. 20; Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 228-229). Dans ce cadre, outre les contribution de ces militants syndicaux au mouvement, (Roca & Diaz-Parra, 2017) confirment que les Indignés ont aussi contribué à la lutte de ces syndicats. Le mouvement a participé à la grève générale faite par les syndicats en 2012, ce qui indique un point de convergence et souligne la collaboration du mouvement avec les syndicats (López & García, 2014, p. 20; Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 228). Pour prendre un autre exemple, les Marches pour la dignité, organisée par le SAT le 22 mars 2014, a fait un grand succès en rassemblant à peu près deux millions des manifestants et ce succès est attribué, par la secrétaire du SAT, au soutien des Indignés aux marches (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 231-232). En parallèle de ce convergence avec les syndicats, les Indignés ont en effet tenté de compléter la lacune laissé par syndicats : les problèmes des retraités, des jeunes et des chômeurs que les syndicats ne parviennent guère à politiser et à rendre visible dans le champ politique (Roca & Diaz-Parra, 2017, p. 228).

D'une manière similaire, Nez constate aussi le rapprochement entre les militants anarchistes et des autres personnes qui n'ont pas d'affinité avec l'anarchisme comme les militants partisans/syndicaux et les non organisés (Nez, 2021, p. 11). Comme un constat général, Nez conclue sa recherche en disant que la majorité des anciens militants du mouvement des Indignés ont été fait l'objet d'un changement biographique, car certains ont participé aux partis politiques ou aux organisations sociales diverses comme les féministes ou écolos et certains ont même été élus en tant que représentants locaux (Nez, 2021, p. 14). Dans cette perspective, Ordóñez et al., (2018) montre, à travers leur recherche de terrain focalisée sur un groupe anarchiste, *Castelló en Moviment (CsM)*, au sein du mouvement des Indignés, que malgré étant anarchistes, ces militants ont choisi d'investir dans la politique institutionnelle à travers les élections. Afin d'expliquer ce basculement depuis l'espace extra-institutionnel à celui électoral, ils mettent avant que le désir pour une expérimentation politique et les nouvelles ouvertures politiques produits par l'activité militant au sein du système politico-institutionnel ont poussé ces militants à se présenter dans le système politico-institutionnel (Ordóñez et al., 2018). A partir de cette piste, nous pouvons confirmer que l'expérience accumulée dans les rangs du mouvement des Indignés a abouti par un désir d'expérimentation. Conformément à cela, plusieurs militants anarchistes, interviewés au cadre de cette recherche, confirment qu'ils ont appris comment travail avec des autres militants ayant des projets et des idéologies politiques différents qu'eux et que le mouvement des Indignés ont transformé leur perception de la politique institutionnelle en les ayant fait remarquer l'importance des institutions pour coordonner le mouvement et pour faire pousser les revendications (Ordóñez et al., 2018, p. 91). De plus, ces militants considèrent que leur entrée dans la politique institutionnelle est un choix pragmatique qui pourrait élargir les liens de solidarité développée au sein du mouvement (Ordóñez et al., 2018, p. 92). Autrement dit, la socialisation militante au sein du mouvement des Indignés a indéniablement facilité la transformation du rapport au système politico-institutionnel d'une partie des Indignés.

En résumé, comme nous l'avons résumé, la socialisation militante au sein du mouvement des Indignés n'est pas limitée par les règles exclusives comme ce qui est le cas pour les Gilets jaunes. Conformément à cela, les Indignés ont institutionnalisé, même s'il est d'une manière limitée, les pratiques délibératives au sein du mouvement

grâce aux expériences des militants ayant expérience depuis un longtemps au sein des mouvements autonomes. Ainsi, les Indignés ont pu garder l'inclusivité du mouvement sans craindre d'être récupéré par tel ou tel parti ou syndicat. De plus, l'interaction entre les militants de type différent s'est donc intensifiée d'une telle manière que les points de convergence ont émergé entre eux. Par conséquent, certains militants anarchistes qui sont pour l'autonomie du mouvement, ont changé leur perception de la politique institutionnelle en acceptant de s'engager dans le système électoral à travers certains partis politiques dont Podemos ne fait qu'un exemple. Malgré cette tendance forte, il faut considérer cette transformation avec prudence puisque le rapprochement des militants au système politico-institutionnel émerge d'une manière conditionnée considérant leur insistance sur les formes plus horizontales et participatives.

4.4. Conclusion de la partie

Dans cette partie, nous avons repris tous les éléments que nous avons développés au cours de ce travail afin de mieux comprendre la différenciation des trajectoires des Gilets jaunes et des Indignés. Nous avons commencé par les déterminants structurels de l'organisation de mouvements sociaux. Dans ce cadre, nous avons montré que le système politique français et celui espagnol ont beaucoup de similarités : tout d'abord, les deux systèmes sont fermés à l'encontre des mouvements sociaux ainsi que la capacité des autorités politiques dans ces deux pays sont assez fort. De plus, nous avons affirmé que l'établissement de régime néolibéral a beaucoup creusé les inégalités et ainsi qu'il a préparé la scène pour le rapprochement entre les organisations politiques qui contredisent aux politiques néolibérales et ces deux mouvements. La structure des alliances et conflits politiques ont façonné conformément à cela. De même, nous avons mis en avant que le champ politique de ces deux pays fût plutôt favorable pour l'introduction des nouvelles forces politiques comme la légitimité du système représentative et ses agents comme les partis et syndicats se trouvaient au cœur des critiques publiques. A partir de ce constat général, nous nous sommes mis à élaborer les points de divergence entre ces deux système politique. A ce titre, nous avons démontré que les opportunités politiques se sont différemment évaluées dans ces deux contextes politiques : alors que la politique française est prise par une polarisation multidimensionnelle entre l'extrême droite (RN), le centre (LREM) et la gauche populiste (LFI), qui limite énormément les

opportunités politiques pour l'émergence des nouvelles forces, celui espagnol a maintenu les opportunités politiques pour l'introduction des nouvelles forces politiques dans le système politico-institutionnel.

Outre cette différence, nous avons examiné les déterminants internes de l'organisation des mouvements sociaux pour les Gilets jaunes et les Indignés. Dans ce cadre, nous avons affirmé que ces deux mouvements n'ont pas de grandes différences en termes des profils de leurs militants, cadrages politiques, répertoires mis en place et revendications principales. Néanmoins, nous avons constaté que le processus de la socialisation militante au sein de ces deux mouvements ont produit des expériences différentes. Pour élargir cette piste, nous nous sommes focalisés sur les espaces militants où la socialisation des militants se passe dans ces deux mouvements, en nous appuyant majoritairement sur la littérature académique alimentée par les recherches de terrain. Dans ce cadre, nous avons considéré les ronds-points comme un des espaces militants principaux pour les Gilets jaunes. D'une même manière, les assemblées populaires issues des occupations des espaces publics sont examinées pour comprendre en détail la socialisation militante des Indignés. Ce faisant nous avons éclairci que les ronds-points étaient très exclusifs pour des militants partisans/syndicaux et ils ont plutôt mis l'accent sur l'identité de « gilet jaune ». Ainsi, les ronds-points ont favorisé la prise de distance avec le système politico-institutionnel en insistant de rester autonome. L'expulsion des militants partisans/syndicaux a beaucoup limité leurs interactions avec les militants non-organisés. Ainsi, nous avons affirmé qu'il y avait très peu de chance pour la convergence, qui peut déboucher au changement de trajectoire du mouvement, entre les militants partisans/syndicaux ayant l'expérience et le savoir-faire militant et les non organisés n'ayant pas d'expérience. En revanche, nous avons affirmé l'hypothèse que les assemblées populaires des Indignés ont fourni une base riche et solide pour la socialisation des militants de type différents, comme ceux partisans/syndicaux et les non organisés. Dans ce cadre, nous avons expliqué le fonctionnement des assemblées et avons mis l'accent sur le fait que les assemblées populaires étaient ouvertes à tout le monde sans craindre du risque d'être récupéré, car les pratiques délibératives étaient institutionnalisées par le biais de certaines règles comme le tour de parole, l'obligation d'argumenter et la prise de décision par consensus.

CONCLUSION

L'on sait qu'une fois les mouvements sociaux émergent, ils construisent des différents types des organisations afin de faciliter les mobilisations prochaines. De plus, les mouvements sociaux de type différents qui émergent dans des contextes différents peuvent construire des organisations et des trajectoires divergentes. Dans ce cadre, nous pouvons nous rappeler comment se sont institutionnalisés les mouvements populaires lors des contestations politiques contre le pouvoir politique des monarques en construisant les institutions principales de la démocratie représentative depuis l'émergence de la modernité occidentale (Offerlé, 2012, 2015). Dans ce cadre, l'émergence des partis politiques et des assemblées nationales peuvent être considéré comme des acquis des mouvements populaires. D'une même manière, le mouvement ouvrier qui émerge en parallèle de l'établissement du capitalisme avec toutes institutions économiques, sociales et politiques, exemplifie comment certains répertoires de l'action collective se pétrifient à travers la routinisation et deviennent même institutionnalisés à travers certaines institutions tellement fondamentales comme les syndicats qu'on oublie très souvent leur histoire (Cordillot, 2014; Robert, 2014). Il faut préciser que tous ces mouvements ont construit des institutions plus ou moins hiérarchiques, professionnalisées et ainsi bureaucratisées. De plus, elles sont inscrites dans le système politico-institutionnel et s'appuient sur le principe de représentation. En revanche, l'année 1968 représente une date emblématique par la raison de l'introduction des mouvements sociaux dits nouveaux dans l'espace de mouvements sociaux. Dès lors, les théoriciens et chercheurs ont été pris par les particularités de ce genre de mouvements qui se heurtent avec les anciens par plusieurs égards : l'on constate que les nouveaux mouvements sociaux développent des

organisations de plus en plus horizontales, déhiérarchisées et décentralisées sans construire des organisations structurées ni avoir des leaders officiels (Offe, 1985; Touraine et al., 1984). Ces particularités se heurtent avec ceux des anciens mouvements, parce qu'ils ne développent pas ou très peu de relations directes avec le système politico-institutionnel.

A partir de là, afin de comprendre cette différenciation entre les mouvements sociaux, ce travail étudie deux cas d'étude qui sont très similaires en termes de leurs contextes, répertoires, cadrages, revendications et enfin des profils et identités de leurs militants : le mouvement des Gilets jaunes et des Indignés. Malgré toutes ces similarités, ces deux mouvements ont développé des trajectoires différentes en termes de leur rapport au système politico-institutionnel. De cette différenciation, ce travail vise à étudier d'une manière comparative les déterminants de l'organisation des mouvements sociaux à partir de ces deux cas afin d'éclaircir les causes de la différenciation entre les deux.

Les déterminants de l'organisation de mouvements sociaux sont largement discutés dans la littérature académique. Dans ce cadre, la théorie de la structure des opportunités se focalisent sur les facteurs structurels comme la structure institutionnelle du pouvoir politique et les relations entre les acteurs politiques différents sur le champ politique en faisant l'hypothèse que le contexte politique détermine les caractéristiques des acteurs politiques parce qu'il les entoure (Kriesi et al., 1992; Rucht, 1996; Tarrow, 1996). Ainsi, les caractéristiques du contexte sont très souvent faites l'objet d'une discussion en vertu des opportunités politiques fournies pour l'émergence de mouvements sociaux. Dans ce cadre, nous pouvons présenter les déterminants structurels comme les suivants à partir de la littérature en matière : l'accès du mouvement au système de partis et aux mécanismes de prise de décision, la capacité des autorités politiques de mettre en place les politiques publiques et la structure des alliances et des conflits (Kriesi et al., 1992; Rucht, 1996; Tarrow, 1996). D'un autre point de vue, les ressources que les mouvements sociaux mobilisent pour atteindre leurs buts sont considérées importantes en vue de leurs impacts sur les traits de l'organisation de mouvements (McCarthy & Zald, 1977). Enfin, la théorie du processus de cadrage ramène à la discussion l'importance des militants qui font vivre le mouvement et elle met ainsi l'accent sur les déterminants interne au mouvement

(Benford & Snow, 2000). A cet égard, les cadrages produits au sein du mouvement, les profils, les identités, les expériences et les visions du monde des militants gagnent aussi l'importance en termes de l'organisation de mouvements sociaux.

En nous appuyant sur la littérature académique, nous constatons que le mouvement des Gilets jaunes et des Indignés ont émergé dans des contextes très similaires : les deux contextes sont marqués par la domination de l'Etat fort sur le champ politique. De plus, les deux systèmes politiques, bipolaires sur l'axe de gauche-droite, sont caractérisés par la position surplombante de l'exécutif sur les deux autres pouvoirs étatiques (Blais & Loewen, 2009; Colomer, 2020; Rodríguez-Teruel, 2020; Tilly, 1986; Tusseau, 2019). Enfin, les deux sont marqués par l'écart creusé entre les élites et le peuple et par les inégalités en croissance à la suite de l'installation du régime néolibéral (Carrasco, 2012; Caverio, 2013; OXFAM, 2021). Conformément à ces caractéristiques contextuelles, nous pouvons affirmer que l'accès au système politique des mouvements est limité. De même, la capacité des autorités politiques de mettre en place des politiques publiques est forte. La structure des alliances et des conflits, quant à elle, se façonnent au prisme de la structure du pouvoir du régime néolibéral, à savoir le clivage entre les élites et le peuple. C'est-à-dire que pour les deux mouvements les opportunités politiques fournies par le système politique étaient plus ou moins similaires au départ. Ainsi, ces deux ont émergé dans une forme similaire : horizontale, déhiérarchisée, sans organisation structurée, pas de leader ainsi que le refus des acteurs institutionnels comme les partis politiques et les syndicats (Anduiza et al., 2014; Le Bart, 2020). En résumé, ces deux représentent un bon exemple de mouvement de type autonome qui prend la distance avec le système politico-institutionnel et se place dans l'espace extra-institutionnel. Néanmoins, l'on constate que ces deux mouvements ont développé des trajectoires différentes. Les Gilets jaunes ont obstinément refusé de collaborer avec les acteurs partisans/syndicaux ou de négocier avec le système politico-institutionnel. Par conséquent, ce mouvement est resté fidèle à son cadrage qui indique l'hostilité aux partis politiques et aux syndicaux. En revanche, les Indignés ont développé la collaboration avec les acteurs partisans/syndicaux. Ce qui est plus important, c'est que ce mouvement a préparé la scène pour l'émergence d'un parti-mouvement, le Podemos, qui a mis fin au système bipartisan en 2016. Ainsi, certains militants de ce mouvement autonome ont paradoxalement eu des carrières politiques dans les sillages du mouvement. A partir de ce fait, nous nous demandons la question

suivante : comment expliquer les trajectoires différenciées du mouvement des Indignés et de celui des Gilets jaunes alors qu'ils présentent au départ des similitudes ?

Pour répondre à cette question, nous avons mobilisé la littérature académique sur l'organisation de mouvements sociaux. Dans ce cadre, en nous appuyant sur la structure des opportunités, les ressources mobilisées et les cadrages développés par ces deux mouvements, nous avons tenté de mettre en contexte les déterminants structurels et internes. Ainsi nous avons affirmé que ces deux mouvements n'ont pas de grandes différences au départ en termes des déterminants structurels et internes de l'organisations de mouvements sociaux. Néanmoins, nous avons démontré que ces deux mouvements ont été faits l'objet d'une différenciation en termes des opportunités politiques au cours du temps. A ce point, nous avons précisé qu'en Espagne les opportunités politiques ont favorisé l'introduction des nouvelles forces dans le système politico-institutionnel, car les forces existantes ne sont pas parvenues à couvrir les demandes des Indignés. Les Espagnols n'ont pas cessé de souffrir le chômage, les inégalités économiques et politiques et ainsi de remettre en cause les partis et hommes politiques. Ainsi, les opportunités pour des nouvelles forces politiques sont restées stables pour une certaine durée. Le système bipartisan a été inefficace à répondre aux exigences produites par la crise économique de 2008 et ainsi il a rencontré une remise en cause de sa légitimité (Antentas, 2017). Par conséquent, cette lacune politique est comblée par l'émergence des nouvelles partis ou des partis qui ont été restés inefficaces depuis quelques temps (Orriols & Cordero, 2016; Rodon & Hierro, 2016). Ces nouvelles forces ont donc pu intégrer une partie des Indignés dans le système politico-institutionnel en reconstituant la compétition politique. En revanche, nous avons montré que la politique française est prise par nouveau clivage politique qui est devenu précise à partir de l'année 2017 (Féré, 2020; Sainte-Marie, 2019). Dans ce cadre, les nouvelles forces politiques comme LREM ou les anciens avec leurs façades renouvelées comme LFI et RN ont, dans certaine mesure, renouvelé la compétition politique à travers une polarisation politique multidimensionnelle (Féré, 2020; Vitiello, 2017). Ainsi, la structure des opportunités politiques dans le contexte français a été faite l'objet d'un changement au détriment de l'introduction des nouvelles forces dans la politique, car il y en a déjà qui parviennent à dominer le champ politique. En outre, nous avons argué que la pandémie de Covid-19 a changé l'ordre du jour politique et les priorités sociales, économiques et politiques (Peyers, 2020). De plus,

elle a énormément augmenté la capacité répressive de l'Etat français en limitant la durabilité du mouvement. Ainsi, nous affirmons que le mouvement des Gilets jaunes a été enfermé dans des espaces numérique qui ne suffisent guère à maintenir le mouvement.

A la suite de ce premier argument, nous avons examiné les différenciations entre les deux mouvements en termes des déterminants internes. Dans ce cadre, nous avons affirmé qu'il n'y avait pas grandes différenciations concernant les profils et les identités des militants, les cadrages et les répertoires. Néanmoins, nous avons constaté une différenciation au niveau de la socialisation militante au sein des espaces militants pour ces deux mouvements. A ce sujet, nous avons mis l'accent sur le fait que les espaces militants au sein du mouvement des Indignés ont fourni des occasions généreuses pour les interactions entre les militants de type différents, à savoirs ceux partisans/syndicaux et les non organisés. En nous appuyant sur les recherches de terrain publiées comme celle de Galán et Fersch (2021) et de Nez (2012, 2017, 2021), nous avons confirmé que les espaces militants du mouvement des Indignés ont été assez inclusifs, car la présence des militants partisans/syndicaux sur ces espaces n'ont pas été limitée. Ainsi, les militants de type différents pouvaient se socialiser et de cette manière développaient des points de convergence et de la collaboration. De plus, ces espaces ont été alimenté par l'expérience des militants venants des mouvements autonomes divers. Grâce à leurs expériences, l'atmosphère militante inclusive a été assurée par l'institutionnalisation des pratiques délibératives qui éliminent le risque de récupération du mouvement par les militants de tel ou tel parti politique ou syndicat (Nez, 2012). En contradiction de l'exemple espagnol, nous avons démontré que les espaces militants au sein du mouvement des Gilets jaunes ont été exclusifs en faveurs des militants non organisés. C'est-à-dire que les militants qui pourraient créer une sympathie en faveur de l'institutionnalisation du mouvement n'étaient pas actifs dans le terrain, car les règles des espaces militants interdisaient les militants partisans/syndicaux (Bendali et al., 2019; Bernard de Raymond & Bordiec, 2020; Challier, 2019; Floris & Gwiazdzinski, 2019). A travers ces règles, le mouvement déclarait très fortement son caractère « apolitique ». Nous avons confirmé que cette particularité s'est encore renforcée par le cadrage construit autour du refus de négociation avec le système politique. Par conséquent, le mouvement des Gilets jaunes est resté autonome en gardant sa distance avec le système politico-institutionnel.

En résumé, nous avons éclairci la différenciation entre la trajectoire des Gilets jaunes et celui des Indignés en mettant l'accent sur le changement de la structure des opportunités politiques et le caractère unique de la socialisation militante. Néanmoins, à la suite de ce travail, nous nous rendons compte qu'une approche généalogique aurait pu mieux éclaircir les origines et héritages militants de participants de ces deux mouvements. Ainsi, une telle approche pourrait nous aider à mieux comprendre les dynamiques de la socialisation militante au sein de ces deux mouvements et nous permettrait de mettre plus d'accent sur les processus de socialisation militante. Outre cette critique autoréflexive, ce travail donne naissance à une nouvelle question de recherche : est-ce que ces deux trajectoires distinguées causent des différenciations en termes des impacts biographiques au sein de ces deux mouvements ? On le sait, les qualités de la socialisation militante est importante en termes de futur activisme. A cet égard, l'impact de l'expérience militante obtenue au sein de ces deux mouvements mérite d'attention afin de savoir s'il y a une différenciation entre ces deux mouvements. Certains travaux récents répondent à cette question en partie, car ils se focalisent sur les carrières militantes des Indignés en documentant que le mouvement des Indignés ont renforcé le rapport des militants autonomes au système politico-institutionnel (Galán & Fersch, 2021; Nez, 2021; Ordóñez et al., 2018). De même, Della Sudda et Gaborit (2022) mettent récemment lumière sur cette question à partir des trajectoires militantes des Gilets jaunes. Néanmoins, ces travaux ne sont pas assez de sorte qu'ils permettent ainsi de faire des comparaisons entre les deux mouvements. A notre avis, cette lacune mérite d'être l'objet des nouvelles recherches.

BIBLIOGRAPHIE

- AdA Portail. (2022). Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes. *L'Assemblée Des Assemblées*. <http://assembleedesassemblees.org/>
- AFP. (2013, février 3). *Espagne : Le scandale de corruption tourne à la crise politique*. L'Express.fr. https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/espagne-le-scandale-de-corruption-tourne-a-la-crise-politique_1216377.html
- Albarracín, J. (2000). Neoliberal Employment Policies: The Case of Spain. *International Journal of Political Economy*, 30(2), 56-81.
- Algan, Y., Beasley, E., Cohen, D., Foucault, M., & Péron, M. (2019). *Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens?* <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03393105>
- Alvaredo, F., & Saez, E. (2010). Income and Wealth Concentration in Spain in a Historical and Fiscal Perspective. Dans A. B. Atkinson & T. Piketty (Éds.), *Top Incomes : A Global Perspective* (p. 482-559). Oxford University Press.
- Álvarez-Benavides, A. (2017). Du sujet à l'institution. L'Espagne, le 15M et Podemos. Dans B. Capitaine & G. Pleyers (Éds.), *Mouvements sociaux : Quand le sujet devient acteur* (p. 101-114). Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <http://books.openedition.org/editionsmsmh/9904>
- Amable, B. (2016). The Political Economy of the Neoliberal Transformation of French Industrial Relations. *ILR Review*, 69(3), 523-550. <https://doi.org/10.1177/0019793916630714>
- Anduiza, E., Cristancho, C., & Sabucedo, J. M. (2014). Mobilization through online social networks : The political protest of the indignados in Spain. *Information, Communication & Society*, 17(6), 750-764. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2013.808360>
- Antentas, J. M. (2017). Spain : From the indignados rebellion to regime crisis (2011-2016). *Labor History*, 58(1), 106-131. <https://doi.org/10.1080/0023656X.2016.1239875>
- Arocena, P. (2004). *Privatisation Policy in Spain : Stuck Between Liberalisation and the Protection of Nationals' Interests* (Working Paper N° 1187). CESifo Working Paper. <https://www.econstor.eu/handle/10419/76475>
- Assemblée nationale. (2022a). *Fiche de synthèse : Présentation synthétique des institutions françaises—Rôle et pouvoirs de l'Assemblée nationale—Assemblée nationale* [Officielle]. Fiche de synthèse n°1 : Présentation synthétique des institutions françaises. <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/role-et-pouvoirs-de-l-assemblee->

nationale/les-institutions-francaises-generalites/presentation-synthetique-des-institutions-francaises

- Assemblée nationale. (2022b). *Les élections législatives—Assemblée nationale*. <https://www2.assemblee-nationale.fr/qui/les-elections-legislatives>
- Banyuls, J., & Recio, A. (2012). Spain: The nightmare of Mediterranean neoliberalism. Dans S. Lehndorff (Éd.), *A triumph of failed ideas : European models of capitalism in the crisis* (p. 199-217). European Trade Union Institute.
- Baras, M., Barberà, O., Barrio, A., Correa, P., & Rodríguez-Teruel, J. (2015). Party membership in Spain and congress delegates. Dans E. Van Haute & A. Gauja (Éds.), *Party Members and Activists* (p. 17-33). Routledge.
- Baruch, M. O., & Duclert, V. (2003). Administrators and Administrations of the Fourth Republic. A Political History. *Revue française d'administration publique*, 108(4), 501-519.
- Bastien, F. (2011). *Le régime politique de la Ve République*. La Découverte. <https://www.cairn.info/le-regime-politique-de-la-ve-republique--9782707167088.htm>
- Bedock, C., Bonin, L., Liochon, P., & Schnatterer, T. (2020). Une représentation sous contrôle : Visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes. *Participations*, 28(3), 221-246.
- Bendali, Z., Challier, R., Sudda, M. D., Fillieule, O., Agrikoliansky, É., & Aldrin, P. (2019). Le mouvement des Gilets jaunes : Un apprentissage en pratique(s) de la politique ? *Politix*, 128(4), 143-177.
- Benford, R. D., & Snow, D. A. (2000). Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment. *Annual Review of Sociology*, 26, 611-639.
- Bernard de Raymond, A., & Bordie, S. (2020, novembre 25). *La forme politique des ronds-points Les gilets jaunes saisis par leurs lieux de rassemblement* [Text]. Conditions humaines / Conditions politiques : Revue internationale d'anthropologie du politique. <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=228>
- Bernard, M. (2022, septembre 5). *Se renouveler en politique : Mission impossible ?* The Conversation. <http://theconversation.com/se-renouveler-en-politique-mission-impossible-189995>
- Bérout, S., Denis, J.-M., Giraud, B., Desage, G., Carlier, A., & Péliasse, J. (2008). Une nouvelle donne ? Regain et transformation des conflits au travail. Dans *Les relations sociales en entreprise* (p. 223-255). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.bloch.2008.01.0223>
- Berstein, S. (1992). La Ve République : Un nouveau modèle républicain? Dans S. Bernstein & O. Rudelle (Éds.), *Le modèle républicain* (p. 407-429). Presses Universitaires de France.
- Bhatti, Y., Hansen, K. M., & Wass, H. (2012). The relationship between age and turnout : A roller-coaster ride. *Electoral Studies*, 31(3), 588-593. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2012.05.007>
- Birnbaum, P. (1985). L'action de l'État, différenciation et dédifférenciation. Dans M. Grawitz & J. Leca (Éds.), *Traité de science politique : Tome III: Vol. III* (p. 643-682). Les Presses universitaires de France. http://classiques.uqac.ca/contemporains/birnbaum_pierre/Action_de_l_Etat/Action_de_l_Etat.html
- Blais, A., & Loewen, P. J. (2009). The French Electoral System and its Effects. *West European Politics*, 32(2), 345-359. <https://doi.org/10.1080/01402380802670651>

- Bloom, J. M. (2014). Political Opportunity Structure, Contentious Social Movements, and State-Based Organizations : The Fight against Solidarity inside the Polish United Workers Party. *Social Science History*, 38(3-4), 359-388.
- Böhm, S., Dinerstein, A. C., & Spicer, A. (2010). (Im)possibilities of Autonomy : Social Movements in and beyond Capital, the State and Development. *Social Movement Studies*, 9(1), 17-32. <https://doi.org/10.1080/14742830903442485>
- Bonneau, C. (2019). Suppression de l'ISF et création de l'IFI : Quels effets économiques attendus ? *Regards croisés sur l'économie*, 24(1), 213-220. <https://doi.org/10.3917/rce.024.0213>
- Bornstein, R. (2019). En immersion numérique avec les « gilets jaunes ». *Le Débat*, 204(2), 38-51. <https://doi.org/10.3917/deba.204.0038>
- Bosch, A. (2020). The Spanish Electoral System. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 389-409). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198826934.013.23>
- Boyer, P. C., Delemotte, T., Gauthier, G., Rollet, V., & Schmutz, B. (2020). Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes. *Revue économique*, 71(1), 109-138. <https://doi.org/10.3917/reco.711.0109>
- Braconnier, C., & Dormagen, J.-Y. (2007). *La démocratie de l'abstention : Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*. Gallimard.
- Brookes, K. (2021). *Why Neo-Liberalism Failed in France : Political Sociology of the Spread of Neo-liberal Ideas in France (1974–2012)*. Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-82188-3>
- Brown, B. E. (1969). The French Experience of Modernization. *World Politics*, 21(3), 366-391.
- Caldwell, C. (2020, août 21). Opinion | Meet the Philosopher Who Is Trying to Explain the Pandemic. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2020/08/21/opinion/sunday/giorgio-agamben-philosophy-coronavirus.html>
- Camus, J.-Y. (2019). *Quelle place pour l'extrême droite chez les gilets jaunes ?* Libération. https://www.liberation.fr/debats/2019/01/08/quelle-place-pour-l-extreme-droite-chez-les-gilets-jaunes_1701692/
- Canal, J., Baby, S., Luis, J.-P., Michonneau, S., & Yusta, M. (2014). Du développement économique à la crise politique. Dans *Histoire de l'Espagne contemporaine* (p. 225-241). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.canal.2014.01.0225>
- Canet, R. (2012). Le mouvement des indignés : Une nouvelle étape dans la construction d'un autre monde. *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, vol. 14, n° 1, Art. 14, n° 1. <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.939>
- Carrasco, C. (2012). *L'Espagne, « championne » des inégalités*. Europe 1. <https://www.europe1.fr/international/L-Espagne-championne-des-inegalites-384686>
- Cassely, J.-L., & Fourquet, J. (2019). *Génération cariste : Comment la crise des « gilets jaunes » a révélé le destin des classes populaires*. Fondation Jean-Jaurès. <https://www.jean-jaures.org/publication/generation-cariste-comment-la-crise-des-gilets-jaunes-a-revele-le-destin-des-classes-populaires/>
- Castells, M. (2015). *Networks of Outrage and Hope : Social Movements in the Internet Age* (Second edition [revised]). Polity press.
- Cautrès, B. (2018). *La fausse mort du clivage gauche-droit* (p. 4) [Report]. CEVIPOF. <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03612899>

- Cautrès, B., Pech, T., Lazar, M., & Vitiello, T. (2018). *La République En Marche : Anatomie d'un mouvement* (p. 207) [Research Report]. Terra Nova. <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03458062>
- Cavero, T. (2013). The True cost of austerity and inequality : Spain Case Study. *OXFAM Case Study*, 8.
- CCP. (2016). *Constitution Rankings* (Constitution Rankings). Comparative Constitutions Project. <https://comparativeconstitutionsproject.org/ccp-rankings/>
- Cervera-Marzal, M. (2018). Podemos, un parti-mouvement. *Mouvements*, 94(2), 87-97. <https://doi.org/10.3917/mouv.094.0087>
- CEVIPOF. (2011). *Baromètre confiance en politique Vague 3 Octobre 2011* (N° BJ7754). CEVIPOF / Science Po. <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-resultats-par-vague.html>
- CEVIPOF. (2018). *Baromètre de la confiance politique—Vague 9*. CEVIPOF / Science Po. https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Barometre_confiance_vague9.pdf
- CEVIPOF. (2020). *En qu(o)i les Français sont-ils confiance aujourd'hui ? Vague 11*. CEVIPOF / Science Po. <https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/OpinionWay%20pour%20le%20CEVIPOF-Barome%cc%80tre%20de%20la%20confiance%20en%20politique%20-%20vague11%20-%20Comparaison-1.pdf>
- Challier, R. (2019). *Rencontres aux ronds-points*. La vie des idées. <https://laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points.html>
- Chazel, L. (2017). Hubert Peres, Christophe Roux (dir.), *La démocratie espagnole. Institutions et vie politique. Lectures*. <https://journals.openedition.org/lectures/22585?lang=es>
- Choffat, T. (2017). Le « macronisme » et la fin des partis traditionnels ? *Civitas Europa*, 39(2), 161-179. <https://doi.org/10.3917/civit.039.0161>
- CIS. (s. d.). *CIS-Centro de Investigaciones Sociológicas-Barómetros*. barómetros. Consulté 21 novembre 2022, à l'adresse https://www.cis.es/cis/opencm/FR/11_barometros/index.jsp
- Citton, Y., Querrien, A., & Secretan, V. (2011). Bienvenue aux indignés, mutins et lutteurs ! *Multitudes*, 46(3), 11-23. <https://doi.org/10.3917/mult.046.0011>
- Clemens, É. (2019). L(a ré-)invention d'une démocratie horizontale. *Lignes*, 59(2), 113-124.
- Clemens, E. S., & Minkoff, D. C. (2004). Beyond the Iron Law : Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research. Dans *The Blackwell Companion to Social Movements* (p. 155-170). John Wiley & Sons, Ltd. <https://doi.org/10.1002/9780470999103.ch7>
- Colino, C. (2009). Constitutional Change Without Constitutional Reform : Spanish Federalism and the Revision of Catalonia's Statute of Autonomy. *Publius: The Journal of Federalism*, 39(2), 262-288. <https://doi.org/10.1093/publius/pjn037>
- Colomer, J. M. (2020). Political Institutions in a Comparative Perspective. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 152-170). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhpb/9780198826934.013.10>
- Cordero, G., & Montero, J. R. (2015). Against Bipartyism, Towards Dealignment? The 2014 European Election in Spain. *South European Society and Politics*, 20(3), 357-379. <https://doi.org/10.1080/13608746.2015.1053679>

- Cordillot, M. (2014). 7. L'Association internationale des travailleurs et les origines du mouvement ouvrier moderne (1865-1871). Dans M. Pigenet & D. Tartakowsky (Éds.), *Histoire des mouvements sociaux en France* (p. 90-100). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.pigen.2014.01.0090>
- Coustaussé, J.-C. (2017, juin 28). Sept groupes politiques enregistrés à l'Assemblée nationale. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/politique/article/2017/06/28/sept-groupes-politiques-enregistres-a-l-assemblee-nationale_5152534_823448.html
- Cremer, T. (2021). The rise of the post-religious right : Christianity and Secularism in the French Rassemblement National. *Party Politics*, 13540688211046860. <https://doi.org/10.1177/13540688211046859>
- Dain, V. (2022). *Comment La France insoumise rejette les formes traditionnelles partisans pour devenir un « parti mouvement »*. Le journal du dimanche. <https://www.lejdd.fr/Politique/comment-la-france-insoumise-rejette-les-formes-traditionnelles-partisans-pour-devenir-un-parti-mouvement-4132612>
- Dares. (2021). *La syndicalisation* | Dares [Officielle]. La syndicalisation. <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/la-syndicalisation>
- Davies, W. (2016). The New Neoliberalism. *New Left Review*, 101, 121-134.
- Décugis, J.-M. L. 27 juillet 2021. (2021). *Anti-pass sanitaire et Gilets jaunes : La note comparative des renseignements territoriaux* [Journal]. leparisien.fr. <https://www.leparisien.fr/faits-divers/anti-pass-sanitaire-et-gilets-jaunes-la-note-comparative-des-renseignements-territoriaux-27-07-2021-AJWBUNMNUBDR3KFHK3VKA66KSA.php>
- Della Porta, D. (1996). Social movements and the state : Thoughts on the policing of protest. Dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M. N. Zald (Éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 62-92). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.005>
- Della Porta, D. (2002). Comparative Politics and Social Movements. Dans B. Klandermans & S. Staggenborg (Éds.), *Methods of social movement research* (p. 286-313). University of Minnesota Press.
- Della Porta, D., & Fillieule, O. (2004). Policing Social Protest. Dans *The Blackwell Companion to Social Movements* (p. 217-241). John Wiley & Sons, Ltd. <https://doi.org/10.1002/9780470999103.ch10>
- Della Sudda, M., & Gaborit, N. (2022). From Yellow Vests street protest to city council : When social movements run for office. *French Politics*, 20(3), 420-443. <https://doi.org/10.1057/s41253-022-00191-z>
- DeLuca, K. M., Lawson, S., & Sun, Y. (2012). Occupy Wall Street on the Public Screens of Social Media : The Many Framings of the Birth of a Protest Movement. *Communication, Culture & Critique*, 5(4), 483-509. <https://doi.org/10.1111/j.1753-9137.2012.01141.x>
- Delwit, P. (2013). The End of Voters in Europe? Electoral Turnout in Europe since WWII. *Open Journal of Political Science*, 03(01), 44-52. <https://doi.org/10.4236/ojps.2013.31007>
- Delwit, P. (2014). Partis et système de partis en France de 1945 à nos jours. Dans P. Delwit (Éd.), *Les partis politiques en France* (p. 7-33). Édition de l'Université de Bruxelles.
- Denord, F. (2007). *Néo-libéralisme, version française : Histoire d'une idéologie politique*. Demopolis.

- Dreyfus, F. (2010). La révision générale des politiques publiques, une conception néolibérale du rôle de l'Etat ? *Revue française d'administration publique*, 136(4), 857-864. <https://doi.org/10.3917/rfap.136.0857>
- Duhamel, É. (2000). *Histoire politique de la IVe République*. La Découverte. <https://www.cairn.info/histoire-politique-de-la-ive-republique--9782707133373-page-64.htm>
- Duverger, M. (1981). *Les partis politiques*. Le Seuil. <https://doi.org/10.3917/lrel.duver.1981.01>
- EIU. (2012). *Democracy Index 2012—The Economist Intelligence Unit*. Democracy Index 2012 - The Economist Intelligence Unit. http://www.eiu.com/public/thankyou_download.aspx?activity=download&campaignid=DemocracyIndex12
- Elgie, R. (2018). The election of Emmanuel Macron and the new French party system : A return to the éternel marais ? *Modern & Contemporary France*, 26(1), 15-29. <https://doi.org/10.1080/09639489.2017.1408062>
- Emanuele, V. (2017, mai 7). The hidden cleavage of the French election : Macron, Le Pen and the urban-rural conflict. *CISE*. <https://cise.luiss.it/cise/2017/05/07/the-hidden-cleavage-of-the-french-election-macron-le-pen-and-the-urban-rural-conflict/>
- España, S. de. (2021). *Las Cortes Generales* [InteractiveResource]. Senado de España. <https://www.senado.es/web/conocersenado/temasclave/cortesgenerales/index.html>
- EU. (2022). *Life in the EU*. https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/key-facts-and-figures/life-eu_en
- Féré, V. (2020). Macronisme, polarisation sociale et polarisation politique. *Commentaire*, Numéro 169(1), 215-217. <https://doi.org/10.3917/comm.169.0215>
- Féré, V. (2022). L'élection présidentielle et la polarisation majoritaire aux extrêmes. *Commentaire*, Numéro 179(3), 541-548. <https://doi.org/10.3917/comm.179.0541>
- Fernández García, A. (2022). Une génération entre deux crises : Jeunes précaires et indignés dans l'Espagne actuelle. *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*. De 1808 au temps présent, 28, Art. 28. <https://doi.org/10.4000/ccec.12912>
- Fernández García, A., & Petithomme, M. (2020). La crise démocratique espagnole et le renouveau de la contestation sociale. Dans A. Garcia Fernandez & M. Petithomme (Éds.), *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux* (p. 9-43). Demopolis. <http://books.openedition.org/demopolis/1912>
- Fish, M. S., & Kroenig, M. (2011). *The handbook of national legislatures : A global survey* (1st paperback ed). Cambridge University Press.
- Fishman, R. M. (2012). On the Significance of Public Protest in Spanish Democracy. Dans J. Jordana (Éd.), *Democràcia, política i societat : Homenatge a Rosa Virós* (p. 351-366). Barcelona: Universitat Pompeu Fabra.
- Fishman, R. M. (2017). How Civil Society Matters in Democratization : Setting the Boundaries of Post-Transition Political Inclusion. *Comparative Politics*, 49(3), 391-409.
- Flesher Fominaya, C. (2015). Debunking Spontaneity : Spain's 15-M/ Indignados as Autonomous Movement. *Social Movement Studies*, 14(2), 142-163. <https://doi.org/10.1080/14742837.2014.945075>
- Floris, B., & Gwiazdzinski, L. (2019). *Sur la vague jaune : L'utopie d'un rond-point*. Elya éditions.

- Font, J. (2020). The Quality of Democracy. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 297-312). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198826934.013.18>
- Foucault, M. (2004). *Naissance de la biopolitique : Cours au collège de France (1978-1979)*. Gallimard Seuil.
- Fourniau, J.-M. (2019). Le « grand débat national » : Un exercice inédit, une audience modérée au profil socioéconomique opposé à celui des Gilets jaunes [Billet]. *Portée de la concertation*. <https://concertation.hypotheses.org/1297>
- Freeman, J. (2013). The Tyranny of Structurelessness. *WSQ: Women's Studies Quarterly*, 41. <https://doi.org/10.1353/wsq.2013.0072>
- Frère, B., & Gardin, L. (2017). Economie solidaire et socialisme libertaire : Que faire de la forme Etat ? Dans J.-L. Laville, G. Pleyers, E. Bucolo, & J. L. Coraggio (Éds.), *Mouvements sociaux et économie solidaire* (p. 95-110). Desclée de Brouwer.
- Galán, L. P., & Fersch, B. (2021). Where did the Indignados go? How movement sociality can influence action orientation and ongoing activism after the hype. *Social Movement Studies*, 20(1), 2-19. <https://doi.org/10.1080/14742837.2020.1722627>
- Galí, M. C., Polleri, M., & Puletti, F. (2020). The Gilets Jaunes : From Declassing to Counter-power. *South Atlantic Quarterly*, 119(4), 866-876. <https://doi.org/10.1215/00382876-8663771>
- Gamson, W. A. (1990). *The Strategy of Social Protest* (2nd ed). Wadsworth Pub.
- Garnier, D. (2018). *Le parti « gilets jaunes » en 42 revendications : Un bon moyen d'enterrer la révolte*. Mediapart. <https://blogs.mediapart.fr/edition/le-travail-en-question/article/281218/le-parti-gilets-jaunes-en-42-revendications-un-bon-moyen-d-enterre-la-revolt>
- Gerbaudo, P. (2017). The indignant citizen : Anti-austerity movements in southern Europe and the anti-oligarchic reclaiming of citizenship. *Social Movement Studies*, 16(1), 36-50. <https://doi.org/10.1080/14742837.2016.1194749>
- Giugni, M., & Passy, F. (1993). Etat et nouveaux mouvements sociaux, deux cas contrastés : La Suisse et la France. *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie*, 19, 545-570.
- Godin, R. (2019). *La guerre sociale en France : Aux sources économiques de la démocratie autoritaire*. La Découverte. <https://www.cairn.info/la-guerre-sociale-en-france--9782348045790-p-7.htm>
- Gonthier, F. (2021). Bilan raisonné de la sociologie électorale en France (1951-2021) : Une diversité d'approches et de modèles explicatifs de mieux en mieux maîtrisée. *Revue française de science politique*, 71(5-6), 789-807. <https://doi.org/10.3917/rfsp.715.0789>
- Gougou, F., & Persico, S. (2017). A new party system in the making? The 2017 French presidential election. *French Politics*, 15(3), 303-321. <https://doi.org/10.1057/s41253-017-0044-7>
- Gouvernement. (2022). *Info Coronavirus Covid-19* [Officiel]. Gouvernement.fr. <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>
- Grégoire, O. (2019). Le vote des Gilets jaunes. *Commentaire*, Numéro 167(3), 551-560.
- Grignard, G., & Knops, L. (2020). *Sommes-nous vraiment en guerre contre un virus ?* The Conversation. <http://theconversation.com/sommes-nous-vraiment-en-guerre-contre-un-virus-133981>

- Grönlund, K., & Setälä, M. (2007). Political Trust, Satisfaction and Voter Turnout. *Comparative European Politics*, 5(4), 400-422. <https://doi.org/10.1057/palgrave.cep.6110113>
- Guerra, T., Alexandre, C., & Gonthier, F. (2019). Populist Attitudes among the French Yellow Vests. *Populism*, 3(1), 1-12. <https://doi.org/10.1163/25888072-02021039>
- Haegel, F., & Grunberg, G. (2007). *La France vers le bipartisme ? : La présidentialisation du PS et de l'UMP*. Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.grunb.2007.01>
- Hazareesingh, S. (2011). L'imaginaire républicain en France, de la Révolution française à Charles de Gaulle. *Revue historique*, 659(3), 637-654. <https://doi.org/10.3917/rhis.113.0637>
- Hernández, E., & Fraile, M. (2014). Spain : The beginning of the end of bipartisan rule? In L. De Sio, V. Emanuele, & N. Maggini (Éds.), *The European Parliament Elections of 2014* (p. 255-261). Centro Italiano Studi Elettorali (CISE). <http://cise.luiss.it>
- Hewlett, N. (2017). The phantom revolution. The presidential and parliamentary elections of 2017. *Modern & Contemporary France*, 25(4), 377-390. <https://doi.org/10.1080/09639489.2017.1375643>
- Heywood, P. M. (2005). Corruption, democracy and governance in contemporary Spain. Dans S. Balfour (Éd.), *The politics of contemporary Spain* (p. 39-60). Routledge.
- Hix, S., Hortalá-Vallve, R., & Rimbaut-Armet, G. (2017). The Effects of District Magnitude on Voting Behavior. *The Journal of Politics*, 79(1), 356-361. <https://doi.org/10.1086/688889>
- Ho, H. K. (2020). COVID-19 Pandemic Management Strategies and Outcomes in East Asia and the Western World : The Scientific State, Democratic Ideology, and Social Behavior. *Frontiers in Sociology*, 5. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsoc.2020.575588>
- Holdo, M. (2019). Cooptation and non-cooptation : Elite strategies in response to social protest. *Social Movement Studies*, 18(4), 444-462. <https://doi.org/10.1080/14742837.2019.1577133>
- Holloway, J. (2002). *Change the World Without Taking Power*. Pluto Press.
- Hopkin, J. (2006). From consensus to competition : The changing nature of democracy in the Spanish transition. Dans S. Balfour (Éd.), *The politics of contemporary Spain* (1. publ., reprint, p. 6-26). Routledge.
- Howell, C. (2006). The State and the Reconstruction of Industrial Relations After Fordism : Britain and France Compared. Dans J. D. Levy (Éd.), *The State after Statism : New State Activities in the Age of Liberalization* (p. 139-184). Harvard University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv22jnt4g>
- Huber, J. D., & Martinez-Gallardo, C. (2004). Cabinet Instability and the Accumulation of Experience : The French Fourth and Fifth Republics in Comparative Perspective. *British Journal of Political Science*, 34(1), 27-48. <https://doi.org/10.1017/S0007123403000334>
- Hughes, O. E. (1998). New Public Management. Dans O. E. Hughes (Éd.), *Public Management and Administration : An Introduction* (p. 52-80). Macmillan Education UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-26896-2_3
- Jeanpierre, L. (2019). *In girum : Les leçons politiques des ronds-points*. La Découverte.
- Jellab, A. (2019). Gilets jaunes : Les enjeux d'une mobilisation. *Futuribles*, 433(6), 81-94.

- Jetten, J., Mols, F., & Selvanathan, H. P. (2020). How Economic Inequality Fuels the Rise and Persistence of the Yellow Vest Movement. *International Review of Social Psychology*, 33(1), 2. <https://doi.org/10.5334/irsp.356>
- Katsiaficas, G. (2001). The Necessity of Autonomy. *New Political Science*, 23(4), 547-555. <https://doi.org/10.1080/07393140120099633>
- Katsiaficas, G. N. (2006). *The Subversion of Politics : European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday Life* (Updated ed). AK Press.
- Keucheyan, R. (2009). Choix rationnel. dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 108-116). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2009.01.0108>
- Kim, D. W. (2022). Voting against in the 2017 French presidential election. *French Politics*, 20(2), 121-146. <https://doi.org/10.1057/s41253-021-00165-7>
- Kitschelt, H. P. (1986). Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies. *British Journal of Political Science*, 16(1), 57-85. <https://doi.org/10.1017/S000712340000380X>
- Kostadinova, T. (2003). Voter turnout dynamics in post-Communist Europe. *European Journal of Political Research*, 42(6), 741-759. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.00102>
- Kriesi, H. (1996). The Organizational Structure of New Social Movements in a Political Context. Dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M. N. Zald (Éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 152-184). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.009>
- Kriesi, H., Koopmans, R., Duyvendak, J. W., & Giugni, M. G. (1992). New social movements and political opportunities in Western Europe. *European Journal of Political Research*, 22(2), 219-244. <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.1992.tb00312.x>
- Kuhn, R. (2018). French Revolution? The 2017 Presidential and Parliamentary Elections. *Parliamentary Affairs*, 71(3), 483-500. <https://doi.org/10.1093/pa/gsx043>
- l'AdA 5. (2020). Synthèse des ateliers de l'ADA5 – Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes [Blog]. *Synthèse Des Ateliers de l'ADA5*. <http://assembleedesassemblees.org/index.php/syntheses-des-ateliers/>
- Le Bart, C. (2020). *Petite sociologie des Gilets jaunes : La contestation en mode post-institutionnel*. Presses universitaires de Rennes.
- Lefebvre, R. (2019). Les Gilets jaunes et les exigences de la représentation politique. *La Vie des idées*. <https://laviedesidees.fr/Les-Gilets-jaunes-et-les-exigences-de-la-representation-politique.html>
- Legris, S. (2022, juin). “ Gilets jaunes ” et “ anti-pass sanitaire ” berrichons : Une convergence difficile. *Journées d'études “ Gilets jaunes : un état des lieux (2018-2022) ” - École Normale Supérieure*. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03792114>
- les Gilets jaunes, C. d'enquête sur, Bedock, C., Bendali, Z., Bernard de Raymond, A., Beurier, A.-G., Blavier, P., Bonin, L., Courty, A., Della Sudda, M., Delozière, G., Dondeyne, C., Elalaoui, C., Flipo, F., Frémont, C., Gaborit, M., Girardin, A., Grémion, T., Guillemin, P., Havard, M., ... Walker, É. (2019). Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes. *Revue française de science politique*, 69(5-6), 869-892. <https://doi.org/10.3917/rfsp.695.0869>
- Lijphart, A. (2012). *Patterns of Democracy*. Yale University Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt32bg23>

- Lima, V. (2021). The Institutionalisation of Social Movements : Co-Optation and Democratic Policy-Making. *Political Studies Review*, 19(2), 245-261. <https://doi.org/10.1177/1478929920913805>
- L'Obs. (2018). « *Gilets jaunes* » : *On a décortiqué chacune des 42 revendications du mouvement*. L'Obs. <https://www.nouvelobs.com/politique/20181129.OBS6307/gilets-jaunes-on-a-decortique-chacune-des-42-revendications-du-mouvement.html>
- López, M. A. M. (2016). Between Autonomy and Hybridity : Urban Struggles Within the 15M Movement in Spain. Dans M. Mayer, C. Thörn, & H. Thörn (Éds.), *Urban Uprisings* (p. 253-281). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/978-1-137-50509-5_9
- López, M. C., & García, S. R. (2014). Political Intersectionality within the Spanish Indignados Social Movement. *Intersectionality and Social Change*, 37, 3-25. <https://doi.org/10.1108/S0163-786X20140000037001>
- Marchand, P., Sebbah, B., Renard, J., Cabanac, G., Thiong-Kay, L., Souillard, N., & Loubère, L. (2019). “ *Vrai débat* ” : *Sortir du débat pour négocier* [Research Report]. Université de Toulouse. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02976611>
- Martín, I., & Urquizu-Sancho, I. (2012). The 2011 General Election in Spain : The Collapse of the Socialist Party. *South European Society and Politics*, 17(2), 347-363. <https://doi.org/10.1080/13608746.2012.708983>
- Martínez, M. A., & Wissink, B. (2021). Urban movements and municipalist governments in Spain : Alliances, tensions, and achievements. *Social Movement Studies*, 0(0), 1-18. <https://doi.org/10.1080/14742837.2021.1967121>
- Mathieu, L. (2007). L'espace des mouvements sociaux. *Politix*, n° 77(1), 131-151. <https://doi.org/10.3917/pox.077.0131>
- Maurer, L. M. (1999). Parliamentary influence in a new democracy : The Spanish congress. *The Journal of Legislative Studies*, 5(2), 24-45. <https://doi.org/10.1080/13572339908420590>
- McAdam, D. (1996). Conceptual origins, current problems, future direction. Dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M. N. Zald (Éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 23-40). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.003>
- McAdam, D., McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1996). Introduction : Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements. Dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M. N. Zald (Éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 1-20). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.002>
- McAdam, D., & Scott, W. R. (2005). Organizations and Movements. Dans D. McAdam, G. F. Davis, M. N. Zald, & W. R. Scott (Éds.), *Social Movements and Organization Theory* (p. 4-40). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511791000.003>
- McCarthy, J. D., & Zald, M. N. (1977). Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory. *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241.
- McDonald, A. F. (2019). Framing #MeToo : Assessing the Power and Unintended Consequences of a Social Media Movement to Address Sexual Assault. Dans W. T. O'Donohue & P. A. Schewe (Éds.), *Handbook of Sexual Assault and*

- Sexual Assault Prevention* (p. 79-107). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-23645-8_6
- Métézeau, F. (2019). *Derrière les « gilets jaunes », l'extrême droite en embuscade* [France Inter]. *Derrière les « gilets jaunes », l'extrême droite en embuscade*. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/secrets-d-info/derriere-les-gilets-jaunes-l-extreme-droite-en-embuscade-1918761>
- Meyer, D. S. (2004). Protest and Political Opportunities. *Annual Review of Sociology*, 30, 125-145.
- Meyer, D. S., & Minkoff, D. C. (2004). Conceptualizing Political Opportunity. *Social Forces*, 82(4), 1457-1492.
- Meyer, D. S., & Staggenborg, S. (1996). Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity. *American Journal of Sociology*, 101(6), 1628-1660.
- Ministère de l'Intérieur. (s.d.). *Résultats de l'élection présidentielle 2007*. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2007. Consulté 22 octobre 2022, à l'adresse http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle_2007
- Ministère de l'Intérieur. (2007). *Résultats des élections législatives 2007*. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives_2007. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives_2007
- Ministère de l'Intérieur. (2017a). *Résultats de l'élection présidentielle 2017* [Officiel]. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2017
- Ministère de l'Intérieur. (2017b). *Résultats des élections législatives 2017*. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__legislatives-2017
- Ministère de l'Intérieur. (2022). *Résultats de l'élection présidentielle 2022*. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022. http://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022
- Minkoff, D. C. (2002). The Emergence of Hybrid Organizational Forms : Combining Identity-Based Service Provision and Political Action. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 31(3), 377-401. <https://doi.org/10.1177/0899764002313004>
- Minkoff, D., & McCarthy, J. (2006). Reinvigorating The Study of Organizational Processes in Social Movements. *Mobilization: An International Quarterly*, 10(2), 289-308. <https://doi.org/10.17813/mai.10.2.rp8h757h42752w76>
- Monedero, J. C. (2019). 15M and Indignant Democracy : Legitimation Problems Within Neoliberal Capitalism. Dans Ó. Pereira-Zazo & S. L. Torres (Éds.), *Spain After the Indignados/15M Movement* (p. 21-63). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-19435-2_2
- Monterde, A., Calleja-López, A., Aguilera, M., Barandiaran, X. E., & Postill, J. (2015). Multitudinous identities : A qualitative and network analysis of the 15M

- collective identity. *Information, Communication & Society*, 18(8), 930-950. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2015.1043315>
- Montero, J. R., & Santana, A. (2020). Elections in Spain. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 349-371). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198826934.013.21>
- Morales, A., Ionescu, O., Guegan, J., & Tavani, J. L. (2020). The Importance of Negative Emotions Toward the French Government in the Yellow Vest Movement. *International Review of Social Psychology*, 33(1), Art. 1. <https://doi.org/10.5334/irsp.373>
- Mossuz-Lavau, J. (2020). *Le clivage droite gauche : Toute une histoire*. Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.mossu.2020.01>
- Moura de Oliveira, G., & Dowbor, M. W. (2020). Dynamics of Autonomous Action in Social Movements : From Rejection to Construction. *Latin American Perspectives*, 47(5), 49-61. <https://doi.org/10.1177/0094582X20939965>
- Muxel, A. (2013). La mobilisation électorale en 2012. *Revue française de science politique*, 63(2), 207-224. <https://doi.org/10.3917/rfsp.632.0207>
- Nadeau, R., Bélanger, É., Lewis-Beck, M. S., Cautrès, B., & Foucault, M. (2012). Introduction. Dans R. Nadeau, É. Bélanger, M. S. Lewis-Beck, B. Cautrès, & M. Foucault (Éds.), *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy* (p. 21-51). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/le-vote-des-francais-de-mitterrand-a-sarkozy--9782724612127-p-21.htm>
- Nez, H. (2012). Délibérer au sein d'un mouvement social : Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid. *Participations*, 4(3), 79-102. <https://doi.org/10.3917/parti.004.0079>
- Nez, H. (2017). La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et trajectoires d'empowerment dans un squat madrilène. *Politix*, 117(1), 63-89. <https://doi.org/10.3917/pox.117.0063>
- Nez, H. (2018). Des Indignés à Podemos : Continuités et ruptures. *Mouvements*, 94(2), 75-86. <https://doi.org/10.3917/mouv.094.0075>
- Nez, H. (2021). What has become of the Indignados? The biographical consequences of participation in the 15M movement in Madrid (2011–19). *Social Movement Studies*, 1-20. <https://doi.org/10.1080/14742837.2021.1977113>
- Noël, B. (2019). Du contre-pouvoir. *Lignes*, 59(2), 231-235. <https://doi.org/10.3917/lignes.059.0231>
- Noiriel, G. (2018). *Une histoire populaire de la France : De la guerre de Cent Ans à nos jours*. Agone.
- Offe, C. (1985). New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics. *Social Research*, 52(4), 817-868. JSTOR.
- Offerlé, M. (2012). La construction des organisations partisans. In *Les partis politiques: Vol. 8e éd.* (p. 20-34). Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/les-partis-politiques--9782130595496-p-20.htm>
- Offerlé, M. (2015). L'appel aux urnes. Comment les hommes français sont devenus des électeurs. *Savoir/Agir*, 31(1), 11-16. <https://doi.org/10.3917/sava.031.0011>
- Ordóñez, V., Feenstra, R. A., & Franks, B. (2018). Spanish anarchist engagements in electoralism : From street to party politics. *Social Movement Studies*, 17(1), 85-98. <https://doi.org/10.1080/14742837.2017.1381593>
- Ordóñez, V., Feenstra, R. A., & Tormey, S. (2015). Citizens against Austerity : A Comparative Reflection on Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH) and Bündnis Zwangsäumung Verhindern (BZV). *Araucaria*, 17(34), Art. 34.

- Orlov, A. A. (2022). Trends in the Evolution of The Party System in Spain in the Post-Franco Period. *Herald of the Russian Academy of Sciences*, 92(2), S126-S132. <https://doi.org/10.1134/S101933162208007X>
- Orriols, L., & Cordero, G. (2016). The Breakdown of the Spanish Two-Party System : The Upsurge of Podemos and Ciudadanos in the 2015 General Election. *South European Society and Politics*, 21(4), 469-492. <https://doi.org/10.1080/13608746.2016.1198454>
- OXFAM. (2021). Inégalités et justice fiscale. *Oxfam France*. <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/>
- Parant, P. (2019, janvier 18). *Gilets jaunes : Le résumé des 10 premiers actes*. Gilets jaunes: le résumé des 10 premiers actes. https://www.lexpress.fr/actualite/societe/gilets-jaunes-le-grand-recap-avant-l-acte-10_2057867.html
- Parrado, S. (2020). Public Administration and Its Problem-Solving Capacities. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 241-257). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198826934.013.15>
- Pascal, C. (2004). *La IVe République*. Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/la-ive-republique--9782130536512.htm>
- Pastor Seller, E., Verde Diego, C., & Lima Fernandez, A. I. (2019). Impact of neo-liberalism in Spain : Research from social work in relation to the public system of social services. *European Journal of Social Work*, 22(2), 277-288. <https://doi.org/10.1080/13691457.2018.1529663>
- Pearman, O., Boykoff, M., Osborne-Gowey, J., Aoyagi, M., Ballantyne, A. G., Chandler, P., Daly, M., Doi, K., Fernández-Reyes, R., Jiménez-Gómez, I., Nacu-Schmidt, A., McAllister, L., McNatt, M., Mocatta, G., Petersen, L. K., Simonsen, A. H., & Ytterstad, A. (2021). COVID-19 media coverage decreasing despite deepening crisis. *The Lancet Planetary Health*, 5(1), e6-e7. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(20\)30303-X](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(20)30303-X)
- Pellistrandi, B. (2011). L'Espagne dans la crise: Enjeux nationaux, horizons européens. *Études*, 414(2), 163-173. <https://doi.org/10.3917/etu.4142.0163>
- Pereira-Zazo, Ó., & Torres, S. L. (2019). Introduction : After the 15M. Dans Ó. Pereira-Zazo & S. L. Torres (Éds.), *Spain After the Indignados/15M Movement* (p. 1-17). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-19435-2_1
- Perraudeau, É. (2001). Le système des partis sous la Ve République. *Pouvoirs*, 99(4), 101-115. <https://doi.org/10.3917/pouv.099.0101>
- Pigenet, M., & Tartakowsky, D. (Éds.). (2014). *Histoires des mouvements sociaux en France*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.pigen.2014.01.0007>
- Piketty, T. (2017). *Suppression de l'ISF: une faute historique*. Le blog de Thomas Piketty. <https://www.lemonde.fr/blog/piketty/2017/10/10/isf-une-faute-historique/>
- Piketty, T. (2019). *Capital et idéologie*. Éditions du Seuil.
- Piven, F. F., & Cloward, R. A. (1978). *Poor People's Movements : Why They Succeed, How They Fail*. Vintage Books.
- Pleyers, G. (2020). The Pandemic is a battlefield. Social movements in the COVID-19 lockdown. *Journal of Civil Society*, 16(4), 295-312. <https://doi.org/10.1080/17448689.2020.1794398>
- Poingt, G. (2018, octobre 4). *Quel gouvernement a le plus privatisé depuis 30 ans?* [Journal]. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/10/04/20002->

- 20181004ARTFIG00285-quel-gouvernement-a-le-plus-privatise-depuis-30-ans.php
- Poliak, C. (2007). La démocratie de l'abstention, Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen, Paris, Folio Gallimard, 2007. *Savoir/Agir*, 1(1), 79-81. <https://doi.org/10.3917/sava.001.0079>
- Pons, J. P., & Rodríguez, M. V. (2012). Labour repression and social justice in Franco's Spain: The political objectives of compulsory sickness insurance, 1942–1957. *Labor History*, 53(2), 245-267. <https://doi.org/10.1080/0023656X.2012.679400>
- Pruijt, H., & Roggeband, C. (2014). Autonomous and/or Institutionalized Social Movements? Conceptual Clarification and Illustrative Cases. *International Journal of Comparative Sociology*, 55(2), 144-165. <https://doi.org/10.1177/0020715214537847>
- Putzel, J. (2020). The 'Populist' Right Challenge to Neoliberalism: Social Policy between a Rock and a Hard Place. *Development and Change*, 51(2), 418-441. <https://doi.org/10.1111/dech.12578>
- Ravelli, Q. (2020). Les huit fonctions du rond-point. *AOC (analyse Opinion Critique)*, 13.
- Ravelli, Q., Bendali, Z., Bonin, L., Gaborit, M., Grémion, T., Ivanovic, M., Liochon, P., & Toth, N. (2020). Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points. *Mouvements*, 101(1), 13-24.
- Rich, J. A. J. (Éd.). (2019). The Rise of Hybrid Social Movements. Dans *State-Sponsored Activism: Bureaucrats and Social Movements in Democratic Brazil* (p. 157-186). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108626453.007>
- Robert, V. (2014). 14. Mutation de l'espace du travail et naissance du mouvement ouvrier. Dans M. Pigenet & D. Tartakowsky (Éds.), *Histoire des mouvements sociaux en France* (p. 160-168). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.pigen.2014.01.0160>
- Roca, B., & Diaz-Parra, I. (2017). Blurring the Borders Between Old and New Social Movements: The M15 Movement and the Radical Unions in Spain. *Mediterranean Politics*, 22(2), 218-237. <https://doi.org/10.1080/13629395.2016.1151138>
- Roca, B., Diaz-Parra, I., & Gómez-Bernal, V. (2019). Anthropologists Meet the 15M: The Rise of Engaged Ethnography. *Anthropologica*, 61(2), 334-344. <https://doi.org/10.3138/anth.2018-0042>
- Rodon, T., & Hierro, M. J. (2016). Podemos and Ciudadanos Shake up the Spanish Party System: The 2015 Local and Regional Elections. *South European Society and Politics*, 21(3), 339-357. <https://doi.org/10.1080/13608746.2016.1151127>
- Rodriguez Cabrero, G. (2008). L'État-providence espagnol: Pérennité, transformation et défis. *Travail et Emploi*, 115, Art. 115. <https://doi.org/10.4000/travailemploi.4284>
- Rodríguez-Teruel, J. (2020). Executive Politics in Spain. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 190-209). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198826934.013.12>
- Romanos, E. (2011). Les Indignés et la démocratie des mouvements sociaux. *La vie des idées*, 1-10.
- Romanos, E., & Sádaba, I. (2022). The Evolution of Contention in Spain (2000-2017): An Analysis of Protest Cycles. *Revista Española de Investigaciones Sociológicas (REIS)*, 177(177), 89-110. <https://doi.org/10.5477/cis/reis.177.89>

- Romanos, E., Sola, J., & Rendueles, C. (2022). The political economy of the Spanish Indignados : Political opportunities, social conflicts, and democratizing impacts. *Social Movement Studies*, 0(0), 1-20. <https://doi.org/10.1080/14742837.2022.2061940>
- Rosanvallon, P., Mongin, O., & Schmid, L. (1997). Les élites françaises, la démocratie et l'État : Entretien avec Pierre Rosanvallon. *Esprit (1940-)*, 236 (10), 60-72.
- Rucht, D. (1996). The impact of national contexts on social movement structures : A cross-movement and cross-national comparison. Dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M. N. Zald (Éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 185-204). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.010>
- Sainte-Marie, J. (2019). *Bloc contre bloc : La dynamique du Macronisme*. Les éditions du cerf.
- Sauger, N. (2007). Un système électoral vecteur d'instabilité ? Dans F. Haegel (Éd.), *Partis politiques et système partisan en France* (p. 359-390). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/partis-politiques-et-systeme-partisan-en-france--9782724610016-p-359.htm>
- Schain, M. (2011). The Fifth Republic. Dans E. Berenson, V. Duclert, & C. Prochasson (Éds.), *The French Republic : History, Values, Debates* (p. 83-92). Cornell University Press.
- Shokoohi, M., Osooli, M., & Stranges, S. (2020). COVID-19 Pandemic : What Can the West Learn From the East? *International Journal of Health Policy and Management*, 9(10), 436-438. <https://doi.org/10.34172/ijhpm.2020.85>
- Simón, P. (2016). The Challenges of the New Spanish Multipartism : Government Formation Failure and the 2016 General Election. *South European Society and Politics*, 21(4), 493-517. <https://doi.org/10.1080/13608746.2016.1268292>
- Sipos, A. (2019, novembre 13). *Gilets jaunes : À quoi s'attendre pour l'acte 53 ce samedi ?* leparisien.fr. <https://www.leparisien.fr/economie/un-an-des-gilets-jaunes-champs-elysees-a-paris-lyon-lille-etudiants-a-quoi-s-attendre-pour-l-acte-53-ce-samedi-16-novembre-13-11-2019-8192439.php>
- Snow, D., & Benford, R. (1988). Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization. *International Social Movement Research*, 1, 197-217.
- Souillard, N., Sebbah, B., Loubère, L., Thiong-Kay, L., & Smyrnaio, N. (2020). Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques. *Terminal. Technologie de l'information, culture & société*, 127, Art. 127. <https://doi.org/10.4000/terminal.5671>
- Staggenborg, S. (1988). The Consequences of Professionalization and Formalization in the Pro-Choice Movement. *American Sociological Review*, 53(4), 585-605. <https://doi.org/10.2307/2095851>
- Statista. (2022a). *Gini index score of Spain*. Statista. <https://www.statista.com/statistics/872871/gini-index-score-of-spain/>
- Statista. (2022b). *Taux de participation aux législatives France 1958-2017*. Statista. <https://fr.statista.com/statistiques/716531/participation-legislatives-france/>
- Steiner, N. D., & Martin, C. W. (2012). Economic Integration, Party Polarisation and Electoral Turnout. *West European Politics*, 35(2), 238-265. <https://doi.org/10.1080/01402382.2011.648005>
- Steinke, A. F. (2011). Le mouvement 15-M en Espagne. *Savoir/Agir*, 18(4), 55-66. <https://doi.org/10.3917/sava.018.0055>
- Steyn, I. (2012). The State and Social Movements : Autonomy and Its Pitfalls. *Politikon*, 39(3), 331-351. <https://doi.org/10.1080/02589346.2012.746184>

- Surel, Y. (2019). How to stay populist? The Front National and the changing French party system. *West European Politics*, 42(6), 1230-1257. <https://doi.org/10.1080/01402382.2019.1596693>
- Tarrow, S. (1996). States and opportunities: The political structuring of social movements. Dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M. N. Zald (Éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 41-61). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.004>
- Tarrow, S. G. (2011). *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics* (3e éd.). Cambridge University Press.
- Thiers, É. (2017). L'anti-élitisme: Une passion française? *Pouvoirs*, 161(2), 19-29. <https://doi.org/10.3917/pouv.161.0019>
- Tilly, C. (1978). *From Mobilization to Revolution*. Addison-Wesley.
- Tilly, C. (1986). *The Contentious French*. Belknap Press. <https://doi.org/10.4159/harvard.9780674433984>
- Tilly, C. (1993). Changing States, Changing Struggles. *South African Sociological Review*, 5(2), 1-13.
- Tilly, C., Tilly, L., & Tilly, R. (1975). *The Rebellious Century: 1830-1930*. Harvard University Press.
- Todd, D. (2009). Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique (review). *Le mouvement social*, 227(1), 141-143.
- Tomès, A. (2019). Les Gilets jaunes, le populisme et la démocratie. *Lignes*, 59(2), 219-230.
- Torcal, M. (2014). The Decline of Political Trust in Spain and Portugal: Economic Performance or Political Responsiveness? *American Behavioral Scientist*, 58(12), 1542-1567. <https://doi.org/10.1177/0002764214534662>
- Torcal, M., & Christmann, P. (2020). Political Culture in Spain in the Twenty-First Century: Symptoms of a crisis of representation. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 314-330). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198826934.013.19>
- Tormey, S., & Feenstra, R. A. (2015). Reinventing the political party in Spain: The case of 15M and the Spanish mobilisations. *Policy Studies*, 36(6), 590-606. <https://doi.org/10.1080/01442872.2015.1073243>
- Touraine, A., Wieviorka, M., & Dubet, F. (1984). *Le mouvement ouvrier*. Fayard.
- Tournier, V. (2021). *La crise de confiance dans les partis politiques, une spécificité française?* The Conversation. <http://theconversation.com/la-crise-de-confiance-dans-les-partis-politiques-une-specificite-francaise-155780>
- Trumpy, A. J. (2008). Subject to Negotiation: The Mechanisms Behind Co-Optation and Corporate Reform. *Social Problems*, 55(4), 480-500. <https://doi.org/10.1525/sp.2008.55.4.480>
- Tucat, N. (2019). *Les Gilets jaunes: La partie émergée de la crise sociale française?* L'Institut Montaigne: Qui sont les Gilets jaunes. <https://www.institutmontaigne.org/analyses/les-gilets-jaunes-la-partie-emergee-de-la-crise-sociale-francaise>
- Tüfekçi, Z. (2017). *Twitter and Tear Gas—The Power and Fragility*. Yale University Press.
- Tusseau, G. (2019). Le présidentielisme de la Cinquième République. La part de l'autosuggestion dans la culture constitutionnelle. Dans O. Duhamel, M. Foucault, F. Mathieu, & M. Lazar (Éds.), *La Ve démystifiée* (p. 27-35). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.duham.2019.01.0027>

- Vallès, J. M. (2020). The 1978 Spanish Constitutional Design : Assessing its outcome. Dans D. Muro & I. Lago (Éds.), *The Oxford Handbook of Spanish Politics* (p. 171-189). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198826934.013.11>
- Vernier, J.-M. (2020). Gilets Jaunes : La carte (les réseaux sociaux) précède le territoire (les ronds-points). *Quaderni*, 99-100(1), 151-158. <https://doi.org/10.4000/quaderni.1551>
- Verriez, L. (2018, juin 1). *Espagne : On vous explique pourquoi Mariano Rajoy a été poussé vers la sortie*. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/espagne/espagne-on-vous-explique-pourquoi-mariano-rajoy-a-ete-pousse-vers-la-sortie_2779485.html
- Vie publique. (2022). *Qu'est-ce que l'état d'urgence sanitaire ?* [Officiel]. vie-publique.fr. <https://www.vie-publique.fr/fiches/273947-quest-ce-que-letat-durgence-sanitaire>
- Vitiello, T. (2017). *Une présidentielle sous le signe de la polarisation des clivages politiques*. The Conversation. <http://theconversation.com/une-presidentielle-sous-le-signe-de-la-polarisation-des-clivages-politiques-75509>
- Wahnich, S. (2020). The Critical Dynamics of France's « Yellow Vest » Movement. *Theory & Event*, 23(4), 856-876.
- Wrazen, C. (2014). *La nomination des membres du Conseil constitutionnel*. <https://univ-droit.fr/la-gazette-juridique/18299-la-nomination-des-membres-du-conseil-constitutionnel>
- Yaziji, M., & Doh, J. P. (2013). The Role of Ideological Radicalism and Resource Homogeneity in Social Movement Organization Campaigns against Corporations. *Organization Studies*, 34(5-6), 755-780. <https://doi.org/10.1177/0170840613479235>
- Zald, M. N. (1996). Culture, ideology, and strategic framing. Dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M. N. Zald (Éds.), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 261-274). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.013>

CV



TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Yunus TURAN
Tez Başlığı : Le dilemme de l'institutionnalisation et de
l'autonomie au sein des nouveaux mouvements sociaux
: Etudes des cas des mouvements des Gilets jaunes et
des Indignés
Savunma Tarihi : 16 / 12 / 2022
Danışman : Dr. Magali BOUMAZA

JÜRİ ÜYELERİ:

Unvan, Ad-Soyadı

İmza

Prof. Dr. Demet LÜKÜSLÜ

Doç. Dr. Hakan YÜCEL

Dr. Magali BOUMAZA

Prof. Dr. Ulun AKTURAN

Enstitü Müdürü